

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

\*\*\*\*\*

CENTRE DE RECHERCHE ET FORMATION  
DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES,  
SOCIALES ET EDUCATIVES

\*\*\*\*\*

UNITE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES  
HUMAINES ET SOCIALES

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



REPUBLIC OF CAMEROON

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

POSTGRADUATE SCHOOL FOR SOCIAL  
AND EDUCATIONAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR THE  
SOCIAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

**LES DEPLACES INTERNES DE LA CRISE ANGLOPHONE DANS  
LA VILLE DE DOUALA : REGARD SUR UNE CRISE  
D'INTEGRATION SOCIALE**

Mémoire rédigé et soutenu en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sociologie

Soutenu le 24 juin 2022

Spécialité : Population et Développement

Par

**Victoire Joëlle DJOPGUEP**

*Titulaire d'une Licence en Sociologie*

**MEMBRES DU JURY**

**Président : Armand LEKA ESSOMBA (MC)**

**Examineur : Ferdinand MBEN LISSOUCK (CC)**

**Rapporteur : Solange Rachel ESSOMBA EBELA (CC)**

Sous la direction du

**Dr. Solange Rachel ESSOMBA EBELA**

*Chargée de cours, Université de Yaoundé I*



**SEPTEMBRE 2022**

**A**

Mes parents, **Luc Calvin et Mariette D'Assise DJOPGUEP.**

## REMERCIEMENTS

Nous ne saurons achever ce travail sans toutefois manifester notre très profonde gratitude à l'endroit de tous ceux et celles qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, nous ont apporté leur contribution, tant matérielle, intellectuelle que morale à l'élaboration de cet édifice scientifique.

Ces remerciements vont en premier à l'endroit du **Dr Solange Rachel ESSOMBA EBELA** qui a dirigé ce travail. Elle a contribué considérablement et rigoureusement à la maturation de cette production scientifique.

Ces remerciements vont également au Chef du Département de Sociologie, le **Pr Armand LEKA ESSOMBA**, ainsi qu'à tous ses enseignants, pour la formation académique qu'ils nous ont si bien offerte.

Merci également à toute notre promotion pour la collaboration scientifique qui a toujours animé nos relations, particulièrement à **Muriel ATTA, Ange Cédrine EBWELLE, Jordan MELI YIMDJI, Wilfried NGATCHA, Kevin EBO'O**. À nos amis et proches pour leur soutien divers, à savoir **Larissa ONDOUMOU EBAI-ENOW, Adriane Carys BELLA ESSIMI, Christian Ludovic NGALA, Xaverie et Timothée ONGUENE, Fleur BADONA** pour leur hospitalité durant notre séjour dans la ville de Douala, **Wilfried EKOKA, Cyrille Edgard NKENFACK**.

Et, notre profonde gratitude à toute la famille **DJOPGUEP**, en particulier à **Christian Noé, Merveille Gloire, Louange Emmanuelle, Sylvanie DJUIPA, Ernest TAKO, Angéline MENBU, Edgar TOWA, Suzanne et Amos BEEKE, Virginie et Giresse NTIMA WETE** et **Sylvie Michèle WETE**.

## SOMMAIRE

<b>DEDICACE.....</b>	<b>i</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>ii</b>
<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>iii</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>iv</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>v</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....</b>	<b>vi</b>
<b>LISTE DES CARTES.....</b>	<b>viii</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>ix</b>
<b>LISTE DES PHOTOS.....</b>	<b>x</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>xi</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE.....</b>	<b>1</b>
<b>PREMIERE PARTIE :.....</b>	<b>23</b>
<b>LES DEPLACES INTERNES DANS LE MONDE.....</b>	<b>23</b>
<b>CHAPITRE I : SITUATION HUMANITAIRE ET STRATEGIES D'AIDE GOUVERNEMENTALES AUX PERSONNES DEPLACEES INTERNES.....</b>	<b>25</b>
<b>CHAPITRE II :.....</b>	<b>43</b>
<b>LE PROBLEME DE LA CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN.....</b>	<b>43</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : INSERTION SOCIALE DANS LA VILLE DE DOUALA : DIFFICULTES ET MECANISMES DE RESILIENCE.....</b>	<b>58</b>
<b>CHAPITRE 3 : ANALYSE DES DIFFICULTES D'INSERTION SOCIALE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA.....</b>	<b>60</b>
<b>CHAPITRE IV : STRATEGIES DE RESILIENCE ET REPRESENTATIONS SOCIALES DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA.....</b>	<b>88</b>
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>106</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>115</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>121</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>136</b>

## RESUME

Le présent travail de recherche portant sur le thème : « **Les déplacés internes de la crise anglophone dans la ville de Douala : regard sur une crise d'intégration sociale** » expose la situation humanitaire telle que vécue par les personnes déplacées internes dans la ville de Douala. Cette étude émane du constat selon lequel, suite à la crise qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le gouvernement camerounais semblait avoir mis sur pied un plan de réponse humanitaire visant à répondre aux besoins des PDI. Cependant, une préoccupation essentielle restait toujours dans les consciences : celle de l'intégration sociale des déplacés. Ce qui nous a amené dès lors à nous interroger sur le processus d'intégration sociale, et les stratégies mises en place pour faire face aux difficultés qui en découlent. Pour ce faire, nous avons posé la question de recherche principale suivante : Comment rendre compte de l'intégration sociale des déplacés internes de la crise anglophone dans leur nouveau milieu social ? Cette interrogation nous a conduit à l'hypothèse de recherche principale selon laquelle, l'intégration des déplacés internes dans leur nouveau milieu social demeurerait problématique.

La vérification de notre hypothèse s'est effectuée avec l'appui, d'une part, de deux approches théoriques à savoir l'interactionnisme symbolique et le culturalisme, et d'autre part l'usage des outils et techniques de collecte de données à la fois quantitative (le questionnaire) et qualitative (l'observation documentaire, l'observation directe, les entretiens, les récits de vie). La technique d'échantillonnage a été celle de l'échantillonnage aléatoire et a permis de cibler 150 enquêtés. L'analyse des données a été faite grâce à l'analyse de contenu pour les données qualitatives et le logiciel Excel 2013 qui a été utilisé pour générer des tableaux et des graphiques nous permettant d'établir les distributions entre les variables (sexe, âge, niveau d'instruction...), pour ce qui était des données quantitatives.

D'après les résultats de ce travail, il en ressort que, les déplacés internes installés dans la ville de Douala rencontrent des difficultés qui affectent sérieusement leur quotidien rendant ainsi le processus d'insertion difficile. Partant du difficile accès au logement, en passant par la discrimination, le tribalisme ou la stigmatisation pour finir dans une insertion socioprofessionnelle problématique, leur vie à Douala ne semble pas être l'idéal auquel ils aspiraient. En effet, fuyant la crise ils espéraient trouver refuge dans le Littoral, région la plus proche de la zone de guerre. Face à ces difficultés quotidiennes, les populations empruntent diverses stratégies pour survivre et s'adapter notamment les emplois dans le secteur informel. Cependant, les femmes et les jeunes adolescents constituant les groupes sociaux les plus vulnérables se livrent très facilement à des actes moins louables tels que la prostitution, le banditisme, la débauche pour pouvoir obtenir des moyens de subsistance. En montrant la manière dont la question anglophone, qui faisait l'objet de plusieurs problématiques depuis la colonisation, a grandement influencé la crise anglophone actuelle, cette étude nous a également plongés dans la question du multiculturalisme et des représentations qu'ont les différents acteurs sur chacun d'entre eux.

**Mots clés :** Déplacé interne, crise anglophone, intégration sociale.

## ABSTRACT

The present research on the theme “**Internally Displaced Persons from the Anglophone crisis in the city of Douala: a look at a social integration crisis**” outlines the humanitarian situation as experienced by IDPs in the city of Douala. The study stems from the observation that, following the crisis in the North-West and South-West regions, the Cameroonian government appeared to have put in place a humanitarian response plan to address the needs of IDPs. However, there was still one main concern: the social integration of the displaced. This led us to question the process of social integration and the strategies put in place to deal with the resulting difficulties. To this end, we posed the following main research question: How can we account for the social integration of IDPs from the Anglophone crisis in their new social environment? This question led us to the main research hypothesis that the integration of IDPs into their new social environment remained problematic.

Our hypothesis was tested with the support of two theoretical approaches, namely symbolic interactionism and culturalism, and the use of both quantitative (questionnaires) and qualitative (documentary observation, direct observation, interviews, life stories) data collection tools and techniques. The sampling technique used was random sampling and allowed 150 respondents to be targeted. Data analysis was carried out using content analysis for qualitative data and Excel 2013 software to generate tables and graphs that allowed us to establish distributions between variables (gender, age, level of education, etc.) for quantitative data.

According to the results of this work, IDPs living in the city of Douala encounter difficulties that seriously affect their daily lives, making the integration process difficult. From difficult access to housing, through discrimination, tribalism and stigmatisation, to problematic socio-professional integration, their life in Douala does not seem to be the ideal they aspired to. Indeed, fleeing the crisis, they hoped to find refuge in the Littoral, the region closest to the war zone. Faced with these daily difficulties, the population uses various strategies to survive and adapt, particularly jobs in the informal sector. However, women and young adolescents, who constitute the most vulnerable social groups, very easily engage in less praiseworthy acts such as prostitution, banditry and debauchery in order to obtain a livelihood. By showing how the Anglophone question, which has been the subject of several issues since colonisation, has greatly influenced the current Anglophone crisis, this study has also immersed us in the issue of multiculturalism and the representations that the different actors have of each of them.

**Key words:** Internally displaced persons, Anglophone crisis, social integration.

## LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

<b>ACC</b>	:	All Congress Conference
<b>APDEL</b>	:	Association pour la Promotion de Développement Local
<b>BM</b>	:	Banque Mondiale
<b>CAM</b>	:	Cameroon Anglophon Movement
<b>CC</b>	:	Contrôle Continu
<b>CDC</b>	:	Cameroon Development Corporation
<b>CEDEF</b>	:	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations Envers les Femmes
<b>CICR</b>	:	Comité International de la Croix Rouge
<b>EHP</b>	:	Équipe Humanitaire Pays
<b>ENAM</b>	:	École Nationale d'Administration et de Magistrature
<b>ENV</b>	:	Examens Nationaux Volontaires
<b>FMI</b>	:	Fonds Monétaire Internationale
<b>FWCM</b>	:	Free West Cameroon Movement
<b>GCE</b>	:	General Certificate of Education
<b>GNA</b>	:	Government National Accord
<b>ICG</b>	:	International Crisis Group
<b>IDMC</b>	:	Internally Displacement Monitoring Centre
<b>KNDP</b>	:	Kamerun National Democratic Party
<b>LNA</b>	:	Libyan National Army
<b>MINPROFF</b>	:	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
<b>NOSO</b>	:	Nord-Ouest et Sud-Ouest
<b>NRC</b>	:	Norwegian Refugees Council
<b>OCHA</b>	:	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
<b>ODD</b>	:	Objectifs du Développement Durable
<b>OFPRA</b>	:	Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides
<b>OHADA</b>	:	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OMD</b>	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONU</b>	:	Organisation des Nations Unies
<b>PAS</b>	:	Plan d'Ajustement Structurel

<b>PDI</b>	:	Personne Déplacée Interne
<b>PIB</b>	:	Produit Intérieur Brut
<b>PNUD</b>	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RCA</b>	:	République Centrafricaine
<b>RDC</b>	:	République Démocratique du Congo
<b>RDPC</b>	:	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
<b>SCNC</b>	:	Southern Cameroons National Council
<b>SDF</b>	:	Social Democratic Front
<b>SONARA</b>	:	Société Nationale de Raffinage
<b>UNC</b>	:	Union Nationale Camerounaise
<b>UNHCR</b>	:	United Nations High Commission for Refugees
<b>UPC</b>	:	Union des Populations du Cameroun
<b>VBG</b>	:	Violence Basée sur le Genre



## **LISTE DES CARTES**

Carte 1: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en 2018 ....27

## LISTE DES FIGURES

Figure 1: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Afrique subsaharienne (2009-2019) .....	28
Figure 2: Personnes déplacées de force d'origine africaine .....	29
Figure 3: Pays ayant le plus grand nombre de déplacés internes liés à des conflits à la fin de 2018 et nouveaux déplacements associés aux conflits et à la violence en 2018 .....	30
Figure 4: Déplacements par type d'aléa (2009-2018) .....	32
Figure 5: Le déplacement interne et les ODD .....	39
Figure 6: Répartition des PDI interrogées par âge et sexe .....	64
Figure 7: Répartition du type de logement des PDI .....	67
Figure 8: Pourcentage ayant trouvé une activité lucrative .....	69
Figure 9: Répartition des personnes parvenant à se prendre en charge.....	70
Figure 10: Répartition du pourcentage capable de subvenir correctement à leurs besoins.....	71
Figure 11: Taux d'enfants devant travailler .....	73
Figure 12: Taux de PDI ayant pu scolariser leurs enfants .....	74
Figure 13: Taux de PDI étudiantes ayant pu continuer leurs études .....	74
Figure 14: Répartition des pourvoyeurs financiers d'études supérieures.....	75
Figure 15: Répartition des recours thérapeutiques empruntés par les PDI .....	76
Figure 16: Répartition des PDI interrogées victimes de tribalisme.....	79
Figure 17: Répartition des PDI interrogées parlant le français .....	80
Figure 18: Répartition des PDI interrogées comprenant le français.....	81
Figure 19: Taux d'agression physique et d'abus sexuel.....	86
Figure 20: Taux de PDI ayant reçu de l'aide de leur famille .....	89
Figure 21: Pourcentage ayant développé leur propre activité de commerce.....	96
Figure 22: Taux de PDI employées par des PDI déjà intégrées .....	97
Figure 23: Répartition de la perception de la présence des PDI par les membres de la communauté .....	101
Figure 24: Répartition des réponses sur la cohabitation avec la population d'accueil.....	104

## LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Illustration du petit commerce de la catégorie vente .....	94
Photo 2: Illustration de restauration collective .....	95

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition de la population d'étude en fonction des catégories cibles .....	16
Tableau 2: Présentation des profils socio-économique PDI interrogées .....	61
Tableau 3: Présentation des métiers exercés par les PDI en fonction des sexes .....	84

## **INTRODUCTION GENERALE**

## I- CONTEXTE DE L'ETUDE

Les éléments déclencheurs récents de la crise anglophone ont commencé il y a près de cinq ans, en octobre 2016, lorsque respectivement les avocats et enseignants des deux régions anglophones organisaient des grèves pour exiger la restauration du système de la « Common Law » dans leurs régions et pour que leur système scolaire soit respecté<sup>1</sup>. La police et l'armée avaient répondu par la force et ouvert le feu. À cela s'était ajoutée une marche pacifique organisée le 28 novembre de la même année par des étudiants de l'Université de Buea au Sud-Ouest, ayant pour but de réclamer le versement de la prime d'excellence du chef de l'État dédiée aux étudiants. La rectrice de l'université avait réagi en faisant entrer la police qui avaient encore répondu par la violence aggravée. Ces différentes tensions ont accru à cause d'une mauvaise gestion de la part du gouvernement et les forces de l'ordre et ont dégénérées en conflit sociopolitique. Pour être finalement récupérées par les mouvements sécessionnistes<sup>2</sup>.

Ce contexte caractérisé par une insécurité croissante des populations provoque des drames atroces dont l'une des manifestations humaines est le phénomène des réfugiés et des personnes déplacées. Le Cameroun, pays relativement stable est désormais en proie à un nombre fulgurant de déplacés internes qui cherchent refuge dans les régions voisines. Des milliers de personnes avaient été déplacées dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Si le gouvernement camerounais et les organismes internationaux parmi lesquels le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et la Croix-Rouge camerounaise (CRC) se sont mobilisés fortement pour garantir leur sécurité physique, résidentielle et alimentaire, une préoccupation cruciale reste pourtant affichée : la question de leur intégration socioculturelle. En effet, une observation sociologique sérieuse du quotidien de ces allogènes donne à voir des stigmatisations, des discriminations, voire des persécutions perpétrées par les populations autochtones<sup>3</sup>. Dans l'analyse de cet échec d'intégration sociale, des chercheurs de diverses disciplines se sont succédé pour essayer de comprendre en profondeur la faillite de la politique d'intégration sociale instaurée par le gouvernement et les organismes internationaux. Mais, tous avec des outils d'analyse plus ou moins appropriés ont publiés des réflexions et fait des suggestions évacuant les aspects fondamentalement anthropologiques et sociologiques de cette crise de coexistence.

---

<sup>1</sup> International Crisis Group, *Cameroun : La crise anglophone à la croisée des chemins*. Rapport Afrique N° 250, (2017), p. 06

<sup>2</sup> Idem, p09-10

<sup>3</sup> Birwe HABMO, *Les réfugiés au Cameroun*, 2016

## II- MOTIVATIONS DU CHOIX DU THEME

Le choix d'un sujet de recherche n'est pas neutre, car il est très souvent lié à des expériences vécues, à un problème social que l'on veut mettre en relief ou même à une cause que l'on veut défendre. C'est dans cette optique que Serge PAUGAM souligne qu'« *il est même presque inévitable que le sociologue soit attiré par l'étude des faits sociaux qui l'ont marqué dans son passé ou le marquent encore dans son expérience quotidienne*<sup>4</sup> ». L'intérêt porté sur les « déplacés internes de la crise anglophone dans la ville de Douala » n'est pas un choix anodin, il fait l'objet de notre attention pour plus d'une raison.

### II-1- Motivations factuelles

En raison du conflit armé qui oppose depuis 5 ans les séparatistes réclamant l'indépendance des deux régions anglophones du Cameroun (Nord-Ouest et Sud-Ouest), aux forces de défense et de sécurité camerounaise, près de 679 000 personnes se sont réfugiées dans les forêts environnantes et dans les régions francophones selon l'Organisation des Nations Unies<sup>5</sup>, parmi lesquelles la ville de Douala de par sa proximité. Ainsi, tout commence par le constat selon lequel, dans la ville de Douala, capitale économique du Cameroun, la population cosmopolite apprend désormais à vivre dans un sentiment d'insécurité avec les rescapés de la guerre qui sévit depuis cinq ans dans les deux régions anglophones du pays. Il y aurait au Cameroun plusieurs milliers de jeunes déplacés internes non scolarisés. En effet, une partie de ces jeunes désœuvrés, traumatisés par la guerre, sombrent dans la violence ou la délinquance. Sans compter les jeunes filles qui, de par leur vulnérabilité se retrouvent livrées à des abus sexuels. La majorité de ces personnes, après avoir abandonné leurs habitations, leur travail pour préserver leurs vies et celles de leurs enfants, n'ont pas pu retrouver une vie stable.

Par ailleurs, force nous a été donnée de constater d'autres faits tels que le calvaire qu'endurent ces individus au quotidien pour avoir un gagne-pain, la stigmatisation à laquelle ils font face dans leur nouveau milieu d'intégration, l'absence qu'ils vivent au quotidien de leurs proches ou de connaissances pouvant leur venir en aide. Tout ceci sans compter que leur situation n'est pas très médiatisée. En effet, les médias et autres ouvrages ne se sont intéressés jusqu'ici que des réfugiés, des demandeurs d'asile ou encore des migrants. Très peu parlent des personnes

---

<sup>4</sup> Serge PAUGAM (dir), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, 2eme, Edition, p.14.

<sup>5</sup> <https://m.le360.ma/afrique/autres-pays/politique/2020/02/14>

déplacées internes encore moins de la crise anglophone qui est décrite par l'ONG Norwegian Refugees Council (NRC) comme la « *crise la plus négligée au monde*<sup>6</sup> ».

## II-2- Motivations scientifiques

Une autre source de motivation du choix de cette thématique reste rattachée aux données documentaires et médiatisées par les différents rapports des organisations internationales telles que l'OCHA depuis le début de la crise.

Entre la fin de 2018 et le début de 2019, plusieurs sources telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'International Crisis Group (ICG) ou le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) estiment que la majorité des personnes déplacées, soit environ 444.000 personnes<sup>7</sup>, le font à l'intérieur du Cameroun. Selon les estimations du HCR, en février 2019, 86.434 personnes ont trouvé refuge dans les régions du Littoral et de l'Ouest. L'OCHA présente à la même période des chiffres similaires. En août 2019, une nouvelle évaluation présentée par l'OCHA élève le nombre de déplacés en provenance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à 536.000 personnes<sup>8</sup>. Les travaux réalisés en contexte africain sur la question des réfugiés en général par des auteurs tels Luc CAMBREZY<sup>9</sup> (2007), et au Cameroun plus particulièrement par Alexandra LAMARCHE et Alanna FOX<sup>10</sup> (2019) ou encore Birwe HABMO<sup>11</sup> (2016), montrent la gravité de la difficulté d'insertion sociale rencontrée par les déplacés de guerre. Au regard de cette multiple littérature, l'orientation de cette analyse vers la thématique des déplacés internes de la crise anglophones a été faite dans l'optique de contribuer, à travers les travaux menés dans la localité de Douala, à l'élargissement du champ d'analyse sociologique en abordant les questions d'interactions sociales qui occupent une place importante en sociologie de la population.

## III- PROBLEME

La crise anglophone plonge ses racines dans l'époque coloniale. Alors que la première guerre mondiale s'achève, la Société Des Nations (SDN) confie en 1916, l'administration du

---

<sup>6</sup> <https://www.camerounweb.com>

<sup>7</sup>OCHA, *Bulletin humanitaire Cameroun*, Numéro 10, avril – mai 2019

<sup>8</sup>ICG, 2017, p. 4

<sup>9</sup> CAMBREZY Luc, *Réfugiés et migrants en Afrique : quel statut pour quelle vulnérabilité ?*, *Revue européenne de migrations internationales*, Décembre 2007

<sup>10</sup> Alexandra LAMARCHE et Alanna FOX, *Déni de crise au Cameroun : le refus du gouvernement de reconnaître la souffrance dans le NoSo dissuade les donateurs*, Rapport mai 2019

<sup>11</sup> HABMO Birwe, *Les réfugiés au Cameroun*, 2016



Cameroun à la France et au Royaume-Uni. La partie orientale fut attribuée à la France qui l'administrait suivant le modèle assimilationniste, et dont l'objectif était de faire disparaître tout particularisme culturel et d'imposer l'assimilation culturelle. Tandis que la partie occidentale administrée par les britanniques était gérée comme faisant partie du Nigéria, également sous la domination du Royaume-Uni. Le modèle britannique servait de référence en ce qui concernait la justice où s'applique le « Common Law », c'est-à-dire un système juridique dont les règles sont principalement édictées par les tribunaux. Ainsi, chacun de ces territoires était façonné selon la culture du colonisateur avec comme conséquences des différences majeures de culture politique. En 1960, la partie francophone obtient son indépendance pour devenir la République du Cameroun, à la suite de quoi les Nations Unies vont organiser un référendum le 11 février 1961 dans la partie britannique constituée du Northern Cameroon et du Southern Cameroon, proposant soit le rattachement au Nigéria, soit la réunification avec la République du Cameroun, excluant toutefois toute possibilité d'indépendance. Après le « oui » ayant remporté la majorité au référendum du 11 février 1961, le Cameroun anglophone accepte son rattachement au Cameroun Francophone plutôt qu'au Nigeria et c'est ainsi que naît la République Fédérale du Cameroun. Pour concrétiser cela, le président Ahidjo organise une conférence à Foumban (« conférence constitutionnelle ») du 17 au 21 juillet 1961, ayant pour but la négociation des termes de la réunification. Mais lors de cette table ronde, les anglophones estiment avoir été dupés, car le président avait déjà en sa possession une constitution toute rédigée qu'il imposa.

Cependant, certains militants anglophones protestaient contre cette réunification car ces changements avaient été fait sans leur consentement, ceci en violation des accords de la Conférence de Foumban notamment, celle de la forme de l'État et du non-respect du bilinguisme dans le secteur public, bien que la constitution fasse du français et de l'anglais deux langues officielles d'égale valeur. C'est à partir de cette époque que surgit un sentiment de marginalisation chez certains habitants anglophones du pays. Par la suite, le conflit dans la zone anglophone sera lié à la situation socio-politique spécifique des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest depuis la fin de 2016. Cette crise initialement basée sur des revendications corporatistes des avocats et des enseignants a progressivement basculé en des revendications sécessionnistes violentes, ceci en raison des réponses jugées insatisfaisantes du gouvernement camerounais par les séparatistes. En effet, vers la fin de 2016, l'instabilité a donné lieu à des violences lorsque des moyens militaires avaient été mis en œuvre pour réprimer les manifestations contre l'imposition par le gouvernement camerounais de professeurs et d'avocats francophones dans les écoles anglophones. C'est ainsi que depuis cette période, ce conflit a fait plus d'un millier de victimes et a poussé des centaines de

milliers d'habitants à fuir leur domicile et à migrer vers de nouvelles villes. En novembre 2018, OCHA a estimé que 437500 personnes avaient été déplacées dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Plus de 26000 autres personnes ont fui à travers la frontière pour se réfugier au Nigéria. Des milliers d'autres se sont déplacées de ces régions pour les régions francophones du Cameroun, notamment l'Ouest, le Littoral et le Centre<sup>12</sup>. C'est cette désertion des villes et des villages qui a augmenté le nombre de déplacés internes. Pourtant l'Etat camerounais semblait avoir pris des dispositions nécessaires pour faciliter l'adaptation de ces réfugiés par le biais du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Cameroun (UNHCR) et la Croix-Rouge Camerounaise (CRC). En plus, avec les pressions faites par ces populations réfugiées, les associations et les ONG actives dans le domaine humanitaire, et même les médias, un centre pour la coordination de l'aide humanitaire d'urgence a été mis sur pied par le gouvernement. Dans le même contexte, en juin 2018, le gouvernement camerounais lance un plan d'assistance humanitaire (The Government emergency humanitarian assistance plan in the North-West and South-West regions 2018-2019) aux populations touchées par le conflit<sup>13</sup>. Ce plan prévoit notamment une assistance humanitaire d'urgence aux populations dans le besoin, la réinsertion socioéconomique des populations affectées et la réhabilitation des infrastructures détruites. Pourtant, on constate que la situation de ces réfugiés ne semble toujours pas s'améliorer, laissant ceux-ci en proie à la promiscuité, aux sous-métiers mal rémunérés, à la sous-scolarisation (pour les enfants qui allaient encore à l'école), à la peur et l'anxiété. On observe également des cas de pauvreté, de prostitution, d'agressions sur des femmes et de souffrance dont les conséquences sont parfois dramatiques. Dès lors on peut alors se poser la question de savoir pourquoi ?

#### IV- PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE

La problématique est considérée en sociologie comme une approche ou une perspective théorique qu'on décide d'adopter pour traiter le problème posé par la question de départ. Rappelons d'abord que, les études de Robert E. PARK, et des sociologues de l'École de Chicago sont le plus souvent parties de l'observation d'agrégats de populations déracinées, souvent des migrants et des asociaux, qui ne parviennent pas à s'intégrer en société. Définie par Lawrence OLIVIER, Guy BÉDARD et Julie FERRON comme étant « *la recherche ou l'identification de ce qui pose problème* »<sup>14</sup>, la problématique selon Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT est «

---

<sup>12</sup> [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha\\_cameroon\\_situation\\_report\\_no1\\_sw-nw\\_november\\_2018\\_en\\_final.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha_cameroon_situation_report_no1_sw-nw_november_2018_en_final.pdf)

<sup>13</sup> Cameroun, Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest, 2018.

<sup>14</sup> Lawrence OLIVIER, Guy BÉDARD et Julie FERRON, *L'élaboration d'une problématique de recherche: sources, outils et méthode*, Paris, l'Harmattan, 2005, p.24.

*l'approche ou la perspective théorique qu'on décide d'adopter pour traiter le problème posé par la question de départ. [...] Elle se réalise dans la continuité de l'exploration.*<sup>15</sup>».

Par ailleurs, la place de la population dans le développement constitue un souci majeur pour les chercheurs des pays du Tiers Monde. En amont, le facteur humain peut être considéré comme une ressource (intarissable) pour le développement, et en aval la population est génératrice de besoins supplémentaires à satisfaire. C'est en ces termes que les économistes ont toujours présenté l'équation. La sociologie définit la population comme l'ensemble des personnes occupant, à une période donnée une zone spécifique (ville, pays ou continent). La population doit être considérée dans toutes ses dimensions : sociologique, culturelle, religieuse, politique, géographique et économique. Autrement dit, il serait plus juste de parler « d'une population donnée » dans « une société donnée », en tenant compte des spécificités de cette dernière.

Cependant, loin d'être les premiers à nous interroger sur les réfugiés, tout travail de recherche comme le souligne Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT :

*S'inscrit dans un continuum et peut être situé dans ou par rapport à des courants de pensée qui le précèdent et l'influencent. Il est donc normal qu'un chercheur prenne connaissance des travaux antérieurs qui portent sur des objets comparables et qu'il soit explicite sur ce qui rapproche et sur ce qui distingue son propre travail de ces courants de pensée*<sup>16</sup>.

Ainsi, plusieurs travaux menés sur la question des réfugiés, soulevant différents aspects de cette thématique ont permis de faire un état sur la question en Afrique en général et au Cameroun en particulier.

➤ **Le refus du gouvernement de reconnaître la souffrance dans le NOSO.**

Les recherches effectuées au Cameroun par Alexandra LAMARCHE et Alanna FOX<sup>17</sup> (2019), dans le cadre d'un rapport de l'Organisation Internationale « Refugees International », ont mis en exergue le fait que les autorités camerounaises nient la gravité des déplacements et des besoins humanitaires des populations du Nord-Ouest et Sud-Ouest.

En effet, selon ces auteurs, les forces camerounaises et les groupes armés non étatiques restreignent gravement la liberté de mouvement, ce qui empêche les populations locales d'accéder à leurs terres et aux services de base. Les deux camps ont aussi pris des mesures pour limiter l'accès des travailleurs humanitaires aux populations touchées par le conflit. « Refugees

---

<sup>15</sup> Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2006, 3<sup>ème</sup>, Edition, p.75.

<sup>16</sup> Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, *Manuel de recherche en sciences sociales*, p.42.

<sup>17</sup> Alexandra LAMARCHE et Alanna FOX, *Déni de crise au Cameroun : le refus du gouvernement de reconnaître la souffrance dans le NoSo dissuade les donateurs*, Rapport mai 2019

International » a constaté que l'accès aux communautés qui sont touchées demeure problématique pour les organisations. D'après les rapports de l'OCHA, les violences ont déplacé 1,3 million de personnes dans une situation de besoin d'aide humanitaire. La population déplacée vers le Littoral étant estimée à 54 000 personnes<sup>18</sup>.

L'UNHCR de son côté a recensé des problèmes généralisés de protection et de violation des droits des personnes : Incendies provoqués, enlèvements, viols et agressions sexuelles, travail forcé envers les enfants ainsi que des arrestations illégales. Les femmes, les enfants et les personnes handicapées représentaient le plus grand nombre de personnes aux prises avec des problèmes de protection<sup>19</sup>.

La majorité des populations déplacées comptaient auparavant sur l'agriculture et l'élevage pour leur alimentation et comme source de revenus. Forcées de quitter leurs villages, elles n'ont plus maintenant accès aux champs et aux marchés.

#### ➤ **Stigmatisation des populations réfugiées**

Les études menées au Cameroun par Birwe HABMO<sup>20</sup>(2016), ont permis d'analyser les stigmatisations que les réfugiés vivent au quotidien. Cette analyse qu'il propose est née des travaux de terrain effectués au Cameroun sur des réfugiés victimes des discriminations, des stigmatisations voire des persécutions. Installés respectivement à l'Est et au Nord du Cameroun, les réfugiés centrafricains et tchadiens vivent une insertion sociale conflictuelle. Cet article examine sans fard et sous un angle sociologique, les réalités d'une situation qui demain sera explosive. Aucune politique d'intégration sociale, aucune stratégie d'insertion sociale durable des réfugiés réussira aussi longtemps que persisteront les mécanismes d'exclusion orchestrés par les populations autochtones d'après l'auteur. Ce modeste travail qui se veut une ébauche de réflexion pour aider à anticiper sur les conséquences sociales et politiques des déplacements humains, tente de cerner les aspects sociaux d'une crise de cohabitation entre réfugiés et populations autochtones au Cameroun.

#### ➤ **Situation des déplacés internes dans l'Ouest Cameroun**

En perspective à une réponse aux besoins humanitaires générés par les déplacements internes des populations du fait de la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'Association pour la Promotion du Développement Local (APDEL)<sup>21</sup> (2018), une organisation locale ayant un statut consultatif spécial auprès de la Commission Economique et Sociale

---

<sup>18</sup> OCHA, *Bulletin humanitaire Cameroun*, Numéro 10, avril – mai 2019

<sup>19</sup> UNHCR, « *Cameroon 2019 Supplementary Appeal* », <http://reporting.unhcr.org/node/22021>

<sup>20</sup>HABMO Birwe, *Les réfugiés au Cameroun*, 2016

<sup>21</sup> APDEL, *Evaluation des besoins des déplacés internes dans le département de la Menoua*, 2018

(ECOSOC) des Nations Unies, a mené une enquête dans le Département de la Menoua (Ouest Cameroun) dans le but de lutter contre les inégalités sociales qui entravent la participation des populations au développement. Cette enquête visait également à évaluer les besoins des enfants et des ménages des déplacés internes en matière d'éducation, de sécurité alimentaire et des moyens d'existence dans une approche de protection et genre transversal.

Il en ressort, pour ce qui est de l'éducation que : 21% d'enfants en âge scolaire ne sont pas scolarisés et cette situation affecte plus les filles (34%) que les garçons (12%). Cette situation est principalement due à un manque d'argent de la part des parents qui sont contraints d'envoyer leurs enfants travailler pour gagner de l'argent et parfois même certaines de leurs filles en mariage. La situation s'explique aussi par le manque de fournitures scolaires, le manque d'intérêt et l'insécurité (certainement dans les zones anglophones avant leur arrivée dans la Menoua).

Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, les déplacés internes enquêtés ont indiqué avoir connu une baisse du nombre de repas par jour. De 3 fois par jour avant la crise à 2 fois par jour au moment de l'enquête. En ce qui concerne les moyens d'existence, c'est-à-dire les moyens par lesquels les populations déplacées survivent, APDEL nous amène à souligner qu'avant la crise, les revenus des ménages étaient principalement issus de l'agriculture et du commerce (comme c'était le cas pour la plupart des habitants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest), mais qu'actuellement, la majeure partie de ces ménages ne dispose plus d'aucune source de revenu et que très peu pratiquent le petit commerce. Outre cela, depuis la crise, la part des parents dans le revenu du ménage a considérablement chuté au profit des enfants ; ce qui les empêche d'avoir une scolarité normale.

Compte tenu de cette baisse des revenus des personnes déplacées internes, dans un contexte où ils vivent en famille d'accueil ou en location et de l'arrivée continue d'autres déplacés créant des pressions supplémentaires sur les ressources disponibles, il est à prévoir des tensions voire des conflits entre les communautés. D'où la nécessité d'anticiper par la mise en place des actions de cohésion sociale.

#### ➤ **Vulnérabilité des réfugiés**

Une autre étude menée par le chercheur européen Luc CAMBREZY<sup>22</sup>(2007), sur les réfugiés en Afrique nous montre que dans les cas de guerres civiles et des conflits armés, la fuite et l'exil des populations déplacées ou réfugiées apparaissent moins comme une « réponse » que comme une urgence imposée par la nécessité de survie. Les migrants forcés ne quittent pas leur pays ou

---

<sup>22</sup> CAMBREZY Luc, *Réfugiés et migrants en Afrique : quel statut pour quelle vulnérabilité ?*, Revue européenne de migrations internationales, Décembre 2007

leur région d'origine dans l'espoir d'un avenir meilleur. Au contraire, en fuyant vers l'inconnu, ces populations s'exposent dans la plupart des cas à une vulnérabilité accrue et à l'incertitude du retour. Ceci étant dit, on remarquera au passage que cela ne permet guère de trancher entre la pertinence ou non d'une distinction entre migration de travail (ou migration économique) et migration forcée. Ici, l'auteur s'est intéressé aux formes concrètes de vulnérabilité qui affectent les populations réfugiées et déplacées en raison des conflits armés dont ils sont victimes.

Au regard de ce qui précède, force est de constater l'importance des investigations de ces auteurs dont la préoccupation est celle de la situation des réfugiés et des déplacés internes. Cependant, il convient de noter que ces travaux se sont appesantis sur la stigmatisation, la vulnérabilité, les discriminations auxquelles font face réfugiés et déplacés internes de guerre et de conflits armés en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Ceci étant, nous avons opté, en nous appuyant sur ces travaux antérieurs, de mettre au cœur de cette investigation la problématique des déplacés internes de la crise anglophone, toutefois en l'orientant vers une intégration sociale qui serait fonction du sexe de ces personnes, tout en tentant également de cerner les différents aspects sociaux d'une crise de cohabitation entre déplacés internes et les populations autochtones dans la ville de Douala. Il s'agit pour nous, en effet, de montrer que l'insertion sociale des déplacés de la dans la ville de Douala diffère selon l'identité sexuelle de l'individu.

## **V- QUESTIONS**

Le présent travail s'articule autour d'une question de recherche principale déclinée en trois questions de recherche secondaires.

### **V-1- Question principale**

Comment rendre compte de l'intégration des déplacés internes de la crise anglophone dans leur nouveau milieu social ?

### **V-2- Questions secondaires**

**QS1** : Quelles difficultés rencontrent au quotidien les déplacés internes dans la ville de Douala ?

**QS2** : Quels sont les acteurs impliqués dans la prise en charge des PDI ?

**QS3** : Quels sont les mécanismes de résilience mis en place par ces déplacés dans leur nouveau milieu social ?

## **VI- HYPOTHESES**

Selon Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, l'hypothèse est une « *proposition provisoire, une présomption, qui demande à être vérifiée* »<sup>23</sup>. Elle met en relation le phénomène à étudier et les concepts capables d'en rendre compte. C'est elle qui oriente et qui guide le chercheur dans son travail. Ainsi, nous disposons d'une hypothèse de recherche principale démembrée en trois hypothèses de recherche secondaires.

### **VI-1- Hypothèse principale**

L'intégration des déplacés internes de la crise anglophone dans leur nouveau milieu social demeure problématique du fait de l'inadéquation avec leur socialisation.

### **VI-2- Hypothèses secondaires**

**HS1** : Les difficultés que rencontrent les déplacés internes de la ville de Douala sont de diverses ordres notamment, linguistiques, économiques et sociales.

**HS2** : Les acteurs impliqués dans la prise en charge des PDI sont le gouvernement camerounais, les membres des organisations internationales, les ONG.

**HS3** : Les mécanismes de résilience mis en place par ces personnes sont par exemple la création des activités de survie, les prestations à domiciles, l'employabilité par les déplacés internes déjà intégrées.

## **VII- METHODOLOGIE**

La complexité de la réalité sociale à étudier nécessite la conjugaison de plusieurs approches théoriques susceptibles d'approfondir et d'enrichir les principales dimensions du problème.

### **VII-1- Approche théorique**

Les orientations méthodologiques choisies par le chercheur ne sont pas vides de présupposés. La manière dont le chercheur va mener ses enquêtes dépend de sa représentation de la réalité sociale et de ses choix théoriques. D'où l'importance, dans chaque recherche, d'objectiver et de présenter les présupposés et postures théoriques à partir desquelles les méthodes se forment et qui vont orienter le choix que fait le chercheur. La complexité de la réalité sociale nécessite en effet, la conjugaison de plusieurs approches théoriques susceptibles d'approfondir et d'enrichir les principales dimensions du problème. Comme tout fait social soumis à une analyse sociologique, la problématique autour de la question d'intégration des déplacés internes de la crise

---

<sup>23</sup> Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, op.cit., p.126.

anglophone dans la ville de Douala nécessite un choix scrupuleux de modèles théoriques pouvant conduire à son intelligibilité. Aussi nous avons choisi de procéder par l'interactionnisme symbolique et le culturalisme.

### VII-1-1- L'interactionnisme symbolique

L'interactionnisme symbolique est le nom attribué au courant théorique issu des travaux de l'École de Chicago à partir des années 30. Inspiré à la fois de la pensée et de l'enseignement de George H. MEAD, ce courant repose sur une analyse psychosociologique de la conduite humaine. En effet, MEAD opère une rupture paradigmatique d'avec ceux dominant à cette époque dans le but de développer une approche interrelationnelle et constructiviste du sens. Pour lui, l'accès cognitif au sens des phénomènes tant subjectifs qu'objectifs découle d'une interprétation et la formation ou la fabrication du cadre interprétatif provient des processus dynamiques d'interactions inter individus. Autrement dit, l'interaction symbolique entre individus détermine le sens que ces derniers accordent au monde et à leurs propres états mentaux. Selon Raymond BOUDON, ce qui fait l'originalité de ce courant théorique c'est qu'il considère « l'action réciproque » ou encore l'interaction entre les individus et les signes qui permettent de la percevoir en tant que phénomène social majeur. L'analyse est donc centrée sur la construction de soi au cours du processus de socialisation qui se déroule à travers une activité continue d'interprétation, autrement dit, l'acteur donne un sens à la situation qu'il vit. Cette interprétation s'appuie donc sur des ensembles de symboles tels que les gestes, le langage etc., dont la signification est partagée à l'intérieur d'un ensemble social. C'est pourquoi on a pu qualifier l'interactionnisme symbolique de théorie constructiviste de la communication sociale

Howard BECKER quant à lui, au cours de son analyse sur la déviance, définit deux niveaux d'analyse de cette approche. A priori, il est impératif d'examiner de manière minutieuse les activités effectives en essayant de comprendre dans quelles circonstances agissent tous les individus concernés et de prendre au sérieux l'interprétation du sens commun. Ensuite, « *l'approche interactionniste montre aux sociologues l'importance primordiale (...) de l'imposition de définitions, que celles-ci concernent les situations, les actes ou les catégories de personnes* »<sup>24</sup>. Ainsi, nous pouvons justifier notre choix porté sur l'interactionnisme symbolique dans le cadre de ce travail de recherche par le fait que, les présupposés de cette conception psychosociologique du comportement humain correspondent aux spécificités conceptuelles

---

<sup>24</sup>Yves Alpe et al. , *Lexique de sociologie*, 2<sup>e</sup> Edition, Paris, Dalloz, 2007, p. 164



inhérentes à la problématique intuitive liée à la présente recherche. Elles reposent donc sur l'analyse des interactions entre les membres de la communauté hôte et les déplacés, et nous a permis de rendre compte des difficultés rencontrées durant processus d'insertion des PDI ainsi que des stratégies de survie adoptées face aux difficultés liés à celle-ci.

### VII-1-2- Le culturalisme

Le culturalisme est un courant théorique issu des sciences sociales dans les années 30, et plus particulièrement de l'anthropologie. Tout d'abord, au XIX<sup>e</sup> siècle, cette méthode théorique s'intéressait à la relation existante entre l'homme et la culture. Après avoir fait le constat selon lequel il existait des similarités entre coutumes et institutions de cultures tant distinctes qu'éloignées géographiquement, les anthropologues ont alors mis sur pied une thèse de la convergence évolutionniste permettant de l'expliquer. Selon elle, chaque société se transformerait en passant par différents paliers menant dans une même direction. Cependant, le culturalisme quant à lui, ne présuppose pas de suite de développements entre des périodes historiques contrairement à l'évolutionnisme, mais plutôt des rapports variables, complexes et instables de cultures spécifiques sans déterminisme absolu<sup>25</sup>.

Différents chercheurs des États-Unis vont donc s'efforcer, dès les années 30, de rechercher l'explication de nombreuses différences culturelles observées sur le terrain. Parmi ses précurseurs, nous pouvons compter Ruth BENEDICT, Margaret MEAD, Abram KARDINER, Ralph LINTON qui considéraient que la personnalité des individus était fortement influencée par la culture<sup>26</sup>. Il constitue donc l'un des courants ayant dominé la sociologie américaine des années 1930 jusqu'en 1950. En empruntant la notion de culture aux anthropologues, le culturalisme, dans le cadre sociologique, cherche à rendre compte de l'intégration sociale des individus. En se basant sur une observation des sociétés dites archaïques, ils ont mis en évidence l'influence prépondérante de la culture et des habitudes culturelles d'éducation sur la personnalité de base des individus. Le concept de personnalité de base qui fut élaboré par KARDINER et LINTON, avait pour but de montrer que les différentes personnalités individuelles se construisent à partir d'une base commune : la culture. Ruth BENEDICT, dans cette même lancée, a centré ses recherches sur le repérage des types de culture en se basant sur la notion de « modèle culturel » ou « Pattern of culture », qui renvoie à une « *configuration, particulière à chaque société, des traits culturels*

---

<sup>25</sup> Philippe Rozin, *Le concept de culturalisme dans les sciences anthropologiques : de Tylor à Lowie*, Le philosophe, n° 27, 2006

<sup>26</sup> Yves Alpe et al., *Lexique de sociologie*, 2<sup>e</sup> Edition, Paris, Dalloz, 2007, p. 64

majeurs et tu système de valeurs qui façonne les comportements individuels »<sup>27</sup>. Par ailleurs, les culturalistes tels que Margaret MEAD ont également démontré que, le traitement culturel du genre générerait des différences dans les catégorisations sociales par le sexe. Ils estimaient que les relations entre les sexes étaient régies par des normes et des valeurs culturelles qui, à leur tour sont des constructions sociales.

La théorie culturaliste nous a clairement permis de rendre compte de l'intégration sociale des PDI installés dans la ville de Douala, à partir de la socialisation différentielle et des systèmes de valeurs qui façonnent le comportement des deux groupes sociaux étudiés ici, lors de leurs interactions. Mais elle a aussi permis de, s'appuyer sur les identités sexuelles pour ressortir les différences sociales qui existent entre sexes, et qui se déclinent par la suite en inégalité de genre durant la phase d'insertion dans le nouveau milieu social des PDI.

## **VII-2- Les outils de collecte des données**

La collecte des données constitue pour Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT « la mise en œuvre de l'instrument d'observation. Cette opération consiste à recueillir ou rassembler concrètement les informations prescrites auprès des personnes ou unités d'observation retenues dans l'échantillon »<sup>28</sup>. Il est dès lors, nécessaire de mettre en place les techniques susceptibles de rassembler les informations pertinentes à la recherche.

### **VII-2-1- Techniques quantitatives : le questionnaire**

Selon Rodolphe GHIGLIONE et Benjamin MATALON, « le questionnaire est un instrument standardisé, à la fois dans le texte des questions et dans leur ordre »<sup>29</sup>. Il permet au chercheur non seulement de décrire sa population d'étude mais également de quantifier les multiples données et de procéder à l'analyse des corrélations entre les variables. Son but est également de réaliser des inférences, des moyennes, des variances, des écarts types.

Pour Isabelle PARIZOT, « l'intérêt principal de l'enquête par questionnaire est de rassembler une grande partie d'informations aussi bien factuelles que subjectives, auprès d'un nombre important d'individus »<sup>30</sup>. Ainsi, muni d'un questionnaire que nous avons préalablement élaboré, nous l'avons administré directement aux personnes déplacées internes situées dans notre zone

---

<sup>27</sup> Yves Alpe et al. , Lexique de sociologie, 2e Edition, Paris, Dalloz, 2007, p.219-p.220

<sup>28</sup> Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, op.cit., p.167.

<sup>29</sup>Rodolphe GHIGLIONE et Benjamin MATALON, op.cit., p.98.

<sup>30</sup> Isabelle PARIZOT, « L'enquête par questionnaire », in Serge PAUGAM, L'enquête sociologique, Paris, PUF, 2010, p13.

d'étude ayant entre 15 et 60 ans, hommes et femmes, pendant le mois d'Août 2021. Ce questionnaire nous aura donné la possibilité d'établir des données statistiques sur les différences d'insertion sociale qui existent entre les individus selon des attributs tels que le genre et l'âge. Au terme de quoi nous avons pu démontrer quels sont les catégories d'individus les plus vulnérables face à l'insertion sociale dans leur nouveau milieu de vie.

### ➤ **Population d'étude et détermination de la taille d'échantillon**

Définie en Sciences Sociales comme étant l'ensemble d'individus ou d'objets sur lequel porte l'analyse, la population du présent travail a concerné :

- **Les personnes déplacées internes (PDI) :** résidant dans la localité d'étude afin de comprendre à travers leurs récits de vie comment ils vivent leur intégration sociale dans la ville de Douala. Ici, nous avons interrogé 96 personnes directement à l'aide de notre questionnaire.
- **Les acteurs institutionnels :** les responsables des Organisations Internationales ou des ONG venant en aide aux PDI. Cette catégorie d'informateurs nous a permis d'approfondir des informations sur la situation globale des PDI, d'avoir les données spécifiques de la localité et de voir comment fonctionne les stratégies gouvernementales d'implémentation des PDI de la commune de Douala.
- **Les membres de la communauté :** afin de connaître les représentations que la population autochtone se fait des PDI et ainsi permettre l'évaluation des difficultés d'intégration rencontrées par ces dernières. Ici nous avons passé des entretiens avec 48 personnes.

### ➤ **Méthode d'échantillonnage**

Dans l'impossibilité d'interroger toute la population d'étude, il convient très souvent dans la plupart de recherche sociologique de constituer un échantillon. En sociologie, l'échantillon se définit comme étant « *un ensemble restreint d'individus provenant d'une population, qui servent de support à l'étude que l'on réalise* »<sup>31</sup>. C'est un nombre restreint de personnes minutieusement choisies pour apporter des informations fiables sur le sujet de l'enquête et qui seront extrapolées dans toute la population d'étude. Ainsi, la méthode par échantillonnage nous a permis de sélectionner des individus, susceptibles d'apporter des informations en faisant preuve de représentativité. Un échantillon est dit représentatif « *si les unités qui la constituent ont été choisies par un procédé tel que tous les membres de la population ont la même probabilité de faire partie*

---

<sup>31</sup>André AKOUN et Pierre ANSART (dir), Dictionnaire de Sociologie, Le Robert, Seuil, 1999, P.165

de l'échantillon ». <sup>32</sup> La technique d'échantillonnage choisie est celle l'échantillonnage aléatoire, selon lequel, le chercheur a la possibilité de tirer au sort dans la population mère, un nombre d'individus pris de manière aléatoire. Le tirage au sort garanti ici le critère de représentativité de l'échantillon, car tous les individus de la population mère ont eu la même probabilité d'appartenir à l'échantillon. Cette technique a permis de sélectionner une population de 150 enquêtés, répartie en fonction des catégories cibles et qui peut être structurée à travers le tableau ci-dessous :

**Tableau 1: Répartition de la population d'étude en fonction des catégories cibles**

Catégories cibles	Hommes	Femmes	Nombre
Personnes déplacées internes	45	56	101
Acteurs institutionnels	1	0	1
Membres de la communauté	25	23	48
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>79</b>	<b>150</b>

**Source : Enquête de terrain (Juin à Août 2021), auteure.**

#### VII-2-2- Les instruments qualitatifs de collecte des données

Aujourd'hui, dans divers projets de recherches, les chercheurs sont régulièrement mobilisés pour s'occuper du volet qualitatif qui présente généralement un enjeu majeur. Elle tend à faire des analyses ouvertes, des observations pour découvrir les tendances et les processus qui expliquent et déterminent le pourquoi et le comment des choses.

##### ➤ L'observation documentaire

Du latin « *observare* » qui signifie « observer, surveiller » l'

*Observation peut être définie comme un regard porté sur une situation sans que celle-ci soit modifiée. Regard dont l'intentionnalité est de nature très générale et agit au niveau du choix de la situation et non au niveau de ce qui doit être observé dans la situation, le but étant le recueil des données afférentes à la situation*<sup>33</sup>.

<sup>32</sup>Rodolphe GHIGLIONE et Benjamin MATALON, *Les enquêtes sociologiques : théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1991, p29.

<sup>33</sup> Rodolphe GHIGLION et Benjamin. MATALON, *op.cit.*, p11.

L'observation documentaire quant à elle, est l'une de ces formes qui se pratique à travers les différents types de documents (écrits, non écrits ou sémiotiques). L'observation documentaire dans ce cas a porté sur la fouille des documents, des archives, des ouvrages scientifiques, des rapports, des revues, des articles scientifiques et/ou de presse, et les sites d'actualité qui avaient trait à notre thème de recherche consultés à la bibliothèque de l'Université de Yaoundé I, pendant le mois de juillet 2021, ainsi que plusieurs ouvrages électroniques sur Internet via le moteur de recherche Google dans le but d'élargir nos connaissances sur le phénomènes des déplacements internes, sur les approches théoriques et plusieurs autres informations recueillis dans le cadre de cette étude.

### ➤ **Observation directe**

Dans cette forme d'observation, le chercheur se situe directement face aux phénomènes qu'il souhaite observer sans que ceux-ci ne soient reconstitués à partir des informateurs ou des documents pour recueillir des informations.

*Les méthodes d'observation directe constituent les seules méthodes de recherche sociale qui captent les comportements au moment où ils se produisent sans l'intermédiaire d'un document ou d'un témoignage<sup>34</sup>.*

L'observation directe nous a permis de regarder sans limite les interactions quotidiennes entre les personnes déplacées internes dans la ville de Douala et les membres de la communauté de Douala en temps et en situation réelle. Celle-ci s'est déroulée dans les quartiers de Bonabéri et Ndobo situé dans l'arrondissement de Douala IV, pendant les mois de Juillet et Août.

### ➤ **Les entretiens semi-directifs**

Dans l'optique de produire des données en relation avec notre étude, telles que décrites par la population cible, nous avons opté pour des entretiens semi-directifs avec celle-ci. En effet, l'entretien peut être considéré comme un moyen d'investigation scientifique qui utilise un processus de communication verbale, pour recueillir des informations n'apparaissant nulle part qu'auprès des personnes ayant été très souvent témoins ou acteurs d'évènements sur lesquels porte l'enquête. C'est une conversation individuelle entre l'enquêteur et l'enquêté qui, très souvent, est caractérisée par une plus ou moins directivité à propos d'un sujet donné.

Pour ce faire, la mobilisation du guide d'entretien comme outil de collecte présente pour nous un avantage dans l'étude rapprochée de la situation de ces personnes déplacées internes, en ce sens

---

<sup>34</sup> Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, *op.cit.*, p177.

que, nous avons pu évaluer le degré de cohésion sociale qui règne entre les populations autochtones et les PDI à travers des entretiens avec les membres de la communauté de Douala. Ensuite avec les acteurs institutionnels pour connaître les stratégies gouvernementales d'aide pour pallier aux difficultés rencontrées. Ceux-ci se sont déroulés pendant les mois de Juin et Juillet dans les quartiers Bonabéri et Ndobbo, ainsi que dans les sièges sociaux de l'UNHCR et de l'OCHA dans la ville de Yaoundé.

### ➤ **Le récit de vie**

Méthode de recherche qualitative, le développement scientifique des récits de vie s'est fait en sociologie à travers les travaux de l'École de Chicago dans les années 1920-1930. Le but était de comprendre les processus à l'œuvre dans les phénomènes d'immigration, de la délinquance et de la déviance. Le récit de vie ou autobiographie peut se définir comme étant « *la narration, par la personne elle-même, de son existence* »<sup>35</sup> C'est la restitution dans le temps et dans l'espace par l'individu lui-même des séquences d'évènements de sa propre vie. Reprenant ces propos de Gaston PINEAU et Jean-Louis LE GRAND, José González MONTEAGUDO le considère comme « *la recherche et la construction de sens à partir de temporels personnels* »<sup>36</sup>. Cette méthode rétrospective accordant la place au sujet, permet de reconnaître au savoir individuel une valeur sociologique. Il s'agit en fait « *de traiter l'homme ordinaire non plus comme un objet à observer, à mesurer, mais comme un informateur, et par définition comme un informateur mieux informé que le sociologue qui l'interroge* »<sup>37</sup>. À partir du moment où le récit de vie n'a de sens qu'à travers ce va-et-vient entre ce que raconte l'individu et les éléments d'analyse que le chercheur produit sur ce discours, faire usage de cette technique dans notre étude nous a amené à explorer les discours des déplacés internes afin de pouvoir analyser leurs interactions sociales tout au long de leur arrivée dans leur nouveau milieu social et comment ils se les représentent. À ce stade, nous avons pu recueillir le récit de 5 enquêtés pendant le mois d'Août 2021 par enregistrement à l'aide d'un dictaphone, dans l'arrondissement de Douala IV.

---

<sup>35</sup> André AKOUN et Pierre ANSART (dir), *op.cit.*, pp.43-44

<sup>36</sup> José González MONTEAGUDO, « *Histoire de vie et diversité culturelle-une introduction* », Synergie pays germanophones n°3-2010, p.18.

<sup>37</sup> André AKOUN et Pierre ANSART (dir), *ibid.*

## VIII- TECHNIQUES D'ANALYSE DES DONNEES

Après avoir achevé la collecte des données à la fois quantitative et qualitative que nous avons effectuées sur le terrain, nous avons à la phase d'analyse et de traitement de celles-ci, ceci dans l'optique de pouvoir confronter les hypothèses émises. Ce travail d'analyse s'est effectué en rapport avec les techniques de collecte de données utilisées sur le terrain.

En ce qui concerne l'enquête quantitative, les données recueillies ont été dépouillées et classées en fonction des codes qui leur ont été attribués. Par la suite nous avons eu recours au logiciel Excel 2013 pour générer les tableaux et les graphiques nous qui ont permis d'établir les distributions entre les variables (sexe, âge, niveau d'instruction...), de ressortir les difficultés rencontrées par les personnes déplacées dans la ville de Douala, et enfin d'évaluer le degré de vulnérabilité reparti selon le genre et l'âge des personnes ressources.

Pour ce qui est de l'enquête qualitative, les informations obtenues à travers les entretiens individuels, les récits de vie des déplacés internes à l'aide d'un dictaphone, ainsi que les documents textuels et visuels ont traité grâce à l'analyse de contenu. D'après Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, elle offrirait

*La possibilité de traiter de manière méthodique des informations et des témoignages qui présentent un certain degré de profondeur et de complexité, comme par exemple les rapports d'entretiens semi-directifs<sup>38</sup>.*

Autrement dit, c'est une technique qui repose sur un examen méthodique et systématique de documents. Ainsi, l'usage de cette technique s'est effectué en trois moments :

D'abord la traduction et transcription des entretiens semi - directifs : cette phase consistera tout simplement à reproduire sur manuscrit les enregistrements du dictaphone. Suite de quoi, ces informations transcrites ont été regroupées selon les items de questions qui ont structurés nos guides d'entretien et en fonction de leurs similitudes, c'est-à-dire des données ayant le même sens. Pour finir, ces informations seront utilisées dans l'analyse des relations entre les variables de nos hypothèses permettant de comparer les résultats observés avec les résultats attendus. Cette technique nous permettra d'estimer, via les discours des enquêtés, le niveau de connaissances de la population autochtone sur la crise anglophone ainsi que sur les raisons des migrations des déplacés dans la ville, et de rendre compte de l'insertion sociale des personnes déplacées.

---

<sup>38</sup> Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, op.cit., p207

## IX- OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS

Il convient d'abord de rappeler que la définition des concepts est une étape indispensable dans toute investigation scientifique. Elle permet au chercheur d'opérer une rupture épistémologique avec le sens commun, de délimiter son champ étude afin d'éviter toute confusion. Dans la conception durkheimienne, cette épistémologie est d'ailleurs fondamentale. Pour lui en effet ;

*Toute investigation scientifique porte sur un groupe déterminé de phénomènes qui répondent à une même définition. La première démarche du sociologue doit donc être de définir les choses dont il traite, afin que l'on sache et qu'il sache bien de quoi il est question. C'est la première et la plus indispensable condition de toute preuve et de toute vérification<sup>39</sup>.*

Toujours dans la même logique, Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT relèvent également l'importance de cette étape en soulignant que « *la conceptualisation est plus qu'une définition ou convention terminologique. Elle constitue une construction abstraite qui vise à rendre compte du réel.* »

Dans le cadre de ce travail, ce principe ne saurait être ignoré car il a permis la construction et la compréhension des concepts opératoires. Ainsi deux principaux concepts ont été mobilisés à savoir : déplacés internes et intégration sociale. Afin de faciliter l'intelligibilité de ces expressions il est convenable de préciser d'abord ce qu'ils sont.

### ➤ Déplacés internes

Selon les principes de l'Organisation des Nations Unies, « *les déplacés internes sont des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcées ou contraints de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violences généralisée, de violations des droits de l'Homme ou de catastrophes naturelle ou provoquées par l'Homme ou pour éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat* »<sup>40</sup>. Cette définition reflète deux critères fondamentaux du déplacement interne notamment, le fait que, le mouvement de la population soit involontaire, et que ce mouvement se produise à l'intérieur des frontières nationales.

---

<sup>39</sup> Emile DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1987, 23ème édition, p.34.

<sup>40</sup>UNHCR, *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, février 1998.



## ➤ **Intégration sociale**

L'**intégration sociale** renvoie à l'acquisition et l'intégration des normes et valeurs dominantes au cours du processus de socialisation<sup>41</sup>. Émile DURKHEIM fut l'un des précurseurs de cette notion grâce à son analyse des modes d'attachement des individus à la société sur la base de leur vouloir vivre ensemble. Il la définit comme la propriété d'une société dont les relations entre les membres sont intenses<sup>42</sup>. Selon Talcott PARSONS, elle serait une façon pour les différentes composantes du système social de contribuer au fonctionnement du système en formant un tout.

## **X- CADRE DE L'ETUDE**

Toute recherche en sciences sociales nécessite une circonscription du champ d'analyse afin d'éviter que celui-ci soit trop large et puisse par conséquent égarer le chercheur. Pour ce faire, « *il ne suffit pas de savoir quels types de données devront être rassemblées. Il faut encore circonscrire le champ des analyses empiriques dans l'espace géographique et social et dans le temps* »<sup>43</sup>. Le travail empirique de la présente étude s'est déroulé dans le département du Wouri qui a pour chef-lieu Douala. Cette localité est constituée de 6 arrondissements (Douala I, II, III, IV, V, VI), et nous avons mené notre travail de recherche auprès des populations de Douala IV plus précisément à Bonabéri et Ndobo. Le choix porté sur cet arrondissement se justifie par le fait qu'il accueille un plus grand nombre de PDI du fait de sa proximité avec la région du Sud-ouest.

## **XI- PLAN DE TRAVAIL**

Le plan de notre travail d'analyse s'articule autour de deux principales parties structurées en quatre chapitres. La première partie intitulée « *Les déplacés internes dans le monde* » met en exergue ou s'intéresse à la situation humanitaire et les stratégies gouvernementales d'aide aux PDI dans les pays d'Afrique en général, et au Cameroun en particulier (**chapitre I**). Il s'agit par la suite, d'examiner les causes ou les facteurs justificatifs de la crise anglophone au Cameroun (**chapitre II**).

La deuxième partie nommée « *Insertion sociale dans la ville de Douala : difficultés et mécanismes de résilience* » s'appesantit sur l'analyse des disparités sexistes de l'insertion sociale

---

<sup>41</sup> Yves Alpe et al. , *Lexique de sociologie*, 2e Edition, Paris, Dalloz, 2007, p.163

<sup>42</sup>[https://fr.wikipedia.org/wiki/Integration\\_\(sociologie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Integration_(sociologie)).

<sup>43</sup> Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, *op.cit.* p.147.

des PDI (**chapitre III**). Elle aborde également les mécanismes de résilience mis en place par cette catégorie de réfugiés dans leur nouvel environnement social (**chapitre IV**).

**PREMIERE PARTIE :**  
**LES DEPLACES INTERNES DANS LE MONDE**

La situation et la présence des personnes déplacées internes (PDI) ne sont pas des événements récents dans l'histoire de l'humanité. Pour mieux saisir cette situation il est important de mettre en évidence l'effet dévastateur du déplacement interne sur les PDI dans le monde et particulièrement au Cameroun, ainsi que sur les autorités et les communautés locales qui les accueillent. Il s'agit ici d'élaborer un historique du déplacement interne au cours de la dernière décennie afin d'analyser les causes qui sous-tendent de celui-ci, et par la même occasion étudier le cas du Cameroun, plus particulièrement de Douala. A cet effet la première partie de ce travail repose sur deux points majeurs ; dans un premier temps, elle s'intéresse à la situation humanitaire des personnes déplacées internes à travers les pays d'Afrique au cours de ces dernières années, plus précisément au Cameroun, aux causes ainsi qu'aux conséquences de ce déplacement dans la société, mais également aux différentes stratégies gouvernementales d'aide aux PDI élaborées pour pallier aux difficultés qu'elles rencontrent. Puis dans un second, elle tente d'analyser les facteurs qui justifient la présence de la crise anglophone au Cameroun, tout en s'intéressant aux conséquences de celle-ci sur les populations.

## **CHAPITRE I :**

### **SITUATION HUMANITAIRE ET STRATEGIES D'AIDE GOUVERNEMENTALES AUX PERSONNES DEPLACEES INTERNES**

Problème humanitaire et social, le déplacement interne constitue une grave menace en Afrique et en particulier dans ses pays en voie de développement. Le regard porté sur la situation humanitaire en Afrique (historique des déplacements internes au cours de la dernière décennie, les causes ainsi que les conséquences) à travers les chiffres alarmants, montre l'ampleur de ce phénomène. Ce chapitre se concentre sur la description humanitaire et sur les stratégies gouvernementales d'aide aux PDI, notamment dans les régions africaines et au Cameroun. Les données des indicateurs présentées ci-dessous sont issues des rapports de l'IDMC, de l'UNHCR sur les PDI en Afrique de 2009-2021<sup>44</sup>.

#### **I- LES DEPLACEMENTS INTERNES EN AFRIQUE : APERÇU HUMANITAIRE**

Tout d'abord, il est important pour nous de rappeler ce qui définit une personne comme étant « déplacée interne ». D'après les principes de l'Organisation des Nations Unies établies en 1998, peuvent être considérées comme personnes déplacées internes, des

*Personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcées ou contraintes de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'Homme ou de catastrophes naturelle ou provoquées par l'Homme ou pour éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État <sup>45</sup>.*

Autrement dit, ce sont des personnes qui sont contraintes de quitter leur foyer pour s'installer dans des régions plus sûres de leur propre pays, sans toutefois franchir les frontières d'un autre pays. Les personnes déplacées internes se distinguent donc des réfugiés, car ne traversant pas de frontière internationale, elles demeurent entièrement sous la responsabilité et la juridiction de leur gouvernement. Pendant que les réfugiés bénéficient d'une protection et d'un cadre spécifiques tels que définis par le droit international<sup>46</sup>. La responsabilité première de protéger les personnes

---

<sup>44</sup> Disponibles sur le site [www.internal-displacement.org](http://www.internal-displacement.org) et [www.unhcr.org](http://www.unhcr.org).

<sup>45</sup> UNHCR, *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, février 1998, disponible sur [unhcr.org](http://unhcr.org)

<sup>46</sup> UNHCR, *Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés*, disponible sur [unhcr.org](http://unhcr.org)

déplacées internes (PDI) et de répondre à leurs besoins fondamentaux revient ainsi, au gouvernement qui contrôle le territoire où elles se trouvent.

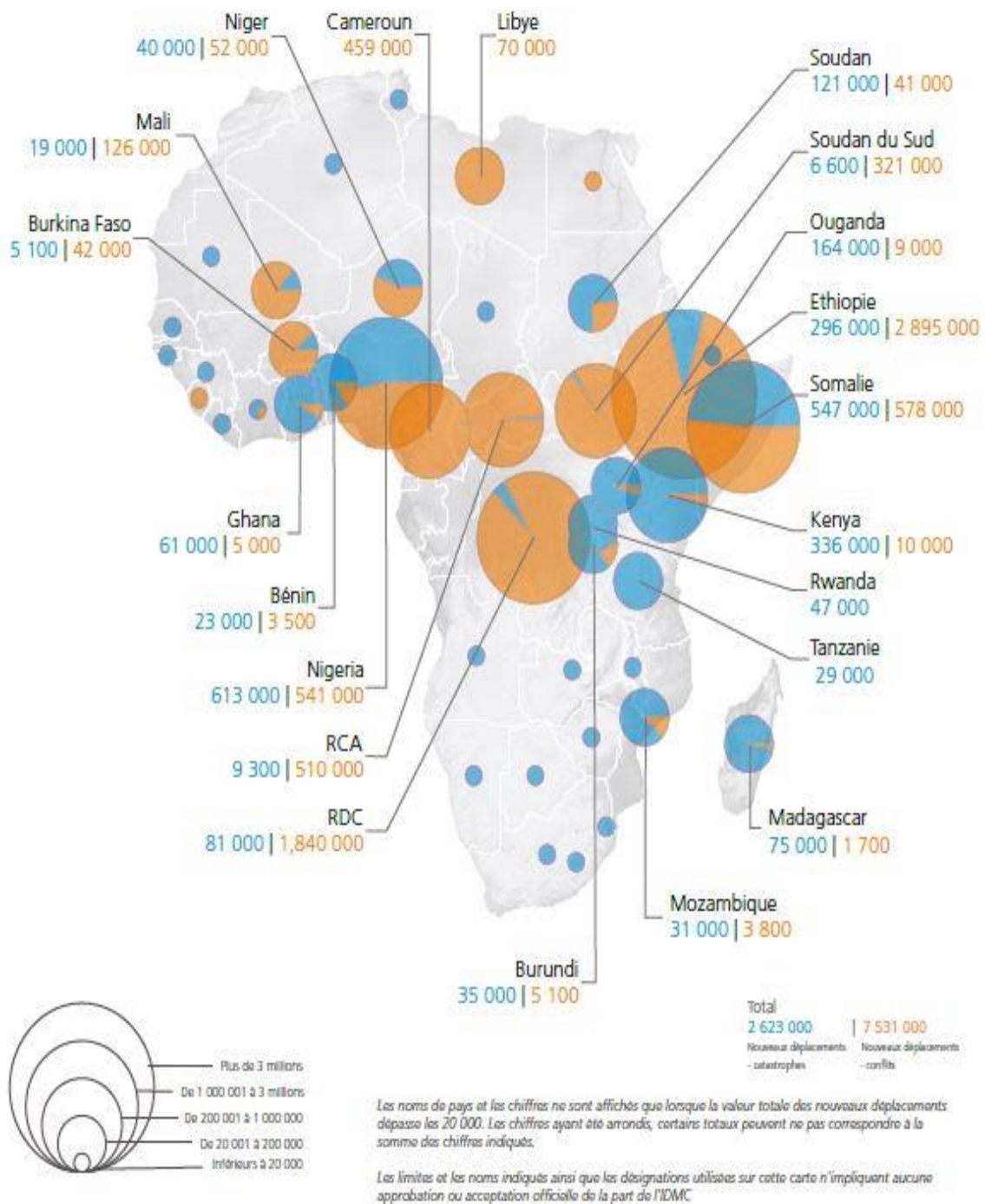
Au terme de l'année 2011, plus de 26 millions de personnes dans le monde se trouvaient déplacées à l'intérieur de leur propre pays et plus d'un tiers se trouvaient en Afrique ; région qui enregistre le nombre le plus élevé de déplacés internes, où ils sont cinq fois plus nombreux que les réfugiés<sup>47</sup>. En 2014, les chiffres ne cessaient de progresser, et l'on comptait environ 12.6 millions de personnes déplacées seulement en Afrique, contre 38 millions dans le monde, soit près du tiers<sup>48</sup>. Ces déplacements étaient, dans l'ensemble, provoqués par les conflits armés, la violence généralisée, la persécution, les activités terroristes, l'insécurité alimentaire et les catastrophes naturelles, telles que la sécheresse, les inondations, les invasions de criquets, la dégradation de l'environnement...

---

<sup>47</sup>IDMC, *Les déplacements internes en Afrique, un obstacle au développement*, 2012

<sup>48</sup> IDMC, *Global Overview 2015* : « *People Displaced by Conflict and Violence* », may 2015

## Carte 1: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en 2018

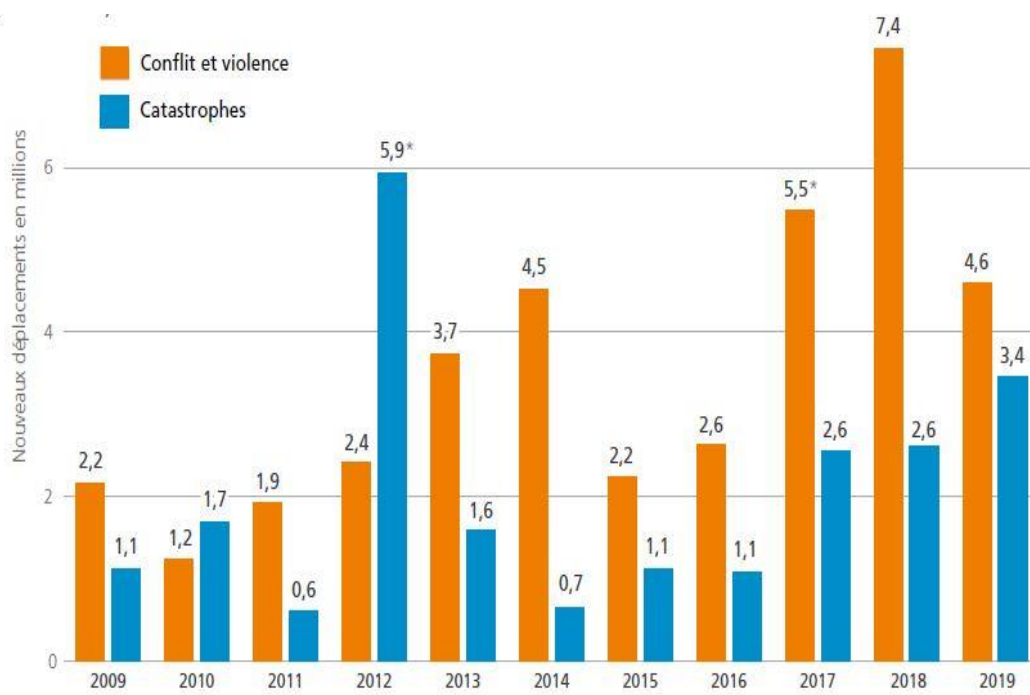


**Source :** the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), 2019.

En 2018, un grand pourcentage de PDI venait des 7 pays qui sont le plus touchés par les conflits, à savoir : l'Éthiopie avec environ 2.8 millions de personnes, la République Démocratique du Congo (RDC) avec environ 1.8 million, la Somalie avec environ 578.000, le Nigéria avec 541.000, la République Centrafricaine (RCA) avec 510.000, le Cameroun avec 459.000, et enfin le Soudan

du Sud avec 321.000. D'après la carte (**carte n°1**) ci-dessus, nous observons d'une part que près de 7.5 millions de nouveaux déplacements internes, enregistrés au terme de l'année 2018, étaient liés aux conflits armés et aux violences (ce qui représente entre autres plus de deux tiers de la population mondiale). D'autre part, les nouveaux déplacements internes qui étaient liés aux catastrophes s'élevaient à environ 2.6 millions de personnes. Cela suggère que, les violences communautaires et les conflits armés constituent l'un des principaux facteurs de déplacements internes en Afrique. Déplacements qui n'ont pour le moins, cessés d'accroître car, plus d'un million de personnes ont par la suite, été déplacées à l'intérieur de leur pays en 2019, ce qui porte à quelques 5 millions, le nombre de nouvelles PDI en région africaine (d'après l'ONU, ceci représentait une augmentation de plus de 30 % par rapport à 2018, principalement en raison de la détérioration de la situation au Sahel<sup>49</sup>).

**Figure 1: Nouveaux déplacements liés aux conflits, à la violence et aux catastrophes en Afrique subsaharienne (2009-2019)**



\* Chiffres actualisés. Pour plus d'informations, voir l'annexe méthodologique disponible en ligne.

**Source : the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), 2020.**

D'après les données historiques allant de 2009 à 2019 relevées par l'IDMC (**figure n°1**), à la fin de 2019, environ 19,2 millions de personnes<sup>50</sup> vivaient désormais en situation de déplacement interne en Afrique subsaharienne, en raison de conflits et de violences : soit le chiffre le plus élevé

<sup>49</sup>ONU, Août 2020, *op.cit.*, p.03

<sup>50</sup>IDMC, *GRID 2020 « Rapport mondial sur le déplacement interne »*, avril 2020, p.15

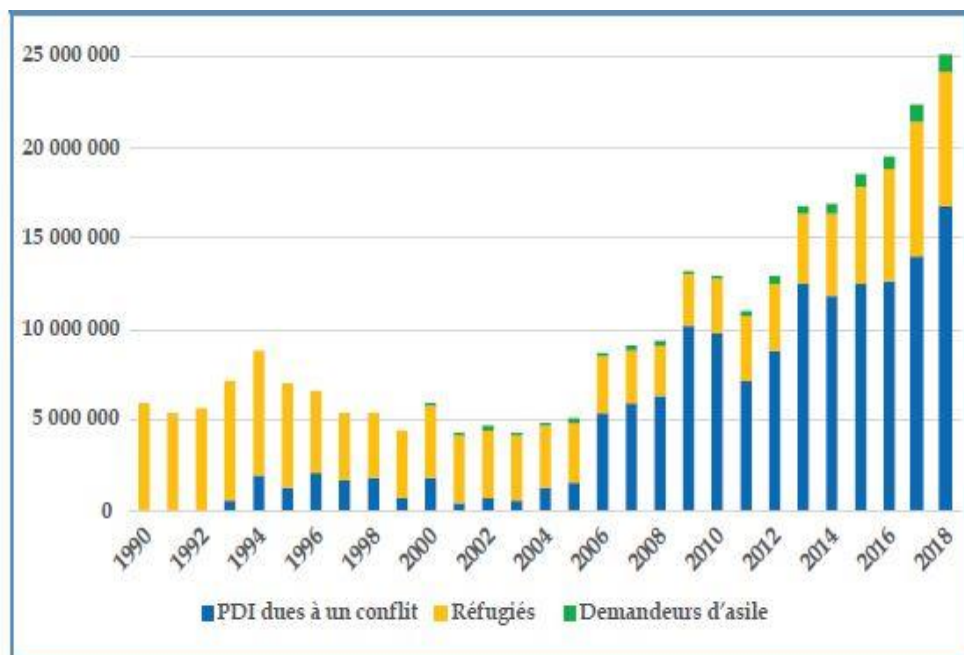


au monde et encore jamais enregistré pour l’Afrique. Ceci en raison d’une augmentation de la violence et de l’expansion des groupes extrémistes dans des pays tels que l’Éthiopie et le Mozambique. Des groupes djihadistes opérant dans la région du Sahel, ont également provoqué des déplacements massifs, suite à l’intensification de leurs attaques dans des pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Aussi, les conflits de longue durée, notamment ceux en RDC, avaient également contraint un grand nombre de personnes à fuir. Alors que, seulement 3.4 millions de nouveaux déplacements internes étaient liés aux catastrophes naturelles<sup>51</sup>.

### I-1- Déplacements internes liés à la violence et aux conflits en Afrique

A l’heure actuelle, l’Afrique est la région la plus touchée par les déplacements internes générés par les conflits et les violences. Ces conflits sont une combinaison d’anciens conflits qui perdurent et de nouveaux conflits. Leur aggravation a provoqué le déracinement d’un plus grand nombre de personnes. Le nombre de déplacements internes causés par les conflits en Afrique a, par exemple, augmenté de 135% depuis 2011<sup>52</sup>.

**Figure 2: Personnes déplacées de force d’origine africaine**



**Source :** Centre d’études stratégiques de l’Afrique, (2019).

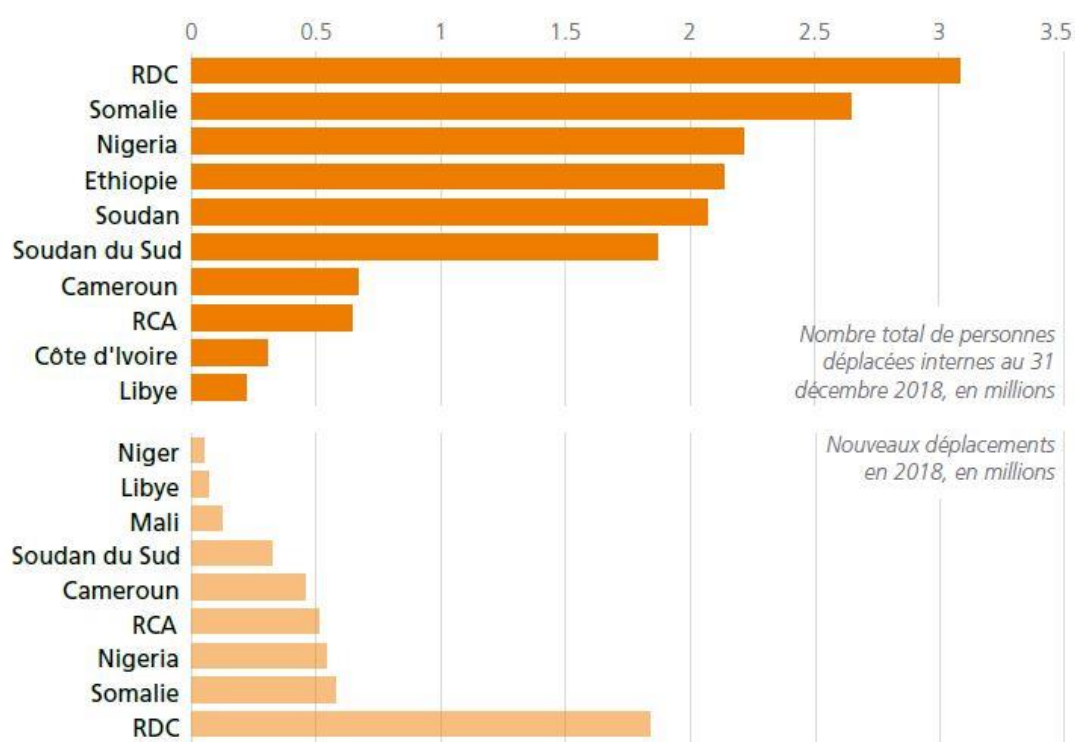
L’analyse du Centre d’études stratégiques de l’Afrique nous montre que, le taux le plus élevé de personnes déplacées de force provient des PDI dues à un conflit, contre celui des réfugiés ou des demandeurs d’asile (**figure n°2**). Ces statistiques reflètent l’ampleur de ce phénomène en

<sup>51</sup> IDMC, avril 2020, *op.cit.*, p.15

<sup>52</sup>Centre d’études stratégiques de l’Afrique, *Frontières en évolution : La crise des déplacements de population en Afrique et ses conséquences sur la sécurité* par Wendy Williams, Rapport d’analyse No. 8, Octobre 2019, p.02

région africaine. Dans la plupart des cas, ces personnes sont contraintes de fuir leurs domiciles et sans préavis. Très souvent, ce sont des foyers disposant de peu de moyens et qui, soudainement, sont privés de leurs moyens de subsistance. Les chiffres enregistrés chaque année à cet effet rendent compte de cette réalité, car chaque année, ils sont en augmentation, notamment dans des pays comme la RDC, la Somalie, le Nigeria et la RCA (**figure n°2**), à la suite d'affrontements intercommunautaires, de conflits armés et d'attaques sans discrimination contre des civils.

**Figure 3: Pays ayant le plus grand nombre de déplacés internes liés à des conflits à la fin de 2018 et nouveaux déplacements associés aux conflits et à la violence en 2018**



**Source :** the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), (2019)

Les conflits prolongés ainsi que l’instabilité dans certains pays de la région sont souvent à l’origine du taux accru de déplacements des personnes à l’intérieur de leur propre pays. C’est le cas de la RDC où l’effectif total de personnes déplacées internes avait atteint environ 3.1 millions de personnes en 2018 (**Figure n°3**), alors que les conflits se poursuivaient dans les provinces tels que l’Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. D’autres déplacements internes de grande ampleur se sont produits au Nigéria (2,7 millions), en Somalie (2,6 millions), au Soudan (1,9 million), en Éthiopie (1,7 million) et au Soudan du Sud (1,6 million)<sup>53</sup>, des zones où les conflits règnent depuis longtemps.

<sup>53</sup> ONU, Août 2020, op.cit., p.02

Ailleurs, la nouvelle vague de déplacements internes résultait des affrontements intercommunautaires : en Libye par exemple, la situation s'était de plus en plus détériorée, suite au conflit qui s'était déclarée à Tripoli, et qui opposait le Government National Accord (GNA) soutenu par l'ONU, à l'Armée Nationale Libyenne (LNA). En Éthiopie également, les affrontements intercommunautaires ont provoqué des déplacements sans précédent. En Afrique de l'Ouest, l'insurrection de Boko-Haram a aussi entraîné des déplacements dans la région du Tchad<sup>54</sup>. Au Mali, ce sont les attaques armées qui allaient du Nord au Centre du pays et aux frontières au cours de 2019<sup>55</sup>, qui ont dégradé la situation concernant la sécurité humanitaire. En effet, les zones frontalières entre le Centre du Mali, le Nord du Burkina Faso et le Sud-ouest du Niger sont aussi le terrain de violences communautaires<sup>56</sup>. Le Burkina Faso quant à lui, est en proie à une insécurité croissante, en particulier avec des attaques contre des camps de réfugiés.

Par contre, d'autres conflits ne reçoivent pas l'attention appropriée, comme c'est le cas au Cameroun où, le « nouveau » conflit anglophone a provoqué 20 fois plus de déplacements comparés à l'insurrection Boko-Haram dans le Nord du pays. En 2019, le conflit a pris de l'ampleur et reste néanmoins peu médiatisé, ce qui en fait l'une des crises les plus négligées au monde<sup>57</sup>.

## **I-2- Déplacements internes liés aux catastrophes en Afrique**

Les pressions environnementales telles que la sécheresse, les inondations causées par les changements climatiques à l'échelle mondiale et les pressions foncières, constituent des facteurs amplificateurs supplémentaires de la dislocation des populations en Afrique. L'expansion urbaine non règlementée et informelle, la mauvaise gestion des déchets, les systèmes de drainages des villes ainsi que la pauvreté qui règne dans les zones rurales et urbaines rendent aussi les populations vulnérables aux impacts d'un aléa naturel<sup>58</sup>, et ses facteurs combinés augmentent les risques de catastrophes et de déplacements<sup>59</sup>.

---

<sup>54</sup>IDMC, *GRID 2019 « Rapport sur le déplacement interne le déplacement interne en Afrique »*, décembre 2019,

<sup>55</sup> ONU, *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires*, Août 2020

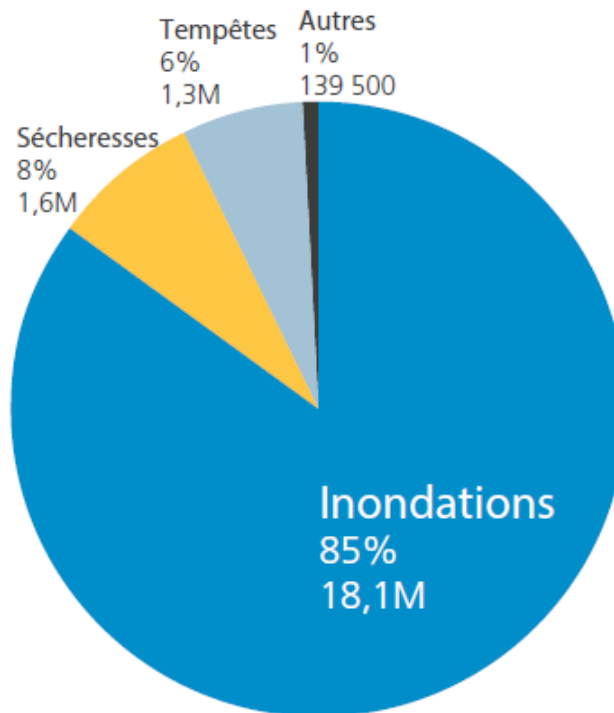
<sup>56</sup>IDMC, *GRID 2019 « Rapport sur le déplacement interne le déplacement interne en Afrique »*, décembre 2019

<sup>57</sup>IDMC, *GRID 2019 « Spotlight Cameroon »*, mai 2019

<sup>58</sup>IDMC, *GRID 2019 « Rapport sur le déplacement interne le déplacement interne en Afrique »*, décembre 2019

<sup>59</sup> David Satterthwaite, *The impact of urban development on risk in sub-Saharan Africa's cities with a focus on small and intermediate urban centres*, 1er décembre 2017, cité par IDMC, *GRID 2019 Rapport sur le déplacement interne le déplacement interne en Afrique*

**Figure 4: Déplacements par type d'aléa (2009-2018)**



**Source :** the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), (2018)

Même si en région africaine les déplacements liés aux conflits reçoivent le plus d'attention, les catastrophes ne sont pas à négliger, car elles ont provoqué, sur la période de 2009-2018, 21.2 millions de déplacements (**figure n°4**), contre 2.6 millions en 2018 (**carte n°1**). D'après le schéma ci-dessus (**figure n°4**), les inondations constituent le facteur principal des déplacements internes en Afrique associés aux catastrophes, dont 85% soit 18.1 millions de PDI, ensuite vient les sécheresses avec un taux de 8% soit 1.6 millions de PDI, puis les tempêtes avec 6% soit 1.3 millions de PDI et enfin les 1% restant sont dus à d'autres causes soit 139.500 PDI. Les longues périodes de sécheresse, les précipitations supérieures à la moyenne et les tempêtes violentes se font de plus en plus fréquentes. Même si les impacts varient de manière considérable à l'intérieur des pays, ces catastrophes sont pour la plupart de petite et de moyenne intensité, à une exception près de quelques-unes d'entre elles. Ce qui affecte souvent les communautés pauvres et marginalisées qui n'ont que des capacités limitées pour prévenir et relever les défis qu'ils posent<sup>60</sup>.

### **I-3- Conséquences des déplacements internes en contexte africain**

L'Afrique connaît une croissance économique et démographique rapide ainsi qu'une urbanisation sans précédent<sup>61</sup>. Les chiffres relatifs aux déplacements internes atteignent cependant

<sup>60</sup>IDMC, *Sub-Saharan Africa Regional Overview, GRID 2018*, Mai 2018

<sup>61</sup> IDMC, *GRID 2019, op. cit.*, p.32

un niveau record et les communautés d'accueil ainsi que leur économie en subissent les impacts, ce qui contribue à en faire un phénomène cyclique et prolongé<sup>62</sup>. Les impacts des crises de déplacement se répercutent pour générer davantage d'instabilité et de risques à travers le continent<sup>63</sup>.

➤ **Impacts négatifs :**

Selon Harild et Christensen,

*Si les déplacements forcés constituent une crise humanitaire, ils ont aussi un impact considérable sur le développement et affectent le capital tant humain que social, la croissance économique, les efforts de réduction de la pauvreté et la viabilité de l'environnement. Les déplacements forcés pèsent considérablement sur la réalisation des OMD [Objectifs du Millénaire pour le développement], les populations déplacées étant généralement les plus pauvres et ayant souvent des difficultés à accéder aux services de base<sup>64</sup>.*

En effet, les déplacements sont des canaux d'appauvrissement des populations et de leurs propriétés car sous la menace d'un conflit, les gens fuient avec peu ou sans biens personnels et perdent par la même occasion leurs terres et leurs moyens de subsistance ainsi que l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Le nombre de ceux qui fuient en zones urbaines ne cesse d'augmenter, aggravant par là même, les problèmes de pauvreté urbaine et d'exclusion sociale. Parmi les personnes déplacées se trouvent par exemple des commerçants dont le déplacement provoque la rupture des liens qui unissent ces communautés aux marchés régionaux, précipitant par la même occasion le déclin économique de la région. Les analyses du Centre d'Etudes Stratégiques en Afrique nous révèlent que, les investissements ont souvent tendance à diminuer au fil des années, voir même des décennies. Si les déplacements internes constituent une menace humanitaire, ils ont aussi un impact sur le développement économique de la région, les efforts de réduction de la pauvreté, mais aussi la viabilité de l'environnement. On estime qu'une seule année de guerre civile réduit la croissance économique d'un pays d'environ 2% et celle de ses voisins d'environ 0,7% de leur PIB<sup>65</sup>.

Les déplacements associés aux conflits, à la violence ainsi qu'aux catastrophes naturelles ont confrontés les populations aux problèmes tels que l'insécurité alimentaire, le sous financement important, les problèmes de chaîne d'approvisionnement, la hausse des prix, la perte de revenus

---

<sup>62</sup> IDMC, *GRID 2019, op. cit.*, p.32

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> Harild et Christensen, *The Development Challenge of Finding Durable Solutions for Refugees and Internally Displaced Persons, note d'information, Rapport sur le développement dans le monde, 2011* cité par IDMC, *Les déplacements internes en Afrique: Un obstacle au développement*, 2012

<sup>65</sup> Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Frontières en évolution : La crise des déplacements de population en Afrique et ses conséquences sur la sécurité* par Wendy Williams, Rapport d'analyse No. 8, Octobre 2019

liée à la Covid-19, et le manque d'accès aux terres agricoles. Les personnes relevant du HCR dépendaient presque entièrement de l'aide alimentaire. La diminution des financements pour les situations prolongées a entraîné une réduction des rations et une révision des priorités en faveur des plus vulnérables, c'est-à-dire, les réfugiés au détriment des PDI.<sup>66</sup>

➤ **Impacts positifs**

Cependant, le déplacement interne peut tout aussi créer des possibilités de développement. En tenant compte de certaines réalités socioculturelles, nous pouvons constater que les PDI peuvent avoir une influence positive sur leurs communautés d'accueil, doper l'économie locale en apportant une diversité culturelle aux des moyens de production locale, et créer par la même des débouchés tant pour eux que pour leurs hôtes, ce qui serait favorable à des relations pacifiques pour les deux camps. Aussi, un afflux de main d'œuvre ne saurait on ne peut plus, être opportun dans l'augmentation de la production alimentaire ainsi que l'amélioration des services de santé et d'éducation. Ce qui aurait un impact durable au plan local, même lorsque les PDI retourneront chez eux. Raison pour laquelle un membre de la communauté de Douala, ayant requis l'anonymat affirmait qu' :

*Au départ on voyait cela comme une mauvaise chose mais pour finir ce n'est pas une si mauvaise chose parce qu'ils nous apportent aussi beaucoup, tu vois. Par la manière dont ils vivent, et dont ils vivaient chez eux, ils nous montrent une nouvelle façon de vivre qui pourrait être bénéfique pour nous.*<sup>67</sup>

Et un autre d'ajouter :

*Le Cameroun c'est la diversité, il faut savoir accepter son prochain pour construire quelque chose de solide, donc moi personnellement je ne trouve pas d'inconvénients à cela*<sup>68</sup>.

Cela signifie qu'il est de plus en plus reconnu que les PDI peuvent contribuer aux économies locales et au développement de leurs communautés d'accueil, néanmoins il faudrait préalablement que l'accès au marché du travail soit facilité et que les obstacles à l'inclusion sociale soient levés.

## **II- SITUATION HUMANITAIRE AU CAMEROUN**

À la fin de l'année 2019, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays était de 970 000, dont environ 240 000 personnes nouvellement déplacées, et on comptait 406 400 réfugiés. Les besoins humanitaires au Cameroun ont pris une ampleur sans précédent. En 2019, on comptait

---

<sup>66</sup> ONU, *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires*, Août 2020

<sup>67</sup> M24, 36 ans, propos recueillis le 14-07-2021, à Ndobbo

<sup>68</sup> M11, 24 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri

déjà près de 4.3 millions de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire, soit une personne sur 5, parmi lesquelles femmes et enfants sont les plus vulnérables<sup>69</sup>. La situation sécuritaire dans les zones anglophones du Cameroun s'est détériorée au cours des dernières années. Les affrontements entre les forces armées camerounaises et les groupes séparatistes se sont amplifiés dans les régions du NOSO et ce qui a causé des situations d'instabilité et d'insécurité élevées entraînant le déplacement forcé de 444 000 personnes<sup>70</sup> vers les autres régions du pays surtout dans les régions environnantes telles que, les régions du Littoral (54.000 personnes déplacées) et de l'Ouest (32.000 personnes déplacées)<sup>71</sup>. La violence a également interrompu les activités agricoles. Environ 312 000 personnes avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence, ainsi que d'autres besoins essentiels incluant les abris, les articles non alimentaires et la protection<sup>72</sup>. Boko Haram a également poursuivi ses opérations dans la région de l'Extrême-Nord, entraînant environ 40 000 nouveaux déplacements<sup>73</sup> au cours de l'année 2020. Aujourd'hui, le Cameroun est confronté à 3 crises majeures, à savoir : la crise dans le bassin du Lac Tchad impactant dans la région de l'Extrême-Nord, les conséquences de l'afflux de réfugiés centrafricains dans la région de l'Est et la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Et selon les prévisions de l'OCHA, en 2021, 4.4 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire dans le pays<sup>74</sup>.

## **II-1- Insurrection Boko Haram dans le bassin du lac Tchad**

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord reste principalement liée à l'insurrection Boko Haram qui a occasionné des déplacements forcés depuis la fin de 2018. Pendant cinq années, les déplacements liés à cette crise ont créé une myriade de problèmes de sécurité en général, ainsi que des problèmes particuliers pour les femmes et les jeunes filles. Avant la crise, l'Extrême-Nord était déjà l'une des régions les plus pauvres du pays, cependant, elle a accueilli plus de 90.000 réfugiés, près de 250.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), ainsi que des centaines de milliers de personnes impactées par le conflit ont exercé une pression intense sur les institutions locales chargées de protéger les citoyens et leurs biens. Ce rapport se focalise en particulier sur le droit au logement, à la terre et à la propriété des personnes victimes des violences et des déplacements dans l'Extrême Nord du Cameroun. La détérioration importante du contexte socioéconomique et sécuritaire a augmenté l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la vulnérabilité aux épidémies.

---

<sup>69</sup>Equipe Humanitaire Pays, *Plan de réponse humanitaire*, 2019, p.04

<sup>70</sup>OCHA, *Bulletin humanitaire Cameroun*, mai 2019, p.01

<sup>71</sup>*Idem*, p.01

<sup>72</sup>OCHA, *Bulletin humanitaire Cameroun*, mai 2019

<sup>73</sup>IDMC, *GRID 2020*, p.18

<sup>74</sup><https://news.un.org/fr>,

## **II-2- Crise anglophone**

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les tensions politiques se sont transformées en des affrontements violents et une grave crise humanitaire. Ce conflit a entraîné d'importants déplacements de population en 2018<sup>75</sup>, ce qui a délogé plus de 711 000 personnes à l'intérieur du pays et poussé plus de 66 000 Camerounais à chercher refuge dans le Nigéria voisin<sup>76</sup>. Les retombées de cette crise touchent également les régions voisines de l'Ouest et du Littoral au Cameroun. Cette insécurité a généré d'importants besoins humanitaires, ainsi que de graves violations des droits de la personne telles que les violences fondées sur le genre, les incendies, les meurtres. Les opérations de villes mortes instaurées par les groupes armés non étatiques ont eu un impact brutal sur l'économie, la sécurité et la liberté des mouvements des populations.

L'accès humanitaire demeure un défi majeur en raison des obstacles administratifs, de l'insécurité insufflée par les groupes armés, des dégâts sur les infrastructures routières et des mesures préventives contre la COVID-19.

### **III- STRATEGIES GOUVERNEMENTALES D'AIDE AUX PERSONNES DEPLACEES INTERNES**

L'augmentation accrue des déplacements internes observée en Afrique, pousse les acteurs internationaux et nationaux à se mobiliser et à s'engager dans une lutte contre ce fléau ; le but étant d'adopter des mesures visant à prévenir et mettre fin au phénomène de déplacement interne, par l'éradication de ses causes premières, mais aussi d'apporter une assistance humanitaire aux PDI.

#### **III-1- Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)**

En septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire, il avait été élaboré un projet ambitieux destiné à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et particulièrement dans les pays pauvres : ce sont les Objectifs du Millénaire pour le Développement dont la date butoir se situait en 2015. Ils se traduisaient par 8 objectifs<sup>77</sup> ayant chacun des cibles bien déterminées. C'est dans le cadre de l'objectif 1 (*éliminer l'extrême pauvreté et la faim*), qu'il a été fixé des cibles pour la lutte contre le déplacement forcé, plus précisément, dans la cible 1C qui consistait à « *réduire de moitié,*

---

<sup>75</sup> OCHA, *Bulletin humanitaire Cameroun*, mai 2019, p.01

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> O1 : éliminer l'extrême pauvreté et la faim ;  
O2 : assurer l'éducation primaire pour tous ;  
O3 : promouvoir l'égalité de sexe et l'autonomisation des femmes ;  
O4 : réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans ;  
O5 : améliorer la santé maternelle ;  
O6 : combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ;  
O7 : assurer un environnement durable ;  
O8 : mettre en place un partenariat mondial pour le développement, disponible sur un.org.



entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim <sup>78</sup>». La déclaration du millénaire appelait à protéger, soutenir et aider les personnes déplacées de force pour qu'elles puissent retourner chez elles.

### III-2- Convention de Kampala

Malgré les progrès accomplis dans les pays africains jusqu'ici, les PDI du continent continuent d'accroître et représentent actuellement un tiers de la population mondiale des PDI<sup>79</sup>. À cet effet, la Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, encore appelée Convention de Kampala est entrée en vigueur le 6 décembre 2012<sup>80</sup>. C'est un traité qui aborde la problématique des déplacements en Afrique causé par les conflits armés, les catastrophes naturelles. Cependant, son adoption et son approbation avaient été effectuées plutôt le 23 Octobre 2009. Elle repose sur 5 principaux objectifs qui visent à :

- promouvoir et renforcer les mesures régionales et nationales destinées à prévenir ou atténuer, interdire et éliminer les causes premières du déplacement internes, et prévoir des solutions durables ;
- mettre en place un cadre juridique de prévention du déplacement interne, de protection et d'assistance aux personnes déplacées internes en Afrique ;
- mettre en place un cadre juridique de solidarité, de coopération, de promotion de solutions durables, et d'appui mutuel entre les États parties, en vue de combattre le déplacement, et prendre en charge ses conséquences ;
- définir les obligations et responsabilités des États parties concernant la prévention et l'assistance aux personnes déplacées ;
- définir les obligations, responsabilités et rôles respectifs des groupes armés, acteurs non étatiques, et autres acteurs concernés, y compris les organisations de la société civile, concernant la prévention du déplacement interne, la protection et l'assistance aux personnes déplacées<sup>81</sup>.

Ce fut là un progrès remarquable pour le continent où conflits, violences, accidents météorologiques ont multiplié au cours des dernières années, les déplacements des populations. Aujourd'hui, 55 pays de la région ont déjà ratifié ce traité, dont le Cameroun (en avril 2015). Elle

---

<sup>79</sup> [https://en.m.wikipedia.org/wiki/Kampala\\_Convention](https://en.m.wikipedia.org/wiki/Kampala_Convention)

<sup>80</sup> Alexandra Bilak, *L'Afrique face à ses déplacés*, disponible sur cairn.info

<sup>81</sup> Union Africaine, *Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala)*, article 2, Objectifs, p.04

constitue là, une base solide sur laquelle les gouvernements africains peuvent s'appuyer, pour mettre en place leurs politiques et leurs actions, mais aussi les renforcer.

### **III-3- Objectifs de Développement Durable (ODD)**

L'agenda de 2030 pour le développement durable adopté en septembre 2015, par les dirigeants du monde au Sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies, et de l'engagement « *de ne laisser personne pour compte* »<sup>82</sup> qui avait été pris, fournissent un jalon solide pour l'inclusion des déplacés internes dans les plans de développement économique, ainsi que dans toutes les autres mesures prises par les États pour atteindre les Objectifs du Développement Durable. Cela dit, au moment de l'approbation des ODD, le monde avait bien plus conscience du fait que des millions de PDI avaient été oubliées lors de l'élaboration des processus de développement. Alors plus tard, des initiatives concrètes, ayant pour but de mettre en œuvre des solutions orientées vers le développement des personnes ayant été contraintes de fuir à l'intérieur de leur propre pays, seront mis sur pied. C'est dans cette lancée que le HCR ainsi que le PNUD vont établir, avec la collaboration de la Banque mondiale (BM), des programmes conjoints à petites échelles alliant l'humanitaire et le développement dans plusieurs pays. Ceux-ci portaient principalement sur les moyens de subsistance et des logements sûrs et abordables pour favoriser l'autonomie des PDI<sup>83</sup>. Les ODD reconnaissent que les PDI constituent un groupe vulnérable qui mérite une attention particulière, bien que n'ayant pas incluent d'objectif spécifique relatifs à ce groupe de personnes.

En 2019, 47 pays dans le monde avaient publié des Examens Nationaux Volontaires (ENV), qui constituent le mécanisme de suivi permettant de rendre compte des progrès des ODD. Parmi ces pays, 14 étaient touchés par des situations de déplacements et seulement 7 pays y compris le Cameroun, avaient intégré le problème à leurs analyses<sup>84</sup>. Ce qui, d'après l>IDMC était un modeste progrès car durant les années antérieures, le nombre de pays incluant le déplacement interne dans les ENV avait été inférieur à ce chiffre.

---

<sup>82</sup> ONU, *Objectifs de développement durable*, 2015 disponible sur [un.org](http://un.org)

<sup>83</sup> RMF, *Vingt ans de Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, Numéro 58, Octobre 2018 disponible sur [www.fmreview.org](http://www.fmreview.org)

<sup>84</sup> IDMC, *GRID 2020, Rapport mondial sur le déplacement interne*, 2020, p.71

**Figure 5: Le déplacement interne et les ODD**



**Source :** the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), (2020).

La figure ci-dessus (**Figure n°5**) provenant du GRID 2020, nous illustre clairement l'impact réciproque entre les ODD et le déplacement interne. Ceci dans le but de rappeler aux États africains, mais aussi du monde entier, touchés par ce phénomène qu'il est important de l'inclure dans leurs ENV mais également de prendre en compte les ODD et œuvrer pour les rendre effectif au sein de leurs politiques et stratégies nationales. C'est dire que si les acteurs gouvernementaux opèrent un changement dans la façon dont les déplacements internes sont suivis et dans la reconnaissance par un pays de l'ampleur, de la nature, des risques et des impacts qui y sont associés, cela pourrait modifier radicalement le paysage institutionnel et créer des possibilités d'action en faveur des PDI.

### **III-4- Stratégie du Comité International de la Croix Rouge (CICR) pour la période 2016-2019**

Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) aspire à être reconnu en tant que spécialiste du déplacement interne compte tenu du travail humanitaire effectif qu'il mène auprès des personnes déplacées par suite d'un conflit armé ou d'une autre situation de violence, et de l'influence qu'il exerce sur les politiques et les discussions sur le sujet aux niveaux national,

régional et mondial<sup>85</sup>. Il s'est donc employé à protéger et à aider les PDI à travers le monde dans le cadre de sa mission d'assistance aux personnes touchées par un conflit armé ou autre situation<sup>86</sup>. Sa stratégie institutionnelle de 2015-2018, avait réaffirmé quelle était l'importance qu'il fallait accorder à la question du déplacement interne en l'inscrivant au nombre des priorités opérationnelles du CICR. C'est donc dans cette perspective que la Direction Générale du CICR avait adoptée en 2016, la Stratégie pour la période de 2016-2019. Selon le CICR, l'augmentation du taux de PDI avait montré l'incapacité des États et de la Communauté Internationale, non seulement à prévenir le déplacement interne, mais également à fournir des solutions durables. En effet, le débat public avait tendance à ne tourner qu'autour des réfugiés et des migrants, négligeant la situation critique à laquelle faisaient face les PDI au quotidien. Cette stratégie de lutte reposant sur trois objectifs :

- renforcer l'action pluridisciplinaire du CICR dans les situations de déplacements : en améliorant la compréhension sur les dynamiques qui sous-tendent les déplacements internes ainsi que les méthodes d'analyses pluridisciplinaires des besoins spécifiques liés aux PDI ;
- renforcer, au sein du CICR les connaissances et compétences requises pour répondre efficacement aux situations de déplacement interne ;
- renforcer la capacité du CICR à influencer sur les politiques et les cadres normatifs et réglementaires relatifs au déplacement interne et à orienter le débat public sur cette question.

### **III-5- Orientations stratégiques du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR)**

Après 65 ans d'existence, les grands défis liés au déplacement forcé ont poussé le HCR à prendre un nouvel engagement en faveur des personnes contraintes de se déplacer à l'intérieur de leur propre pays. À cet effet, des orientations stratégiques seront mises sur pied, pour la période allant de 2017 à 2021, afin de permettre au HCR, ainsi qu'aux États, de progresser en matière de protection et de solutions pour les déplacés internes. Elles visaient à accorder la priorité aux personnes afin d'améliorer leurs conditions de vie, renforcer et diversifier les partenariats du HCR avec les États et d'autres partenaires, aider les États à faire face aux défis de protection des PDI et travailler sur tous les aspects du déplacement forcé en garantissant l'accès à la protection mais aussi la prévention contre le déplacement interne<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> CICR, *Le déplacement interne. Stratégie du CICR pour la période 2016-2019*, mai 2016 disponible sur [icrc.org](http://icrc.org)

<sup>86</sup> *Idem*, p.04

<sup>87</sup> UNHCR, *Orientations stratégiques 2017-2021*, janvier 2017 disponible sur [unhcr.org](http://unhcr.org)

Par la suite, une politique avait été mise en œuvre, réaffirmant la volonté du HCR d'assurer un engagement décisif et prévisible dans les situations de déplacement interne, et de faire de cet engagement un élément essentiel de ses opérations dans le monde ainsi que de son rôle de leadership en matière de protection dans les crises humanitaires. Le HCR s'est engagé à :

- promouvoir la responsabilité première des États de prévenir, de gérer et régler les déplacements internes en renforçant les efforts nationaux d'intervention ;
- promouvoir le respect des droits de l'homme et du droit international ;
- placer la protection et la recherche des solutions au centre de l'action humanitaire ;
- promouvoir des solutions en faveur des déplacements internes tout en renforçant leur résiliences y compris par leur inclusion dans les systèmes et services locaux et nationaux et leur accès aux possibilités économiques ;
- défendre les principes humanitaires, notamment en répondant aux risques, menaces et besoins les plus urgents et en ne prenant jamais parti dans les conflits ni dans les controverses politiques raciales, religieuses ou idéologiques<sup>88</sup>.

Les acteurs institutionnels du HCR sont chargés de veiller à ce que cet engagement vis-à-vis des PDI soit pleinement pris en compte dans l'exercice de leurs responsabilités de gestion, de soutien et de direction. Cependant, le HCR peut se désengager de manière responsable lorsque les acteurs locaux et nationaux sont en mesure de prendre en charge l'exécution, la coordination, et le suivi opérationnels en ce qui concerne la protection et l'apport des solutions durables pour les PDI<sup>89</sup>. Dans ce cas, le HCR devra :

- tenir des consultations efficaces avec les autorités gouvernementales, les acteurs humanitaires pays, les PDI ainsi que les communautés touchées par le déplacement interne ;
- mettre sur pied une stratégie visant à renforcer les capacités des acteurs nationaux pour améliorer la protection et la recherche des solutions pour les PDI ;
- intégrer l'analyse de la protection et les besoins en matière de solutions durables ;
- encourager la transition des fonctions de coordination inter institutions aux niveaux national et sous régional en faveur d'un système national.

---

<sup>88</sup> UNHCR, *Politique sur l'engagement du HCR dans les situations de déplacement interne*, 2019 disponible sur [unhcr.org](http://unhcr.org)

<sup>89</sup> *Idem*, p.11

- promouvoir l'adoption ou la révision de lois et de politiques par les gouvernements afin d'assurer la protection des déplacés internes et de trouver des solutions en leur faveur.<sup>90</sup>

Au regard de ce qui précède, il ressort que les déplacements internes observés en Afrique pendant la dernière décennie, ont été majoritairement liés aux conflits et aux violences armées. Privées de leur sécurité et de leurs sources de revenus, de nombreuses familles se déplacent pour des zones plus sûres tout en espérant trouver une vie plus paisible. Cependant, les conséquences de ces déplacements ont de graves répercussions sur la vie des populations d'accueil. En effet, l'afflux de PDI désormais dépourvus de toutes ressources, aggrave les problèmes de pauvreté surtout en zone urbaine. On assiste également à des problèmes d'exclusion sociale dont sont victimes les PDI. Même si leur présence peut être un avantage pour la ville qui les accueille en matière de main d'œuvre supplémentaire, très peu sont du même avis. Néanmoins, les acteurs internationaux et nationaux œuvrent en élaborant des plans de réponses pour venir en aide aux PDI et faciliter leur intégration. Ce qui nous amène, dans le cadre de notre recherche à nous pencher sur le cas du Cameroun afin de comprendre les causes qui justifient la présence d'une crise dans les régions anglophones.

---

<sup>90</sup> UNHCR, *Recueil de directives sur l'engagement du HCR dans les situations de déplacement interne*, 2019 disponible sur [unhcr.org](http://unhcr.org)

## **CHAPITRE II :**

### **LE PROBLEME DE LA CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN**

Au Cameroun, les anglophones, qui représentent 20% de la population, se sentent marginalisés. Leurs frustrations se sont exprimées avec force en fin 2016, lorsque des revendications corporatistes se sont transformées en demandes politiques, donnant lieu à des grèves et des émeutes. Pour appréhender « la question anglophone » nous devons dans un premier temps comprendre l'origine de ce problème en faisant un rappel historique. La compréhension de la perception de la notion d'anglophone au Cameroun serait également un atout indéniable dans cette optique. Ensuite, nous nous proposerons d'examiner les différents facteurs justificatifs du problème de la crise anglophone au Cameroun en remontant aux racines de ce conflit jusqu'à nos jours.

#### **I- LA « QUESTION ANGLOPHONE » AU CAMEROUN**

La question anglophone se pose depuis bien longtemps dans les consciences camerounaises. Cependant, elle va bien au-delà du problème récent de la crise survenue en 2016. Souvent méconnu de la partie francophone, le problème dit anglophone existe au Cameroun depuis l'époque coloniale et a conduit à un sentiment de marginalisation économique et politique de la minorité anglophone et à une prise en compte défectueuse de sa différence culturelle<sup>91</sup>. C'est donc l'histoire coloniale du Cameroun et ses effets qui ont marqué durablement sa vie politique<sup>92</sup>.

##### **I-1-Héritage colonial**

Selon Michel OLINGA<sup>93</sup>, les origines de la question anglophone remontent jusqu'en 1911. Après la défaite des allemands (présents au Cameroun depuis 1884), au terme de la première guerre mondiale, le « Kamerun » ; soit 275 000 km<sup>2</sup>, s'est vu repartir son administration entre les mains de la France et du Royaume-Uni (conformément aux décisions prises lors de la convention d'Agadir le 4 novembre 1911).

Pour ABOYA MANASSE ENDONG<sup>94</sup>, c'est par les deux mandats que la Société des nations (SDN) avait divisé le Cameroun en deux zones administrées respectivement par la France et le

---

<sup>91</sup> ICG, *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, Rapport Afrique N°250, 2017

<sup>92</sup> OFPRA, *La crise anglophone au Cameroun*, 2018

<sup>93</sup> Michel OLINGA, *Aspects de la construction nationale après les indépendances camerounaises : le désir de sécession (1960-2009)*, Paris-Sorbonne, 2011

<sup>94</sup> ABOYA MANASSE ENDONG, *Menaces sécessionnistes sur l'Etat camerounais*, disponible sur [www.monde-diplomatique.fr/.../MANASSE/17281](http://www.monde-diplomatique.fr/.../MANASSE/17281), 2002

Royaume-Uni. La France s'octroie alors les 4/5 du territoire restant, soit 425.000 km<sup>2</sup>, tandis que le Royaume-Uni se contenta de 1/5, soit 53.000 km<sup>2</sup>. Au cours des régimes du mandat et de la tutelle, chaque territoire administré était façonné selon la culture de son colonisateur. Ce partage entériné lors de la conférence de paix de Versailles eu pour conséquence : l'instauration de deux systèmes coloniaux, de deux langues et de deux cultures différentes dont la sauvegarde et la concurrence des legs coloniaux sont à l'origine de la « question anglophone ».

La plus grande partie qui fut attribuée à la France, était administrée suivant le modèle assimilationniste<sup>95</sup>. Le français étant la langue officielle, et les normes juridiques, sociales et politiques instaurées façonnent le projet centraliste<sup>96</sup> des régimes qui lui succèdent. De l'autre côté, la partie administrée par les britanniques a pour langue officielle l'anglais. La justice ici est régie par le « Common Law<sup>97</sup> », le système éducatif, la monnaie, ainsi que les normes règlementant la vie sociale sont conformes au modèle des anglais. La pratique du « Indirect rule » (gouvernement indirect) permettait de maintenir les chefferies traditionnelles et de favoriser l'éclosion d'une forme d'« autogouvernement ». Si bien qu'avant même que les indépendances ne soient prononcées, la liberté de la presse, le pluralisme politique, et l'alternance démocratique existaient déjà contrairement à la partie francophone, moins avancés sur le plan démocratique. En effet, cette partie-là était en proie à une guerre, car l'Union des Populations du Cameroun (UPC), mouvement nationaliste protestait contre la présence des français au Cameroun, ce qui avait conduit à des émeutes violentes puis à l'interdiction du mouvement en juillet 1955<sup>98</sup>.

## **I-2- Indépendance au Cameroun**

L'indépendance de la partie francophone du Cameroun fut proclamée le 1er janvier 1960. Quelques mois plutôt, précisément en mars 1959, l'Assemblée Générale des Nations Unies recommandait qu'en consultation avec un commissaire des Nations Unies, des plébiscites séparés soient organisés dans les parties septentrionale (Northern Cameroon) et méridionale du Cameroun (Southern Cameroon)<sup>99</sup>. C'est dans ce contexte que survient l'idée d'un plébiscite dont l'issue devait décider de la situation du Cameroun britannique. Les 11 et 12 février 1961, l'ONU organise séparément des référendums sur les deux territoires du Cameroun britannique : le Northern Cameroon et le Southern Cameroon. Malgré la volonté d'indépendance du Cameroun britannique, le Royaume-Uni et ainsi que des pays du tiers-monde s'y étaient opposés, prétextant qu'il ne serait

---

<sup>95</sup> ICG, *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, Rapport Afrique N°250, 2017

<sup>96</sup> *Idem*, p.07

<sup>97</sup> La « Common Law » est un système juridique dont les règles sont principalement édictées par les tribunaux au fur et à mesure des décisions individuelles.

<sup>98</sup> OFFPRA, *La crise anglophone au Cameroun*, 2018

<sup>99</sup> *idem*



pas économiquement viable et qu'il fallait éviter de créer des micro-États<sup>100</sup>. Ainsi, l'ONU limite le référendum à deux options : le rattachement au Nigéria ou la réunification avec la République du Cameroun, excluant l'option de l'indépendance. Des résultats définitifs furent proclamés le 15 février 1961, suivant un décompte séparé des suffrages. Il ressort alors, le choix des populations du Northern Cameroon pour le rattachement à la fédération nigériane tandis qu'au Southern Cameroon, le choix pour le rattachement à la République du Cameroun sera majoritaire<sup>101</sup>. Ainsi, la réunification eu lieu le 1er Octobre 1961.

Du 17 au 21 juillet 1961, se tient à Foumban une conférence dont le but était de négocier les termes de la réunification, avec à l'appel le Président Amadou AHIDJO ainsi que des représentants du Southern Cameroon<sup>102</sup>. Cependant, à la fin de cette conférence aucun accord écrit n'en ressorti et les anglophones n'obtinrent aucune concession au projet centraliste<sup>103</sup> et d'assimilationniste<sup>104</sup>. La constitution qui leur est imposé ne garantissait pas un fédéralisme<sup>105</sup> égalitaire<sup>106</sup>, ni une autonomie des Etats fédérés. L'Assemblée Nationale de la République du Cameroun vote alors la Constitution fédérale en août 1961 et le Président la promulgue le 1er septembre, alors que le Southern Cameroon est encore sous tutelle britannique. Ce qui avait donné « *l'impression aux anglophones d'avoir été dupé* » par les francophones et les britanniques<sup>107</sup>.

L'étatisation du Cameroun est alors marquée par la dynamique centralisatrice, alors que la partie anglophone avait été, dès le départ, socialisée sous les jalons du fédéralisme. L'intégration ou l'adaptation mutuelle entre ces deux éléments culturels n'était pas chose évidente, surtout pour la partie anglophone qui représentait ici la minorité. En effet, l'introduction d'un nouvel élément dans un ensemble implique, selon Ralph LINTON, une « *désintégration* » et ensuite une « *réintégration* » culturelle<sup>108</sup>. Et très souvent, ce processus ou ces transformations engendrent des tensions, des conflits entre individus, des querelles, jusqu'à ce que parvienne un nouvel équilibre satisfaisant. Ici, les modes d'organisations dans lesquelles ces deux parties avaient évolué étaient

---

<sup>100</sup> Vireil Renaud EBOTO, *La médiatisation de la « question anglophone » dans les journaux camerounais pendant le cinquantenaire de la réunification du Cameroun*, Mémoire de Master en communication sociale et médiatique, Université de Douala, 2014

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> OFPRA, 2018

<sup>103</sup> Le centralisme : c'est une forme d'organisation, d'un Etat, ou d'une organisation, dans laquelle les décisions sont prises dans un centre unique.

<sup>104</sup> L'assimilationnisme : est un mouvement prônant l'intégration des personnes immigrées par l'imposition de la culture majoritaire.

<sup>105</sup> Le fédéralisme : est un mode d'organisation dans laquelle chacun des membres dispose d'une large autonomie et délègue certains de ses pouvoirs à un organisme central dit fédéral.

<sup>106</sup> OFPRA, 2018

<sup>107</sup> ICG, 2017

<sup>108</sup> Ralph LINTON, *De l'homme*, in Claudel GUYENNOT, *L'insertion : un problème social*, Paris, l'Harmattan, 1998

à la limite en contradictions l'un de l'autre. Ce qui montre que le processus ayant conduit à la réunification du Cameroun semble être le nœud du problème anglophone car il constitue l'un des facteurs historiques majeurs de cette crise. L'unification et le centralisme ont été, depuis cette époque, les dogmes politiques des régimes des présidents du Cameroun, ce qui n'a cessé de créer un sentiment de révolte dans le cœur des citoyens de la partie anglophone du pays.

C'est plus tard que le Cameroun devient une république fédérale «*mais hérite en pratique d'un fédéralisme boiteux avec une répartition inégale du pouvoir entre les deux états fédérés*»<sup>109</sup>. A cette époque, le Président AHIDJO exerçait déjà un «*quasi-monopole politique au Cameroun oriental. Pour lui, seul le Cameroun occidental constitue dès lors un véritable obstacle à son projet hégémonique*»<sup>110</sup>. Alors en 1962, le Président fera passer «*une ordonnance appelée loi subversive*» qui fera étouffer le débat politique et supprimera toute velléité de contestation du pouvoir politique à l'intérieur du pays<sup>111</sup>. Puis en 1966, il interdit le multipartisme rassemblant ainsi tous les mouvements politiques, dont principalement le Kamerun National Democratic Party (KNDP), pour la création d'un parti unique : l'Union Nationale Camerounaise (UNC). «*Les États fédérés dépendent financièrement de l'État fédéral*»<sup>112</sup>, et les élites anglophones se lancent alors dans une «*concurrence interne*» qui contribuera à la «*désorganisation du mouvement anglophone*»<sup>113</sup>. Par la suite, en 1972, survient l'unification du pays suite à un référendum, c'est-à-dire la suppression de la fédération et «*la fin de l'existence et de l'identité anglophone*»<sup>114</sup>. On parle désormais de la «*République Unie du Cameroun*».

*Les anglophones ont alors perdu leur autonomie, leur spécificité administrative, judiciaire et culturelle. Depuis lors ils se sentent marginalisés et les relations entre les anglophones et les francophones sont chaque jour plus tendues*<sup>115</sup>.

## II- MARGINALISATION ET REVENDICATIONS

Lorsque Paul BIYA succède à Amadou AHIDJO en 1982, «*il accentue encore le centralisme*»<sup>116</sup> et procède à la réorganisation administrative du territoire occidental. Celui-ci cède la place aux provinces anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Malheureusement,

---

<sup>109</sup> ICG, 2017

<sup>110</sup> *Idem*, p.04

<sup>111</sup> OFPRA, 2018

<sup>112</sup> *Idem*, p.05

<sup>113</sup> ICG, 2017

<sup>114</sup> Vireil Renaud EBOTO, *La médiatisation de la « question anglophone » dans les journaux camerounais pendant le cinquantenaire de la réunification du Cameroun*, Mémoire de Master en communication sociale et médiatique, Université de Douala, 2014

<sup>115</sup> *Idem*, p.05

<sup>116</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.06

*La division des anglophones et la mise sur pied d'un système répressif redoutable n'ont pas permis l'expression des frustrations anglophones jusqu'en 1982<sup>117</sup> (...) En 1984, il transforme l'appellation officielle du pays en République du Cameroun (le nom de l'ancienne partie francophone) et supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone<sup>118</sup>.*

Cette transformation dans l'appellation touche néanmoins la conscience et la mémoire des populations anglophones dans la mesure où le qualificatif « Unie », symbolisait pour eux, l'inscription historique de l'identité anglophone dans l'État unitaire. Pour eux, le régime signifiait tout simplement que leur identité avait disparu même au plan symbolique<sup>119</sup>. C'est alors que plus tard, en 1985, Fon Gorji DINKA, important avocat anglophone, sera arrêté après avoir déclaré « *anticonstitutionnel le régime de BIYA et appelé à l'indépendance le Southern Cameroons, rebaptisé République d'Ambazonie*<sup>120</sup> ». Par ailleurs, Piet KONINGS affirme que « *les élites anglophones ont souligné dans plusieurs documents la mise à l'écart de l'élite anglophone du pouvoir politique*<sup>121</sup> ».

## **II-1- Anglophonie au Cameroun**

Face à la volonté d'assimilation de la capitale politique, la colère des anglophones se cristallise autour des questions telles que l'économie et l'éducation. Dans l'article premier de la Constitution du Cameroun de 1972, « *on peut lire : « les langues officielles de la République du Cameroun sont : le français et l'anglais »*<sup>122</sup>», et tous les documents officiels sont « *systématiquement rédigés dans les deux langues* » mais pour les anglophones, cela ne restait qu'une façade car « *le bilinguisme n'existe que sur le papier*<sup>123</sup> ». En 1983, le gouvernement camerounais, sous l'autorité du nouveau Président, donnait l'ordre de modifier le GCE (General Certificate of Education) en y incluant le français comme matière obligatoire, sans que l'anglais ne le soit pour le baccalauréat francophone<sup>124</sup>. Cette décision a déclenché une grève des étudiants anglophones. Piet KONINGS rapporte également qu'en 1985, « *les élites anglophones ont souligné dans plusieurs documents la mise à l'écart de l'élite anglophone du pouvoir politique*<sup>125</sup> ». Selon un rapport d'ICG de 2010, les

---

<sup>117</sup> Vireil Renaud EBOTO, *op.cit.*

<sup>118</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.06

<sup>119</sup> ADACHIE Chimamanda Ngozi, *The carnage of the Cameroons*, in OFPRA, *La Crise Anglophone au Cameroun*, 2017

<sup>120</sup> Piet Konings, *Le « problème anglophone » au Cameroun dans les années 1990*, p.26

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> Vireil Renaud EBOTO, *op.cit.*

<sup>123</sup> Le Monde, *Au Cameroun, la déchirure anglophone*, 19-06-2017 disponible sur [lemonde.fr](http://lemonde.fr)

<sup>124</sup> Vireil Renaud EBOTO, *op.cit.*

<sup>125</sup> Piet Konings, *op. cit.*, p.26

plaintes de la minorité anglophone sont justifiées à de nombreux égards. En ce qui concerne l'éducation par exemple,

*Le gouvernement ne s'est pas montré attentif aux traditions anglophones, alors que, dans le domaine de l'éducation, les Anglophones sont constamment désavantagés car contraints de rejoindre le système francophone à mesure qu'ils se rapprochent du niveau universitaire<sup>126</sup>.*

Malgré la création de nouvelles universités en 1992, l'Université de Yaoundé est restée suprême au Cameroun, ce qui n'a fait qu'amplifier la pression de la minorité anglophone. Et même si des efforts en vue d'y insérer le bilinguisme ont été fournis, elle est restée « *une institution francophone<sup>127</sup>* ». À la fin des années 80, « *la monopolisation du pouvoir économique et politique<sup>128</sup>* » par le Président BIYA, ainsi que « *les effets de la crise économique et des PAS (programmes d'ajustement structurel) ont alimenté la frustration des anglophones<sup>129</sup>* »

## **II-2- Centralisme et économie**

Au niveau économique, la « *privatisation de nombreuses compagnies créées sous la domination britannique, a également été source de colère<sup>130</sup>* ». L'unification laisse un sentiment de régression économique dans la partie anglophone, car elle entraîne « *la centralisation et/ou le démantèlement des structures économiques du Cameroun occidental<sup>131</sup>* ». Notamment le West Cameroon Marketing Board, la Cameroon Bank et Powercam, ainsi que l'abandon de projets en gestation comme le port de Limbe, les aéroports de Bamenda et de Tiko<sup>132</sup>, pour des investissements dans la partie francophone. On note également le problème du pétrole extrait des « *eaux anglophones* » par des compagnies françaises. Aussi, jouant des injonctions du FMI, la Cameroon Development Corporation, avait été privatisée, et le système éducatif unifié, consacrant la prééminence du modèle francophone<sup>133</sup>.

A partir de 1986, souffle ce qui avait été appelé à l'époque « *le vent de l'Est<sup>134</sup>* » avec une conjugaison de facteurs économiques et sociaux tels que la crise économique, les injonctions du Fonds Monétaire International (FMI) relatives à l'assainissement des finances publiques, le plan

---

<sup>126</sup> ICG, *Cameroun : Etat fragile*, 2010, p.25

<sup>127</sup> *Idem*, p.25

<sup>128</sup> Piet Konings, *op. cit.*, p.27

<sup>129</sup> *Ibid.*

<sup>130</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.25

<sup>131</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.08

<sup>132</sup> *Idem*, p.08

<sup>133</sup> Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, *Sous la crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités*, Paris, Décembre 2018

<sup>134</sup> Vent de changement venu de l'Est de l'Europe ayant abouti à l'abolition du communisme et à l'avènement de la démocratie. Le discours de François Mitterrand à la Baule invite les Présidents africains à cultiver la démocratie dans leurs Etats. Il précise que l'aide aux pays africains sera conditionnée au degré de démocratie de ces pays.

d'ajustement structurel, les frondes estudiantines, les émeutes à la prison centrale de Douala etc. En 1991, 37 des 47 préfets, les trois quarts des directeurs et responsables des compagnies paraétatiques du pays et 22 des 38 hauts fonctionnaires nommés au cabinet du Premier ministre, étaient des Béti<sup>135</sup>. Les anglophones sont enclins à attribuer la crise économique à la corruption et à la mauvaise gestion du régime Biya. Ils prétendent que les revenus provenant des ressources pétrolières sont plutôt utilisés par l'Etat dominé par les francophones pour « *remplir les ventres* <sup>136</sup> » de ses alliés ou pour stimuler l'économie de la région francophone. La SONARA, la raffinerie de pétrole située à proximité de Limbe, continue à être dirigée par un francophone et est pourvue d'un personnel francophone. Les anglophones craignent aussi que les principales entreprises situées dans la partie anglophone, en l'occurrence : la Cameroon Development Corporation (CDC) et la PAMOL, soient liquidées ou vendues à des francophones pendant la crise économique et sous l'effet des Programmes d'Ajustement Structurels<sup>137</sup>. Le processus menant à l'unification du pays avait surtout laissé à la minorité anglophone, une impression de « *recul démocratique, d'assimilation culturelle et de déclasserment politique* <sup>138</sup> » (alors qu'en 1972, la deuxième personnalité de l'État était anglophone). Beaucoup d'anglophones sont donc persuadés que la partie francophone a suivi une

*Stratégie de marginalisation du Southern Cameroons, et ne mesurent pas toujours combien la crise économique des années 1980 a aussi été désastreuse dans plusieurs régions francophones*<sup>139</sup>.

### **II-3- Revendications anglophones**

L'année 1990 marquait le retour de la libéralisation politique ou encore du multipartisme au Cameroun. À cet effet, les anglophones n'avaient pas manqué de saisir l'opportunité pour faire valoir leurs griefs. Leur frustration face à un Etat dominé par les francophones avait abouti à l'émergence du principal parti d'opposition le Social Democratic Front (SDF) à Bamenda en 1990 et présidé par John Fru NDI. Le 26 mai 1990, le rassemblement inaugural du SDF s'était terminé par la mort de six jeunes anglophones supposés tués par l'armée. Cependant,

*Les médias officiels, les membres du gouvernement et du parti au pouvoir, ont faussé les faits, dégage leur responsabilité et condamné les anglophones, choquant ces derniers*<sup>140</sup>.

---

<sup>135</sup> Piet Konings, *op.cit*, p.27

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.07

<sup>139</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.07

<sup>140</sup> Piet Konings, *op.cit*, p.27

Le 9 juin 1990, John Ngu Foncha démissionne de son poste de premier vice-président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) en déclarant dans sa lettre de démission :

*The Anglophone Cameroonians who I brought into Union have been ridiculed and referred to as les Biafrais, les ennemis dans la maison, les traîtres etc. and the constitutional provisions which protected this Anglophone minority have been suppressed, their voice drowned while the rule of the gun replaced the dialogue which the Anglophones that i cherish very much* <sup>141</sup>.

En 1991, le SDF transforma la partie anglophone du Cameroun en foyer de rébellion et de confrontation avec le pouvoir notamment pendant l'opération « villes mortes ». En 1992, lors des élections présidentielles : John Fru Ndi obtient 86,3% des suffrages exprimés dans le Nord-ouest et 51,6% dans le Sud-ouest<sup>142</sup>. Sa défaite finale, donne lieu à de violentes protestations à Bamenda et dans le Nord-ouest du pays et fait également « prendre conscience aux anglophones qu'ils ne parviendront jamais à accéder à la magistrature suprême <sup>143</sup> ». Cette position de compromis, favorise l'émergence de mouvements plus radicaux du côté anglophone, allant jusqu'à la revendication de l'action violente<sup>144</sup>. Une crise politique majeure s'ouvre dès lors le régime proclame l'État d'urgence dans cette province et assigne John Fru Ndi à résidence. Les années qui vont suivre, notamment 1993, verront l'émergence des revendications sécessionnistes d'une part, et d'autre part des revendications pour le retour à un Etat fédéral, menées par des organisations identitaires comme le Southern Cameroons National Council (SCNC), Free West Cameroon Movement (FWCM), Cameroon Anglophon Movement (CAM), qui se regroupent au sein du All Anglophone Congress (AAC). Ces groupes tentent de faire entrer le Southern Cameroon au Commonwealth au détriment de la République du Cameroun. Cette même année ils obtiennent la création d'un conseil national du GCE, examen typiquement britannique que Yaoundé avait voulu supprimer<sup>145</sup>. Du 2 au 3 avril 1993, plus de 5000 membres de l'élite anglophone se sont rencontrés à Buea. Cette assise de l'ACC avait donc pour but

*D'adopter une position anglophone commune au sujet de la réforme constitutionnelle et d'étudier des questions relatives à leur développement social, à leur territoire et à celui de tout le Cameroun*<sup>146</sup>.

---

<sup>141</sup> Traduction : « Les camerounais anglophones que j'ai emmenés dans l'union ont été ridiculisés et traité de biafrais...et les dispositions constitutionnelles qui protègent cette minorité anglophone ont été supprimées, leur voix a été éteinte et la loi des armes a remplacé le dialogue avec les anglophones que j'affectionne tant »

<sup>142</sup> Piet Konings, *op.cit*, p.28

<sup>143</sup> OFPRA, 2018, *op.cit*, p.08

<sup>144</sup> Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, *op.cit*, p.06

<sup>145</sup> Piet Konings, *op.cit*, p.30

<sup>146</sup> *Ibid.*

A l'issue de ces rencontres est publiée la « Déclaration de Buea » qui expose les nombreuses doléances des anglophones au sujet de la domination francophone et en appelle à un retour de l'Etat fédéral. La déclaration compare francophones et anglophones en termes simplistes :

*Les méchants francophones sont solidaires pour opprimer les pauvres anglophones pacifiques, ouverts au dialogue et soucieux de liberté<sup>147</sup> ». Malheureusement, « cette orientation est rejetée par le Comité consultatif de révision de la Constitution au profit de la décentralisation<sup>148</sup>.*

Le 2 mai 1994, à l'issue de la deuxième conférence des anglophones, la déclaration suivante est publiée :

*Si le gouvernement persiste dans son refus d'engager des réformes constitutionnelles substantielles ou ne les réalise pas dans un laps de temps raisonnable, elle proclamera l'indépendance du Southern Cameroon en prenant toutes les mesures nécessaires afin de défendre et de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de celui-ci.*

Le 1er novembre 1995, le Cameroun est admis au Commonwealth.

*Le 1er mars 1996, suite à la manifestation organisée à Limbe contre la nomination de Délégués du Gouvernement, en lieu et place des maires élus, des pertes en vies humaines sont déclarées. Le 30 décembre 1999, des inconnus se réclamant du SCNC s'emparent brièvement des locaux de la télévision nationale à Buea et proclament, sur les ondes, l'indépendance de leur Région<sup>149</sup>.*

C'est ainsi que fut proclamée l'indépendance de l'Ambazonia Republic sur radio Buea en 1999 et plus tard en 2009 également<sup>150</sup>. Malgré la naissance des mouvements anglophones, la centralisation s'est poursuivie et les anglophones ont davantage perdu en poids politique à l'échelle nationale. En 2017, sur 36 ministres avec portefeuille, un seul est anglophone<sup>151</sup>.

### **III- CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN**

Selon l'Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA), les autorités camerounaises ont très souvent minimisé les revendications anglophones. Celles de 2016, au départ « apolitiques », se sont transformées en de véritables mouvements politiques contre les pratiques jugées assimilationnistes du gouvernement camerounais.

---

<sup>147</sup> Vireil Renaud EBOTO, *op.cit.*

<sup>148</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.07

<sup>149</sup> Vireil Renaud EBOTO, *op.cit.*

<sup>150</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.08

<sup>151</sup> *Ibid.*

### III-1- Marches pacifiques et début d'une crise

Le 18 juillet 2016, 20 membres supposés du Southern Cameroons National Council (SCNC) sont arrêtés à Buea. Ils préparaient selon des sources policières une manifestation violente<sup>152</sup>. Plus tard, le 11 Octobre de la même année, il y eut une grève des avocats anglophones, réclamant « *la traduction en anglais du Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) et d'autres textes de lois*<sup>153</sup> ». Ceux-ci avaient alors déserté les salles d'audiences dans les tribunaux des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays, s'indignant contre l'attitude du Gouvernement depuis que les avocats anglophones du Cameroun avaient fait entendre leurs plaintes notamment au sujet de : l'absence de version anglaise de certains textes, selon ce que nous rapporte le quotidien *La Nouvelle Expression*<sup>154</sup>. Ils critiquaient également

*La francophonisation des juridictions de la Common Law, qui se traduit par l'affectation en zone anglophone de magistrats francophones ne maîtrisant ni la Common Law, ni l'anglais, et par l'affectation de notaires, alors que cette fonction est exercée par les avocats dans le système de la Common Law*<sup>155</sup>.

Le mépris du gouvernement et la brutalité des forces de sécurité aggravent le problème et radicalisent les populations. Le 08 novembre 2016, a lieu une manifestation des avocats à Bamenda avec une centaine de participants appelant au fédéralisme.

*Alors que la marche se déroule sans incident majeur, des gendarmes dispersent violemment la foule et molestent des avocats. Des conducteurs de motos-taxis (Okada boys) sont arrêtés. En réaction, des jeunes et des Okada boys installent des barricades à plusieurs carrefours et les affrontements entre manifestants et gendarmes font plusieurs blessés*<sup>156</sup>.

Le 21 novembre marque le début de la grève des enseignants. En effet, ceux-ci avaient rejoint les manifestations protestant contre le manque d'enseignants anglophones, l'affectation d'enseignants francophones ainsi que « *le non-respect du caractère « anglo-saxon » des écoles et universités de la zone anglophone*<sup>157</sup> ». A eux se joignent plusieurs autres personnes, revendiquant pour des problèmes allant de l'absence de routes dans le Nord-Ouest jusqu'aux problèmes de marginalisation des anglophones<sup>158</sup>. D'après l'International Crisis Group (ICG), cette manifestation sera violemment dispersée par les forces de l'ordre et l'armée camerounaise. Et c'est

---

<sup>152</sup> *Guardian Post*, 19 juillet 2016.

<sup>153</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.09

<sup>154</sup> *La Nouvelle Expression*, N°4329, 11 octobre 2016

<sup>155</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.09

<sup>156</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.09

<sup>157</sup> *Ibid.*

<sup>158</sup> *Ibid.*



quelques jours plus tard, le 28 novembre que la crise, jusque-là présente seulement dans le Nord-Ouest du pays, va se propager dans le Sud-Ouest lors d'une manifestation estudiantine. En effet, les étudiants de l'Université de Buea avaient organisé une marche pacifique (selon le rapport de l'ICG, ils brandissent des pancartes disant non à la violence et à la politisation de leurs problèmes), dans le but de réclamer la prime d'excellence du Chef de l'État, mais aussi protester contre l'instauration d'une pénalité en cas de retard de paiement des frais de scolarité<sup>159</sup>.

*C'était un mardi 28 novembre, si je me souviens bien, on devait aller composer les CC universitaires. Ça devait avoir lieu à 8h00, du coup à 7h30 on s'est rendu sur les lieux et devant nos amphis il y'avait beaucoup de personnes. J'ai posé la question à l'un de mes camarades pour savoir pourquoi ils étaient dehors et pas en classe et les portes des amphis étaient bloquées par des gens qui ne voulaient pas qu'on entre. Il m'a répondu qu'on ne composait pas, qu'on grevait. Et je lui ai demandé par rapport à quoi est ce qu'on le faisait, et que moi je n'avais jamais voulu y prendre part. Il m'a répondu qu'on grevait parce qu'on n'avait pas eu la prime du Président, et en plus de ça on avait fermé le portail des inscriptions pourtant on était en novembre, et l'école avait commencé en octobre et ceux qui voulaient s'inscrire, devaient payer 10 milles francs supplémentaires qui constituaient l'amende aux retardataires alors que d'habitude les inscriptions prenaient fin en janvier. Alors en entendant tout ça je me suis dit intérieurement que ça ne me concernait pas, du coup je suis rentrée et je me suis arrêtée chez mon amie. Mais arrivée là-bas on a entendu des bruits de couloirs. Déjà en arrivant à l'école, j'oubliais de préciser, on avait vu la police à l'entrée de l'université parce qu'apparemment deux jours avant il y'avait un hashtag qui circulait « #killthefrancophones », en français ça veut dire « tuer les francophones ». Alors comme je disais une fois chez mon amie, on voit la police descendre avec des 4x4. (...) j'ai demandé à mon amie qu'on aille nous aussi voir la fameuse grève, et elle a accepté. Une fois à l'université, on voit les gens courir de partout, pris de peur on va donc dans la maison d'une amie qui vivait tout près de l'école, de chez elle on voyait tout. On a alors vu la police poursuivre les étudiants qui à leur tour lançaient des cailloux aux policiers. Et la police s'est mise à poursuivre les gens même dans les quartiers, ils ne se limitaient plus seulement à l'école. On a commencé à avoir peur qu'ils n'entrent dans la maison de notre amie, parce qu'ils entraient même dans les maisons alors on a décidé de rentrer chez nous. Une fois en bas on a vu une horde de personnes courir vers nous et on s'est mises à fuir nous aussi. Arrivées chez nous, on nous a interdit de filmer parce que ce qu'ils faisaient n'était plus légal et ils ne voulaient pas que des images soient prises, ils lançaient des gaz lacrymogènes dans les maisons des gens par exemple.<sup>160</sup>*

Ces confrontations vont se poursuivre jusqu'au 08 décembre 2016, date à laquelle aura lieu la confrontation la plus violente. Alors que le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) tentait d'organiser un rassemblement pour

---

<sup>159</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.10

<sup>160</sup> PDI11, 22 ans, propos recueillis le 16-08-2021, à Bonabéri

*Montrer que le gouvernement demeure populaire dans les régions anglophones. La foule en colère empêche la tenue du rassemblement et de violents affrontements avec les forces de sécurité font au moins quatre morts et plusieurs blessés par balle ; une cinquantaine de personnes sont arrêtées ; un commissariat de police, des édifices et des véhicules administratifs sont incendiés <sup>161</sup>». C'est alors que « Le gouvernement réagit à ces manifestations en militarisant la région, dégradant encore plus le climat social<sup>162</sup>.*

### **III-2- Conflit entre le gouvernement et les acteurs anglophones**

Dans l'objectif d'entamer des discussions avec les syndicats anglophones en grève, le Premier ministre crée un Comité interministériel « ad hoc » chargé de mener les négociations en fin novembre. De l'autre côté, les avocats et les enseignants forment à leur tour, en début décembre, le Cameroon Anglophone Civil Society Consortium (CACSC, ou encore « le Consortium »)<sup>163</sup>. De décembre 2016 à janvier 2017, le Comité ad hoc effectue plusieurs missions à Bamenda. « *Les revendications des syndicats passent de onze à 25 entre novembre et janvier. Les protagonistes sont proches d'un accord, le gouvernement se disant prêt à satisfaire 21 des 25 revendications<sup>164</sup>* » des syndicats anglophones. Cependant, ces négociations du comité « ad hoc » avec les Organisations de la Société Civile (le Consortium et le Southern Cameroons National Council) échouent, dans le contexte des exactions commises par la police du 13 au 14 janvier 2017, à Bamenda et de ce fait démarrent deux jours d'opération « villes mortes » dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Le gouvernement camerounais procéda par la suite à l'arrestation des leaders anglophones formant le Consortium, la coupure d'Internet pendant 92 jours dans les deux régions, ce qui entraîna par la même occasion le boycott des écoles<sup>165</sup>, gâchant ainsi deux années scolaires (2016-2018).

*Le gouvernement annonce d'autres mesures le 30 mars, notamment la création d'une section Common Law à la Cour suprême et à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), l'augmentation du nombre d'enseignants en langue anglaise à l'ENAM, le recrutement de magistrats anglophones, la création de départements de Common Law dans des universités francophones et l'autorisation provisoire pour les avocats anglophones de continuer d'exercer les fonctions de notaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest<sup>166</sup>*

---

<sup>161</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.10

<sup>162</sup> *Ibid.*

<sup>163</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.11

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> ICG, 2018, *op.cit.*, p.13

Après le rétablissement d'Internet dans les régions du NOSO, les mobilisations anglophones se poursuivaient même si dans le Sud-Ouest elles avaient largement faibli en raison des conséquences économiques devenues peu supportables par sa population. Pendant ce temps, les groupes radicaux qui s'étaient constitués appelaient, par le biais des intimidations et des menaces, les populations du NOSO à des opérations de villes mortes tous les lundis et ainsi que « *tous les jours de fête nationale ou d'évènement étatique*<sup>167</sup> » et parfois ces menaces étaient mises en exécution. Entre janvier et juin 2017, des dizaines de boutiques dans des marchés à Bamenda, Buea et Limbe, une quinzaine de bâtiments et véhicules administratifs et une douzaine d'écoles ont été incendiés<sup>168</sup> pour n'avoir pas respecté le « *country Sunday*<sup>169</sup> ». Ces violences perpétrées par les groupes anglophones ont alimenté la stratégie gouvernementale de « *diabolisation de la mobilisation anglophone*<sup>170</sup> ».

#### **IV- CONSEQUENCES DU PROBLEME ANGLOPHONE**

La présence de la crise dans les régions de NOSO n'est pas sans conséquences. Cette crise a eu des répercussions à trois dimensions : au niveau politique, économique et social.

##### **IV-1- Conséquences politiques**

D'après ICG, la crise anglophone aurait « *amplifié l'adhésion, très probablement déjà majoritaire, des populations anglophones au fédéralisme, et a renforcé le soutien au sécessionnisme*<sup>171</sup> ». À force d'accumuler leurs frustrations, les populations anglophones éprouvent aujourd'hui le désir ardent d'une « *intégration plus juste* ». Cette crise est à la fois un problème classique de minorité et reflète des problèmes plus structurels. D'abord, elle révèle des failles majeures en matière de gouvernance, notamment une décentralisation pas complètement implémentée, avec un manque de capacité de décision accentué par les absences prolongées du pays du tout-puissant président, une fausse décentralisation, un manque de légitimité des élites locales, un fossé générationnel important, un système de gouvernance reposant sur la cooptation des chefs traditionnels et des élites locales, et une politique d'équilibre régional détournée au profit de grandes familles liées au régime<sup>172</sup>. Ensuite, cette crise prolonge la restriction des libertés publiques qui s'accroît depuis 2013 : interdiction des manifestations, arrestation et des violences envers des militants de partis politiques, journalistes et chercheurs<sup>173</sup>.

---

<sup>167</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.14

<sup>168</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.14

<sup>169</sup> Les opérations de villes mortes ou encore « *ghost towns* » en anglais avaient été rebaptisées « *country Sunday* ».

<sup>170</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.14

<sup>171</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.19

<sup>172</sup> ICG, 2018, *op.cit*, p.21

<sup>173</sup> *Ibid.*

## IV-2- Conséquences économiques

Les trois mois de coupure d'internet dans la zone anglophone ont paralysé plusieurs secteurs locaux, notamment ceux de la banque et la micro finance ; des hydrocarbures et de la foresterie. Ce qui a eu également des répercussions sur certains commerces et industries même de la partie francophone sans oublier les dégâts matériels causés par les affrontements. En effet, cette crise a paralysé plusieurs secteurs de l'économie locale, notamment ceux de la banque et de la microfinance. L'économie locale est organisée autour de la production des hydrocarbures, qui représente 9 pour cent du PIB camerounais, du bois, qui en représente 4,5 pour cent, de l'agriculture intensive avec de grandes plantations comme la Cameroon Development Corporation et d'autres plantations moyennes qui approvisionnent Douala et les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, ainsi que des cultures de cacao, d'hévéa etc<sup>174</sup>.

*Tous les secteurs de l'économie locale, sauf ceux des hydrocarbures et de la foresterie, ont été significativement affectés par la crise, avec des répercussions sur certains commerces et industries de la partie francophone. Selon plusieurs estimations, la coupure d'Internet a directement coûté, à elle seule, 2 milliards de francs CFA (3 millions d'euros)<sup>175</sup>.*

## IV-3- Conséquences sociales

On remarque les déplacements des masses pour aller se réfugier dans les villes et villages voisins voire même au Nigeria, de nombreuses pertes en vie humaines, les destructions des biens, des édifices nation. L'afflux des PDI dans la ville de Douala accroît le phénomène de la délinquance juvénile, on note aussi la mésentente entre les déplacés et la population hôte, la déscolarisation de certains enfants. La crise actuelle est révélatrice des clivages francophones versus anglophones au Cameroun. Les francophones sont en général peu au courant des fondamentaux du problème anglophone et regardent à la fois avec curiosité, méfiance et souvent moquerie les anglophones réclamant le fédéralisme ou la sécession<sup>176</sup>. Pour leur part, les anglophones reprochent aux francophones leur manque de solidarité ; alors que beaucoup de francophones affirment soutenir les revendications des anglophones<sup>177</sup>, ces derniers estiment que ce soutien ne dépasse pas l'état du discours, et que leurs problèmes en tant que minorité sont mal compris. En effet, très peu d'organisations de la société civile et de partis politiques francophones se sont rendus dans le Nord- Ouest et le Sud-Ouest depuis octobre 2016. Les enseignants francophones n'ont pas soutenu leurs collègues anglophones malmenés. Lorsque les avocats

---

<sup>174</sup> ICG, 2018, op.cit, p.22

<sup>175</sup> ICG, 2018, op.cit, p.23

<sup>176</sup> Ibid.

<sup>177</sup> Ibid.

anglophones ont été bastonnés et arrêtés en dehors de tout cadre légal, le soutien du barreau a été tardif et limité, poussant une partie des avocats anglophones à réclamer la création de leur propre barreau ; et la profanation des emblèmes de la Nation.

En conclusion de ce chapitre, nous relevons que le problème anglophone plonge ses racines dans une réunification mal conduite, fondée sur un projet centraliste et assimilationniste, et une marginalisation économique et administrative. On note que depuis longtemps, la question anglophone est une question qui divise profondément la société camerounaise et se manifeste par des perceptions négatives entre populations anglophones et francophones et parfois par des stigmatisations réciproques entre citoyens. La crise actuelle constitue donc une résurgence particulièrement inquiétante de ce vieux problème, car jamais la question anglophone ne s'était manifestée avec une telle acuité. Cette crise a donc conduit au déracinement de plusieurs familles anglophones qui ont fui la guerre espérant trouver refuge et sécurité dans la ville voisine qu'est Douala.

**DEUXIEME PARTIE :**  
**INSERTION SOCIALE DANS LA VILLE DE DOUALA : DIFFICULTES ET**  
**MECANISMES DE RESILIENCE**

La crise anglophone qui sévit au Cameroun depuis 2016, a forcé des centaines d'habitants du NOSO à fuir leurs domiciles respectifs pour se réfugier dans les localités à proximité. La ville de Douala, et en particulier les quartiers Bonabéri et Ndobbo, sont aujourd'hui des zones de refuges pour les PDI. Cependant, l'intégration sociale ainsi que la cohabitation entre les PDI et la population hôte ne va pas sans encombre.

La deuxième partie de ce travail repose sur deux points majeurs ; dans un premier temps (**Chapitre III**), elle s'intéresse aux difficultés que rencontrent les PDI dans la ville de Douala. Il s'agit pour nous de ressortir les difficultés d'adaptation auxquelles font face les PDI, et d'examiner les formes de détresse spécifique au genre.

Puis dans un second temps (**Chapitre IV**), elle tente de faire ressortir les différents mécanismes de résilience mis en place par les PDI afin de s'adapter à leur nouvel environnement social et aussi d'examiner les représentations sociales des différents acteurs de notre étude.

## **CHAPITRE 3**

### **ANALYSE DES DIFFICULTES D'INSERTION SOCIALE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA**

Après avoir montré dans le chapitre précédent les facteurs justifiant la présence de la crise anglophone au Cameroun, il convient dès lors, à travers l'analyse des différents récits des PDI, d'exposer sur les difficultés qu'elles rencontrent quotidiennement dans leur nouvelle aventure en « territoire » inconnu. Il s'agira dans ce chapitre de ressortir, le profil socio-économique des PDI, afin que nous sachions qui sont exactement ces personnes, tout en spécifiant la raison de notre choix en ce qui concerne cette étude dans la ville de Douala. Ensuite, de monter le processus par lequel elles s'intègrent au sein de ce nouveau milieu social ainsi que les difficultés auxquelles elles font face. Et enfin d'analyser les formes de détresse ainsi que les disparités sexistes qui sous-tendent ce processus d'insertion.

#### **I- PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES PDI**

En raison de la situation de crise du pays, les déplacements massifs des populations vers la ville de Douala a entraîné de profondes perturbations de l'ordre préétabli dans la vie des populations de ces zones. Aussi, notre choix d'étude porté sur la ville de Douala émane du fait de la proximité avec les régions du NOSO. Beaucoup de déplacés viennent se réfugier à Douala parce que c'est la zone urbaine la plus proche, raison pour laquelle elle regorge d'une grande population de PDI.

C'est la population déplacée qui semble la plus en détresse de cette aventure spatiale. En effet, ceci a entraîné un choc sur l'équilibre socio-économique au sein des communautés de PDI installées désormais à Douala. Dans le tableau ci-après, nous avons pu repartir les caractéristiques socio-économiques des PDI que nous avons interrogés afin que nous sachions clairement qui sont-elles :



**Tableau 2: Présentation des profils socio-économique PDI interrogées**

	Sexe	Age	Statut matrimonial	Profession avant la crise	Profession après la crise	Taille du ménage
<b>PDI 1</b>	F	42	Mariée	Femme d'affaires	Commerçante	7
<b>PDI 2</b>	F	24	Célibataire	Etudiante	Couturière	7
<b>PDI 3</b>	F	30	Célibataire	Femme d'affaires	Coiffeuse	/
<b>PDI 4</b>	F	30	Célibataire	Femme d'affaires	Coiffeuse	/
<b>PDI 5</b>	F	20	Célibataire	Étudiante	Commerçante	/
<b>PDI 6</b>	F	21	Mariée	Lycéenne	Callboxeuse	13
<b>PDI 7</b>	F	31	Célibataire	Couturière	Sans emploi	8
<b>PDI 8</b>	M	23	Célibataire	Écolier	Électrotechnicien	7
<b>PDI 9</b>	F	27	Célibataire	Bénévole	Vendeur ambulancier	5
<b>PDI 10</b>	F	32	Célibataire	Vendeuse	Caissière	/
<b>PDI 11</b>	M	27	Célibataire	Étudiant	Coiffeur	6
<b>PDI 12</b>	F	22	Mariée	Etudiante	Étudiante	5
<b>PDI 13</b>	M	32	Célibataire	Homme d'affaire	Gardien de nuit	/
<b>PDI 14</b>	F	25	Célibataire	Coiffeuse	Babysitting	
<b>PDI 15</b>	F	20	Célibataire	Étudiant	Vendeur	7
<b>PDI 16</b>	F	23	Mariée	Étudiante	Baby-sitter	6
<b>PDI 17</b>	M	31	Célibataire	Styliste	Couturier	/
<b>PDI 18</b>	M	27	Célibataire	Étudiant	Moto taximan	7
<b>PDI 19</b>	M	27	Célibataire	Informaticien	Gardien	7
<b>PDI 20</b>	M	20	Célibataire	Élève	Callboxeur	5
<b>PDI 21</b>	M	22	Célibataire	Elève	Mécanicien	1
<b>PDI 22</b>	M	24	Célibataire	Coiffeur	Coiffeur	8
<b>PDI 23</b>	M	45	Marié	Secrétaire	Vendeur ambulancier	5
<b>PDI 24</b>	M	56	Marié	Fermier	Sans job	3
<b>PDI 25</b>	M	33	Célibataire	Enseignant	Vacataire	1
<b>PDI 26</b>	M	27	Marié	Enseignant	Vacataire	5
<b>PDI 27</b>	M	37	Célibataire	Agriculteur	Callbox	8
<b>PDI 28</b>	M	22	Célibataire	Élève	Mobile money	
<b>PDI 29</b>	M	27	Célibataire	Etudiant	Coiffeur	4
<b>PDI 30</b>	M	34	veuf	Comptable	Directeur commercial	3
<b>PDI 31</b>	M	40	Célibataire	Quincaillerie	Gardien	5
<b>PDI 32</b>	M	19	Marié	Élève	Motorboy	3

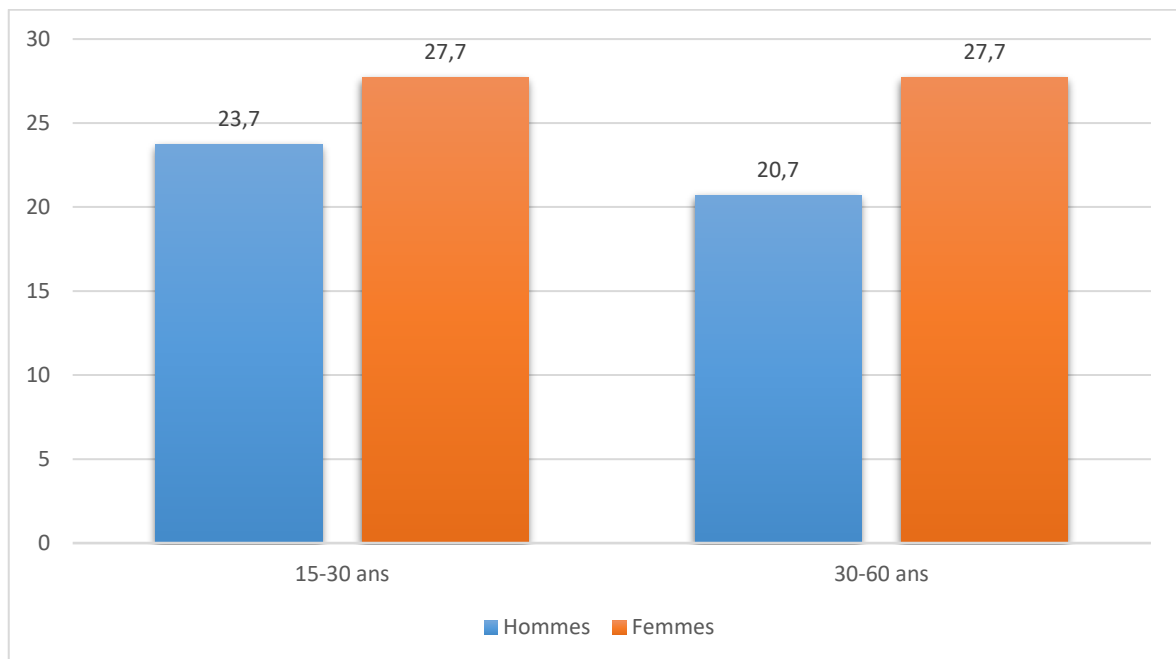
<b>PDI 33</b>	M	30	Célibataire	Enseignant	Enseignant	
<b>PDI 34</b>	M	26	Célibataire	Etudiant	Repareur électronique	4
<b>PDI 35</b>	M	35	Célibataire	Enseignant	Vacataire	1
<b>PDI 36</b>	M	27	veuf	Enseignant	Enseignant	4
<b>PDI 37</b>	M	35	Célibataire	Enseignant	Chômage	5
<b>PDI 38</b>	M	24	Célibataire	Etudiant	Moto taximan	8
<b>PDI 39</b>	M	23	Marié	Eleve	Repareur électronique	4
<b>PDI 40</b>	M	30	Célibataire	Businessman	Commerçant	6
<b>PDI 41</b>	M	17	Célibataire	Eleve	Pousseur	6
<b>PDI 42</b>	M	15	Célibataire	Eleve	Pousseur	7
<b>PDI 43</b>	M	15	Célibataire	Eleve	Vendeur à la sauvette	7
<b>PDI 44</b>	M	16	Célibataire	Élève	Vendeur à la sauvette	7
<b>PDI 45</b>	M	17	Marié	Eleve	Vendeur	2
<b>PDI 46</b>	F	32	Marié	Enseignante	Sans emploi	4
<b>PDI 47</b>	M	36	Célibataire	Mécanicien	Sans emploi	1
<b>PDI 48</b>	M	31	Célibataire	Menuisier	Chômeur	5
<b>PDI 49</b>	F	30	Célibataire	Ménagère	Ménagère	Grande
<b>PDI 50</b>	F	23	Marié	Élève	Élève	5
<b>PDI 51</b>	M	34	Marié	Manœuvre dans les chantiers	Sans emploi	/
<b>PDI 52</b>	F	37	Célibataire	Commerçante	Ménagère	6
<b>PDI 53</b>	M	19	Célibataire	Élève	Blanchisseur	Petite
<b>PDI 54</b>	F	22	Célibataire	Élève	Baby-sitter	1
<b>PDI 55</b>	F	35	Célibataire	Ménagère	Sans emploi	1
<b>PDI 56</b>	F	34	Célibataire	Gardien	Sans emploi	Grande
<b>PDI 57</b>	F	21	Célibataire	Étudiante	Etudiante	5
<b>PDI 58</b>	M	20	Marié	Élève	Elève	5
<b>PDI 59</b>	F	32	Célibataire	Caissière	Ménagère	5
<b>PDI 60</b>	M	35	Divorcé	Menuisier	Menuisier	5
<b>PDI 61</b>	F	39	Marié	Enseignante	Enseignante	7
<b>PDI 62</b>	M	42	Célibataire	Business man	Business man	/
<b>PDI 63</b>	M	30	Célibataire	Commerçant	Sans emploi	1
<b>PDI 64</b>	F	37	Célibataire	Business woman	Business woman	1
<b>PDI 65</b>	M	33	Marié	Chauffeur de taxi	Chauffeur	6
<b>PDI 66</b>	F	35	Marié	Ménagère	Braiseuse de poisson	7

<b>PDI 67</b>	F	40	Célibataire	Cultivatrice	Commerçante	6
<b>PDI 68</b>	F	23	Célibataire	Étudiante	Coiffeuse	5
<b>PDI 69</b>	F	23	Célibataire	Étudiante	Étudiante	4
<b>PDI 70</b>	F	25	Célibataire	Commerçante	Baby-sitter	7
<b>PDI 71</b>	F	22	Célibataire	Étudiante	Call boxeuse	4
<b>PDI 72</b>	F	25	Célibataire	Étudiante	Ménagère	6
<b>PDI 73</b>	F	25	Marié	Femme d'affaire	Vendeuse	6
<b>PDI 74</b>	F	38	Marié	Bayam sellam	Ménagère	5
<b>PDI 75</b>	F	35	Marié	Gérante de bar	Bayam sellam	7
<b>PDI 76</b>	F	40	Marié	Bayam sellam	Baby sitter	6
<b>PDI 77</b>	F	37	Célibataire	Femme d'affaires	Commerçante	7
<b>PDI 78</b>	F	46	Veuve	Commerçante	Commerçante	5
<b>PDI 79</b>	F	52	Célibataire	Commerçante	Commerçante	4
<b>PDI 80</b>	F	36	Célibataire	Business	Business	2
<b>PDI 81</b>	F	28	Célibataire	Commerce	Commerce	1
<b>PDI 82</b>	M	48	Célibataire	Commerce	Gardien	/
<b>PDI 83</b>	F	30	Célibataire	Etudiante	Coiffeuse	7
<b>PDI 84</b>	F	25	Célibataire	Etudiante	Couturière	5
<b>PDI 85</b>	M	20	Célibataire	Eleve	Eleve	1
<b>PDI 86</b>	F	21	Célibataire	Étudiante	Etudiante	1
<b>PDI 87</b>	F	24	Marié	Etudiante	Etudiante	9
<b>PDI 88</b>	F	47	Célibataire	Vendeuse	Braiseuse de poisson	6
<b>PDI 89</b>	M	18	Célibataire	Elève	Mécanicien	1
<b>PDI 90</b>	F	22	Célibataire	Etudiante	Etudiante	1
<b>PDI 91</b>	F	34	Célibataire	Business	Business	4
<b>PDI 92</b>	M	36	Célibataire	Plombier	Vendeur à la sauvette	4
<b>PDI 93</b>	F	38	Célibataire	Maîtresse de maternelle	Buy and sell am	5
<b>PDI 94</b>	F	33	Célibataire	Coiffeuse	Coiffeuse	4
<b>PDI 95</b>	F	23	Célibataire	Etudiante	Vendeuse	6
<b>PDI 96</b>	F	18	Célibataire	Elève	Élève	8
<b>PDI 97</b>	F	17	Célibataire	Elève	Coiffeuse	5
<b>PDI 98</b>	F	25	Veuve	Etudiante	Ménagère	5
<b>PDI 99</b>	F	36	Célibataire	Couturière	Couturière	6
<b>PDI 100</b>	F	17	Célibataire	Elève	Commerçante	2
<b>PDI 101</b>	F	22	Célibataire	Elève	Coiffeuse	4

**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure**

Au regard du tableau ci-dessous, il apparaît en clair que les PDI présente des profils hétérogènes. Ce sont des individus qui sont composé de caractéristiques qui les diffèrent les uns des autres, ce qui sous-entend qu'ils font face à des réalités distinctes. Les femmes et les jeunes filles sont les populations les plus vulnérables lors des conflits armés. La répartition par sexe et par âge de la population enquêtée montre que celle-ci est composée de 55% de femmes (soit n= 56) et de 45 % d'hommes (soit n=45). La répartition de la population déplacée par groupe d'âge nous montre que 23,7% d'hommes (soit n= 21 hommes) étaient âgés entre 15 et 29 ans, tandis que 27,7% étaient des jeunes femmes de la même tranche d'âge (soit n=28 femmes). Et dans la tranche d'âge allant de 30 à 60 ans, 20,7% étaient des hommes (soit n=21 hommes) tandis que 27,7% étaient des femmes (soit n=28 femmes).

**Figure 6: Répartition des PDI interrogées par âge et sexe**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure**

## **II- LES DIFFICULTES OU LES FORMES DE DETRESSES QUI AFFECTENT LE VECU QUOTIDIEN DES PDI**

Lorsque des individus se déplacent en quête de sécurité, ils ont un besoin imminent de s'adapter dans leur nouvel environnement social. Une adaptation qui ne manque pas d'obstacles à franchir. Dès lors, les difficultés rencontrées une fois sur place peuvent être divergentes : par exemple, les individus provenant des milieux ruraux peuvent avoir du mal à d'adapter à un environnement urbain et vice-versa, ou encore ils peuvent être originaires de différents groupes ethniques possédant des normes et des règles propres à eux, leur langage peut différer de celui de la nouvelle

localité comme c'est d'ailleurs le cas entre les populations provenant du NOSO (parlant majoritairement anglais) installées dans la ville de Douala où le français est la langue officielle. Si le déplacement est cependant temporaire, les ajustements à faire ne sont peut-être pas très urgents. Cependant, dans les situations de conflits prolongés avec des niveaux élevés de mobilité de la population, comme c'est le cas dans le NOSO, les personnes déplacées à l'intérieur du pays pourraient devoir rechercher, dans le cadre spécifique d'une stratégie de survie, une intégration sociale plus poussée dans leur nouvel environnement. Alors que certaines personnes pourraient être bien préparées à le faire et pourraient prévoir de s'installer de manière permanente dans ce nouvel environnement, d'autres gardent espoir de revenir dès que la situation sécuritaire le leur permettra. Un tel désir pourrait tout aussi les empêcher de prendre les mesures nécessaires pour une assimilation réussie.

### **II-1-Le difficile accès au logement**

*Le droit international relatif aux droits de l'homme reconnaît le droit de chacun à un niveau de vie suffisant, et notamment à un logement convenable.*<sup>178</sup>

Le déplacement, qu'il soit celui des réfugiés ou des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, rend surtout vulnérable à diverses violations des droits fondamentaux, y compris le droit à un logement convenable<sup>179</sup>. Les PDI sont ainsi vulnérables à la discrimination ou à la xénophobie, ce qui peut entraver l'acquisition de conditions de vie convenables et durables. Les personnes contraintes de se déplacer subissent souvent des traumatismes durant leur fuite qui rendent inopérants leurs stratégies et mécanismes habituels d'adaptation<sup>180</sup>. La perte du domicile peut donc entraîner une dégradation des conditions de vie de manière temporaire ou permanente.

*Dans un sens plus culturel, être privé de son habitation est vécu comme un déracinement, la perte d'une relation à un espace symbolique, fondement : d'une identité. Cette perte est perçue comme un appauvrissement culturel, selon Downing [1994] et tous ceux qui ont étudié ((l'attachement au lieu)) [Low et Altman, 1992]*<sup>181</sup>

Les personnes qui quittent leurs résidences habituelles dans le but de trouver un endroit plus sûr, ont besoin de trouver un nouveau refuge dans le déplacement. En milieu urbain, le déplacement engendre très souvent une forte pression sur les ressources et les services disponibles, ce qui peut entraîner des tensions entre les PDI et les résidents de longue date. En effet, ceux-ci sont moins prédisposés à accepter ces étrangers qu'ils considèrent comme des concurrents et ne

---

<sup>178</sup> OHCHR, *Le droit à un logement convenable*, p.01

<sup>179</sup> *Idem*, p.28

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> Michael M. Cernea, *La sociologie des déplacements forcés : un modèle théorique*, p.18

sont pas toujours disposés à les accueillir. Une fois installés en zone urbaine, les déplacés représentent une menace potentielle pour les anciens résidents. En raison d'une volonté latente de protéger leurs propres biens, ainsi que leur mode de vie, ils peuvent recourir à la discrimination vis-à-vis des nouveaux arrivants que ce soit dans l'accès aux services et aux ressources, y compris le logement<sup>182</sup>.

*Le déplacement prive les PDI d'un foyer qui les mette à l'abri des éléments, préserve leur vie privée et protège leur personne et leurs biens contre les intrus. Avec l'accès à l'alimentation, à l'eau potable, à l'assainissement et aux services médicaux essentiels, le logement est un des besoins fondamentaux et immédiats des PDI, sans lesquels leur vie sera en danger*<sup>183</sup>

À leur arrivée à Douala, la plupart des PDI séjournent tout d'abord dans une « famille d'accueil ». En général, il s'agit souvent des membres de la famille (des parents, des membres de la belle-famille ou de la famille éloignée) résidant dans la ville. C'est le cas par exemple de cette déplacée interne ayant requis l'anonymat qui affirme que :

*When we reached here, my elder brother was the one who hosted us, my husband, the children and I*<sup>184</sup> (Entretien du 16/08/2021)

Les liens familiaux constituent le facteur le plus important. Pour beaucoup, lorsqu'un membre de la famille vit à Douala, l'accès au logement est garanti. Il y a une forte attente voire une obligation morale d'héberger des membres de sa famille en difficulté chez soi, ce qui favorise davantage le resserrement des liens familiaux entre les PDI et les membres de leurs familles respectives qui les ont bien accueillies. En effet, pour consolider les liens familiaux il n'y a rien de tel que de « *se réunir autour d'une table et partager un bon repas* »<sup>185</sup>. Ces moments uniques contribuent à renforcer les liens des uns avec les autres, ce qui assure également une réponse aux besoins des populations touchées recueillies par leur famille<sup>186</sup>.

Nous avons pu remarquer que les PDI installés dans la ville de Douala suivent généralement un processus d'installation en deux étapes. Le séjour dans la famille d'accueil est donc la première étape. Cela dit, la plupart n'y séjournent que quelques jours voire quelques mois avant de chercher à louer leur propre logement (ce qui constitue la deuxième étape). Dans d'autres cas de figure, et même si cela n'est pas très fréquent, il arrive que les PDI soient hébergées par des personnes

---

<sup>182</sup> Carolien Jacobs et Antea Paviotti, *Le droit au logement dans un contexte de déplacement urbain et de fragilité*, p.03

<sup>183</sup> Institut Brookings, *La protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : Manuel à l'intention des législateurs et des responsables politiques*, Université de Berne, p.131

<sup>184</sup> PDI1, 42 ans, propos recueillis le 16-08-2021, à Bonabéri à 12h22

<sup>185</sup> <http://www.beboun.com/>

<sup>186</sup> CICR, *Rétablissement des liens familiaux. Présentation de la stratégie pour un réseau mondial*, février 2009.

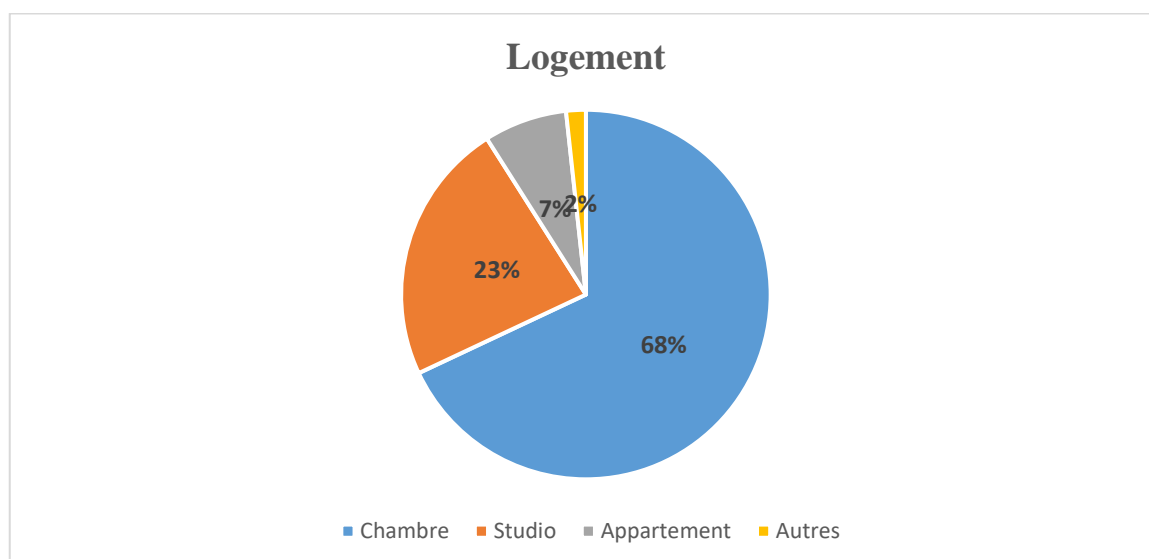
partageant la même origine qu'elles. Il s'agit habituellement d'hôtes qui sont arrivés en ville quelques années avant les PDI et ont suivi le même processus d'installation. Les liens familiaux et une origine commune peuvent dans ces cas constituer une garantie pour les PDI, car ces personnes ont une sorte d'obligation morale d'accueillir des personnes issues de la même famille ou de la même région. Cependant, plusieurs autres PDI « *n'ont même pas de logement et sont obligées de marcher de portes en portes pour trouver quelqu'un qui peut les loger* <sup>187</sup> ».

Même si certains d'entre eux parviennent à trouver un logement dans l'une de ces familles d'accueil, les dispositions d'hébergement ne durent généralement pas très longtemps. Les personnes déplacées demeurent généralement dans leur famille d'accueil pour des périodes pouvant varier de quelques jours à plusieurs années. La durée de la période dépend des besoins des déplacés mais aussi, et surtout, de la capacité de la famille d'accueil à pouvoir les supporter, car les charges deviennent de plus en plus lourdes à porter. Outre cela,

*les situations prolongées, la détérioration des conditions de vie des familles qui accueillent un grand nombre de déplacés internes peut conduire à des problèmes psychosociaux et de santé, et à des risques de stigmatisation, de harcèlement, d'exploitation sexuelle ou économique, et de violence contre les familles déplacées* <sup>188</sup>.

Au bout d'un certain temps, les familles sont obligées de renvoyer les PDI de chez elles, car ne pouvant plus supporter le poids des charges qu'elles entraînent.

**Figure 7: Répartition du type de logement des PDI**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

<sup>187</sup> M1, 49 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri à 14h30

<sup>188</sup> Groupe de travail sectoriel sur la protection, *Manuel pour la protection des déplacés internes*, p.255

Après avoir quitté leur famille d'accueil, les PDI en milieu urbain emménagent généralement dans des logements qu'ils louent à des prix abordables. Les résultats de notre enquête auprès des PDI nous ont montré que sur 100% de PDI interrogées, 68% (n= 71 dont 37 femmes et 34 hommes) vivaient dans une chambre, 23% (n=24, soit 14 femmes et 10 hommes) dans un studio, 7% (n=4 soit 3 femmes et 1 homme) dans un appartement et 2% (n=1 soit 1 femme) dans « autres ». Ces résultats nous révèlent les difficultés d'accès au logement décent dont sont victimes les PDI, car la majorité vivant dans une chambre sensée héberger une à deux personnes, se retrouvent à 5, 7 voire même 13, comme cette femme qui affirmait :

*I dey me with my sister, we pikin dem wey their mammy dey die too, I keepam, wit na my cousin. We 13 for 1 room. We just dey manage, we cam*<sup>189</sup>.

Traduction :

*Je suis venue avec ma sœur, nos enfants et les enfants d'une de mes amies qui est décédée. Je m'occupe d'eux également avec l'aide de mon cousin. Nous sommes 13 dans une chambre. On se débrouille comme ça depuis notre arrivée*

En effet,

*Dans les zones urbaines, le sort (...) des personnes déplacées n'est guère meilleur. Souvent dans l'impossibilité, (...), de louer un logement convenable, beaucoup d'entre eux sont contraints de vivre dans des lieux surpeuplés et peu sûrs. (...) dans la précarité et l'insécurité (...).*<sup>190</sup>

Beaucoup de PDI, se retrouvent à dormir parfois dans « des espaces de vie partagés, sans aucun respect pour leur dignité, leur intimité ou leur sécurité personnelle <sup>191</sup> ». Même si certains d'entre eux finissent par avoir leur propre logement, à chacune de ces étapes les personnes déplacées sont confrontées à des conflits et des problèmes spécifiques tels que la discrimination, le tribalisme, la stigmatisation, qui entravent leur intégration sociale. Ce qui affecte très souvent leur possibilité de reconstruire leur vie après avoir vécu un déplacement.

## **II-2- La problématique de l'insertion socioprofessionnelle**

L'insertion signifie que, « les individus concernés ont accès à l'emploi, au logement, à la protection sociale <sup>192</sup> » et « s'oppose à la marginalisation <sup>193</sup> ». Pour les personnes déplacées, et plus particulièrement pour les plus vulnérables (celles qui n'ont ni terres ni biens), la perte de l'accès aux ressources naturelles collectives se traduit par une détérioration importante de leurs

---

<sup>189</sup> PDI7, 31 ans, propos recueillis le 16-08-2021, à Bonabéri à 13h08

<sup>190</sup> OHCHR, *Le droit à un logement convenable*, p.28

<sup>191</sup> *Idem*, p.29

<sup>192</sup> Yves ALPE et al, *op.cit*, p.159

<sup>193</sup> *Ibid.*



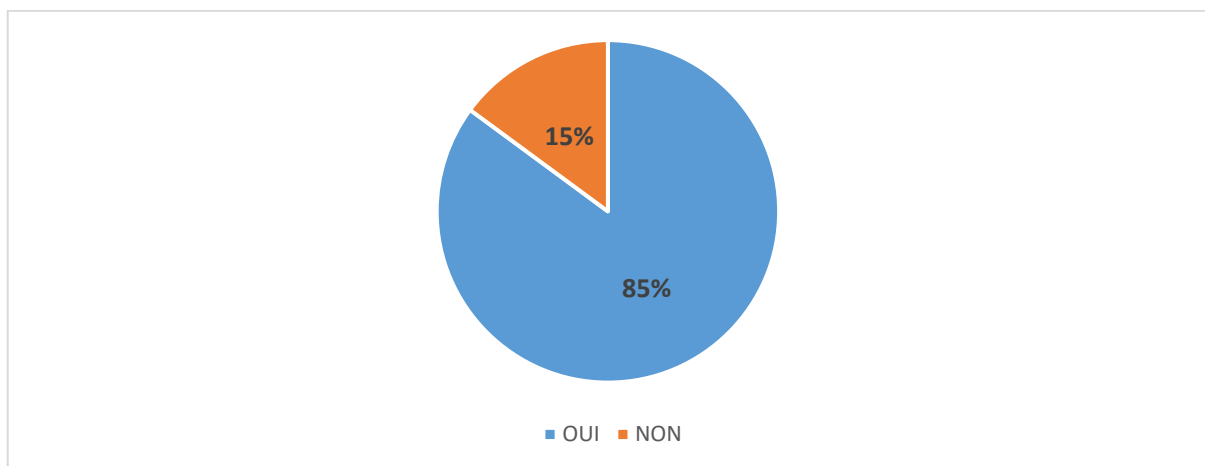
revenus et moyens d'existence. Cette dégradation est également liée à un manque d'accès aux services publics de la communauté. De ce fait, les résultats de notre enquête ont dégagé les principaux constats suivants :

### II-2-1- Emploi et revenus :

Le déplacement interne s'accompagne généralement de la perte d'emploi. Dans la plupart des cas ici il s'agit des employés du secteur tertiaire, des entrepreneurs, des enseignants etc. Il est alors difficile de

*Créer de nouveaux emplois car cela nécessite des investissements importants. Le chômage total ou partiel parmi les populations déplacées produit des effets économiques et psychologiques douloureux qui durent tant que l'emploi n'est pas rétabli <sup>194</sup> (...) pour les PDI, la privation du caractère protecteur fondamental des maisons est aggravé par la perte d'accès à un emploi, aux ressources qui leur donnaient un moyen de subsistance, à l'éducation et aux services sociaux dont elles jouissaient généralement dans leur ancien foyer. <sup>195</sup>*

**Figure 8: Pourcentage ayant trouvé une activité lucrative**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

Dans le cas des déplacés installés dans la ville de Douala, les résultats de notre enquête nous ont montré que, 85% (n=86, soit 46 femmes et 40 hommes) ont pu trouver une activité lucrative leur permettant de subvenir à leurs besoins quotidiens contre 15% (n=15, soit 10 femmes et 5 hommes) n'ayant pas pu le faire (**Figure n°8**). Seulement, il n'y a que 22% (n=18, soit 18 femmes et 8 hommes) d'entre ces 85% qui parviennent subvenir « correctement » à leurs besoins au quotidien, tandis que 78% d'entre eux (n=64, soit 34 femmes et 30 hommes) n'y parviennent pas (**figure n°9**). Autrement dit, la plupart de ces personnes peinent à joindre les deux bouts sur le plan

<sup>194</sup> Michael M. Cernea, *La sociologie des déplacements forcés : un modèle théorique*, p.17

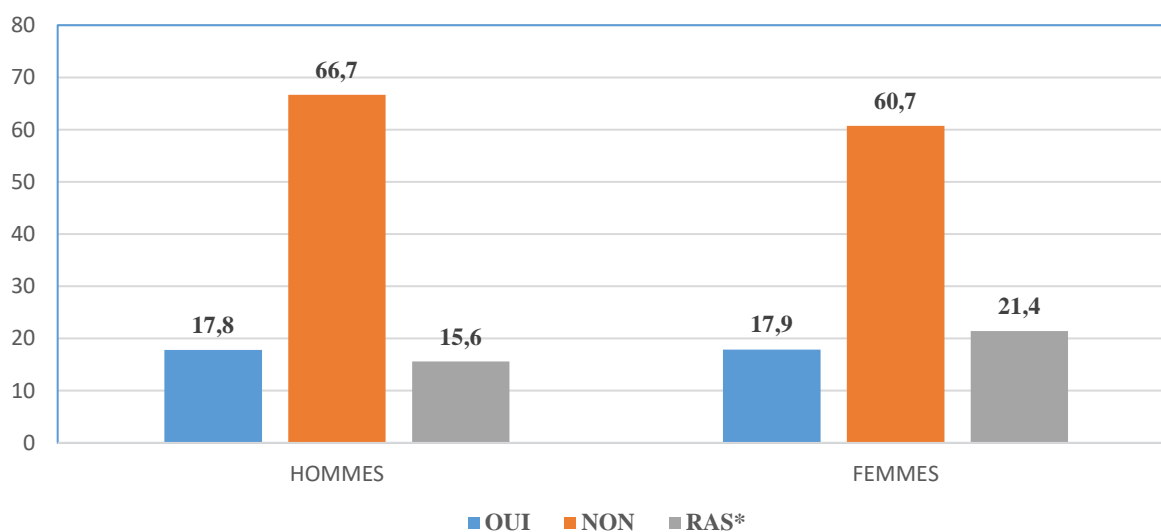
<sup>195</sup> Institut Brookings, *La protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : Manuel à l'intention des législateurs et des responsables politiques*, Université de Berne, p.131

financier, ce qui les laisse en proie à des maux tels que l'insécurité alimentaire qui « *ne peut être vaincue, évidemment, que si les causes premières de l'appauvrissement sont (...) maîtrisées* <sup>196</sup> ». Compte tenu de cette baisse de leurs revenus, dans un contexte où ils vivent en famille (pour la majorité) et en location, l'arrivée continue d'autres PDI engendre des pressions supplémentaires sur les ressources disponibles, il est prévisible que davantage de tensions et de conflits naissent entre les groupes.

L'exclusion sociale dont sont victimes les PDI dans la ville de Douala peut être analysée, dans la perspective interactionniste, grâce au concept de disqualification sociale de Serge PAUGAM<sup>197</sup>. En effet, la disqualification sociale est caractérisée par trois phases à savoir :

- Une phase de fragilité où les individus en situation de précarité d'emploi sont stigmatisés dans une position d'infériorité sociale : sur 85% de nos informateurs ayant pu trouver un emploi (n=86, soit 46 femmes et 40 hommes) 78% (n= 64 soit 34 femmes et 30 hommes) ne parviennent pas à subvenir correctement à leurs besoins contre 22% (n=18 soit 10 femmes et 8 hommes) qui parviennent à le faire.

**Figure 9: Répartition des personnes parvenant à se prendre en charge**



**Source : Enquête de terrain (août 2021), auteure**

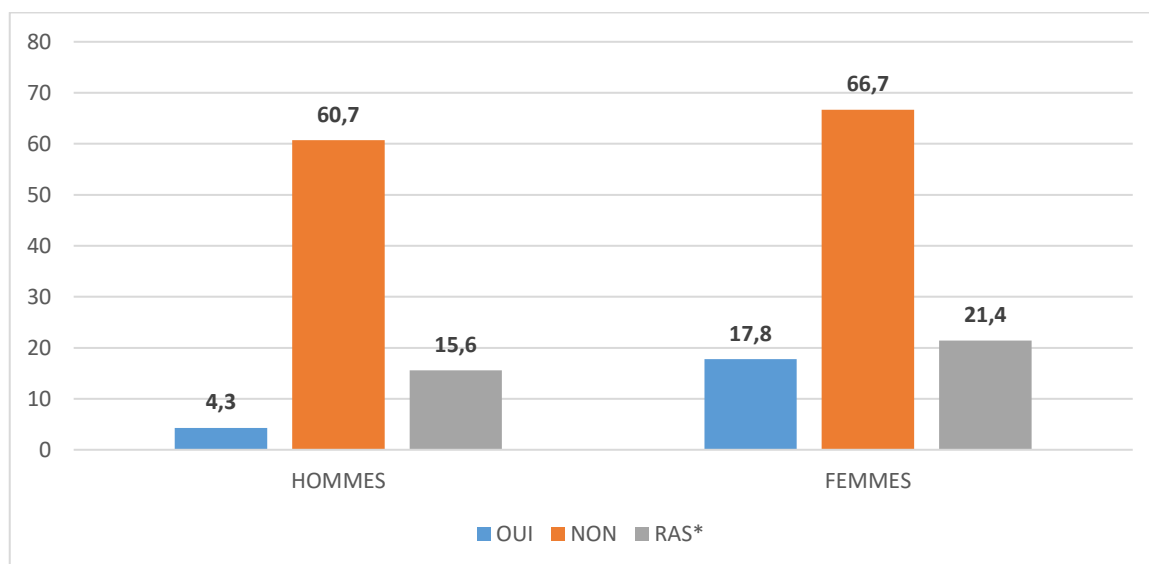
- Une phase de dépendance où les individus en grande difficulté pris en charge par les institutions officielles sont qualifiés d'assistés.
- Une phase de rupture qui se caractérise par un cumul d'handicaps sociaux et une perte d'efficacité des institutions de protection conduisant à l'exclusion et à la marginalisation : sur

<sup>196</sup> Michael M. Cernea, *La sociologie des déplacements forcés : un modèle théorique*, p.20

<sup>197</sup> Yves ALPE et al, *op.cit.*

100% de nos informateurs (n=101, dont 45 hommes et 56 femmes), 84% n'ont jamais reçu d'aide du gouvernement camerounais (figure n°10).

**Figure 10: Répartition du pourcentage capable de subvenir correctement à leurs besoins**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

*Dans la quasi-totalité des cas, le déplacement entraîne la perte de l'emploi ainsi que des moyens de subsistance pour les personnes appartenant à toutes les classes— pour l'agriculture de subsistance comme pour les professionnels qualifiés—et pour leur famille. Combinée aux perturbations psychologiques dues au déplacement, cette situation donne automatiquement lieu à un « risque d'appauvrissement » pour les PDI. Les personnes déplacées aboutissent souvent dans des secteurs où il n'y a pas d'emploi, ou vivent dans des endroits trop éloignés des lieux de travail. Même s'il existe des emplois disponibles, elles font souvent face à des obstacles discriminatoires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de l'emploi pendant leur déplacement, que ceux-ci soient fondés sur des préjugés ethniques, ou sur des raisons plus pragmatiques, telles que la protection des emplois dans les communautés d'accueil, ou bien la crainte que le fait de permettre aux PDI de travailler puisse les encourager à s'établir de façon permanente<sup>198</sup>*

Plusieurs PDI, plus particulièrement les entrepreneurs ont perdu leurs moyens de subsistance avec la guerre du NOSO. Dans le cas particulier de ces entrepreneurs, la majorité se sont fait totalement dépouiller de leur fonds de commerce et ce sont retrouvés à Douala totalement à vide. C'est le cas par exemple de cette déplacée ayant requis l'anonymat que nous avons interrogé qui nous affirmait :

<sup>198</sup> Institut Brookings, *La protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : Manuel à l'intention des législateurs et des responsables politiques*, Université de Berne, p.192

*I had a big clothing store, both for men and women with a capital of 4 million FCFA. The ambas burned it down and today I just have this small kiosk. The government just gave me 40.000 FCFA, for me and my whole family. And we are*<sup>7199</sup>

Les PDI ont tendance à rester vulnérables au travail non protégé dans le cadre de l'économie informelle, autrement dit à toutes les activités économiques pas couvertes par les dispositions formelles ou encore sous la régulation de l'État. À cet effet le **tableau n°2** nous illustre cela car plusieurs PDI interrogées ont affirmé travailler dans ce secteur que ce soit en tant que vendeur ambulant, commerçant, callboxeur... Les enfants et les jeunes déplacés sont aussi vulnérables, car sont facilement exposés au travail forcé qui nuit à leur développement physique et mental et interfère avec leur droit à l'éducation.

### **II-2-2- Éducation.**

Le principe 23 des Principes directeurs vise à protéger le droit des PDI à l'éducation pendant le déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays<sup>200</sup>.

*L'éducation est à la fois un droit fondamental et un outil de protection essentiel. Lorsqu'elle est dispensée dans un environnement sûr, elle peut sauver des vies et aider à vivre. Elle peut empêcher d'être exposé à des risques de protection graves, aider les individus et les communautés à faire face aux conséquences du déplacement, et faciliter la réconciliation et la réintégration lorsque le déplacement prend fin. Il est essentiel de veiller à ce que toutes les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (« déplacés internes ») - enfants, adolescents et adultes – aient pleinement accès à l'éducation, dans des conditions d'égalité, à tous les stades du déplacement<sup>201</sup>.*

Cependant, avec la crise, la part des parents dans le revenu du ménage a considérablement chuté au profit des enfants ; ce qui empêche la plupart des enfants déplacés d'avoir une scolarité normale. Dans le cadre de notre enquête, sur 53,5% de PDI ayant affirmé avoir des enfants, 45% d'entre eux n'ont pas pu continuer de scolariser leurs enfants depuis leur arrivée dans la ville contre 55%. Ce qui n'est pas à négliger.

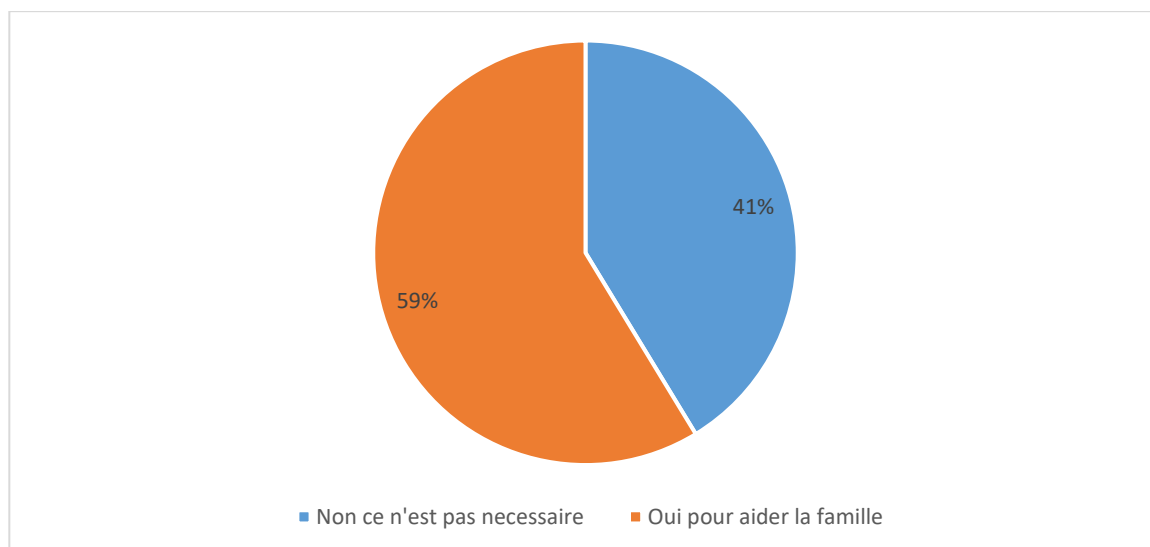
---

<sup>199</sup> PDI1, 42 ans, propos recueillis le 16-08-2021, à Bonabéri à 12h22

<sup>200</sup> Institut Brookings, *La protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : Manuel à l'intention des législateurs et des responsables politiques*, Université de Berne, p.223

<sup>201</sup> Groupe de travail sectoriel sur la protection, *Manuel pour la protection des déplacés internes*, p.304

**Figure 11: Taux d'enfants devant travailler**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

En outre, la situation peut s'expliquer par le manque de ressources financières pour la scolarité des enfants, le manque de fournitures scolaires, ou le manque d'intérêt pour l'école au profit du gain financier. La perte du logement et des moyens de subsistance aboutit souvent à la pauvreté et à la marginalisation des déplacés internes. Ce qui entrave l'acquisition des ressources financières nécessaires pour effectuer le paiement des frais de scolarité, des manuels, des vêtements et des fournitures scolaires ou même des repas<sup>202</sup>. Les enfants et les adolescents, plus particulièrement les jeunes filles, sont souvent sollicités pour travailler ou aider aux tâches domestiques, et ne peuvent donc pas se rendre à l'école<sup>203</sup>.

*I have five children (...), since we came here, five years ago, only my two small children of form one and class 6 are going to school. The others of form 5 and above just stopped going to school because we don't have enough money form their school fees<sup>204</sup>*

Plus de 90% des écoles des régions anglophones sont fermées<sup>205</sup>, la scolarisation des enfants est en déclin<sup>206</sup>. De nombreux enfants vivant dans le NOSO n'ont pas mis pied à l'école depuis le début de la crise anglophone en raison de la violence des groupes armés sécessionnistes. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), on dénombre déjà 600 000 enfants privés d'éducation<sup>207</sup>. Nous avons donc interrogé 46 parents et nos

<sup>202</sup>Idem, p.305

<sup>203</sup>Ibid.

<sup>204</sup>PDI1, 42 ans, propos recueillis le 16-08-2021, à Bonabéri à 12h22

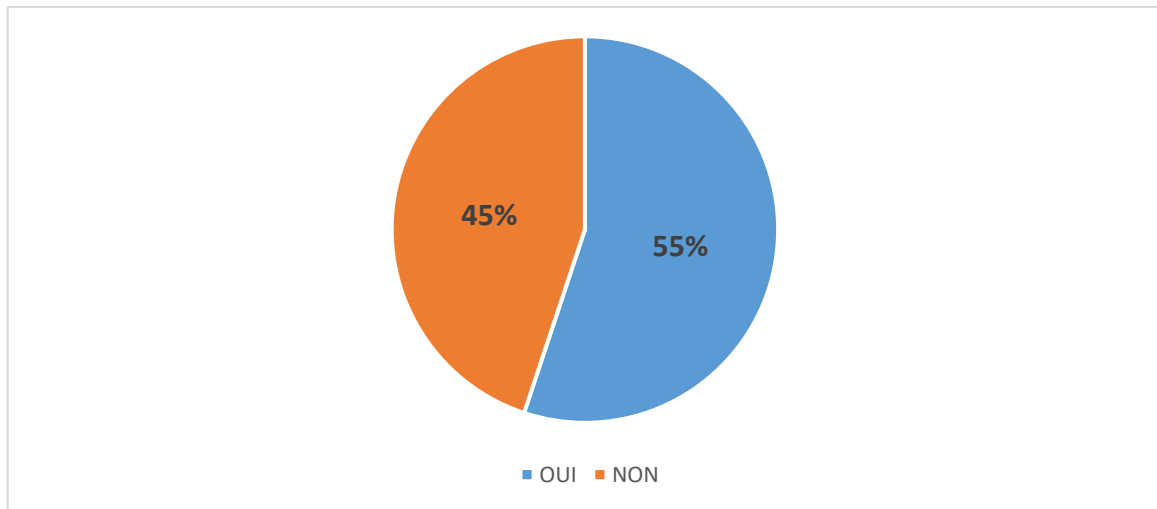
<sup>205</sup>IFRI, *Education et pouvoir dans le conflit anglophone au Cameroun*, Juin 2020, p.05

<sup>206</sup><https://fr.africanews.com/2021/12/11/cameroun-la-scolarisation-des-enfants-en-declin-en-zone-anglophone/>

<sup>207</sup><https://www.camerounmagazine.com/>

résultats montrent que 41% d'enfants (soit n=19) de PDI sont obligés de travailler pour aider à l'approvisionnement des ressources financière de la famille tandis que 58% (soit n=27) n'ont pas besoin de le faire (**figure n°11**). Ces déplacements inattendus ont entre autre eu un impact significatif sur le taux de scolarisation (**figure n°12**).

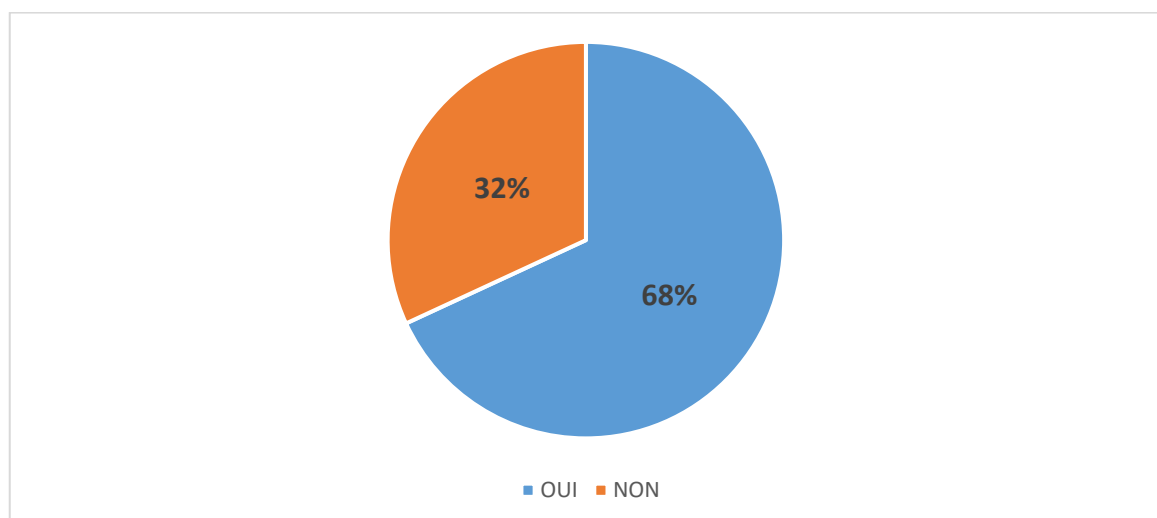
**Figure 12: Taux de PDI ayant pu scolariser leurs enfants**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

On remarque que sur 47 PDI qui étaient des étudiants, 32% (n=15, soit 6 femmes et 9 hommes) ont pu continuer leurs études depuis leur arrivée tandis que 68% (n=32, soit 21 femmes et 11 hommes) ont dû arrêter faute de moyens financiers, pour trouver un job afin de subvenir à leurs besoins quotidiens.

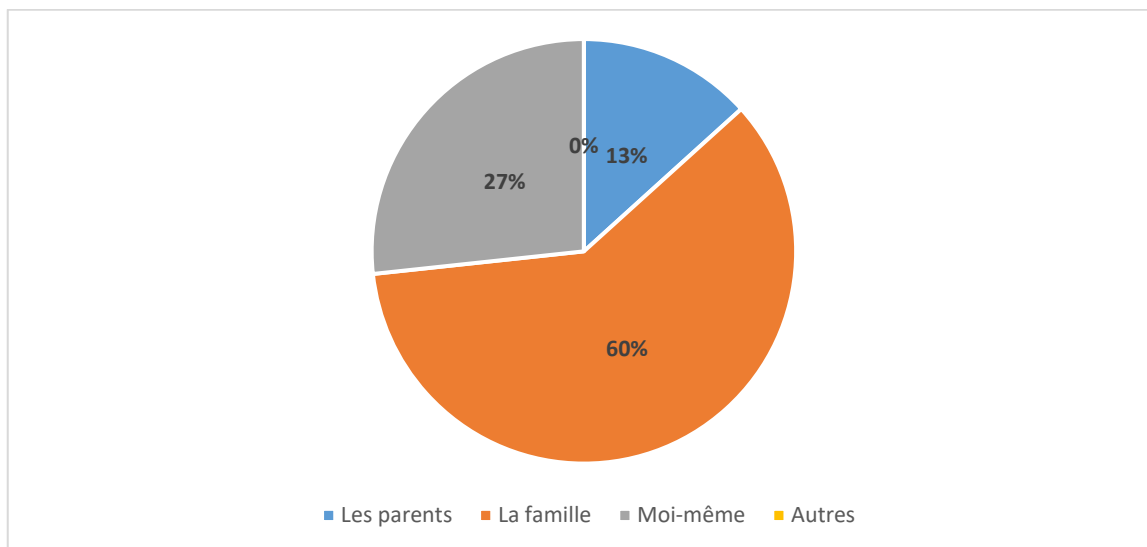
**Figure 13: Taux de PDI étudiantes ayant pu continuer leurs études**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

À ce niveau encore, 60% d'entre ces étudiants se voient leurs études financées par leur famille, 27% financent leurs études eux-mêmes à l'aide de petits jobs, et 13% sont financés par leurs parents.

**Figure 14: Répartition des pourvoyeurs financiers d'études supérieures**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

### II-2-3- Santé

Selon la constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la santé est définie comme un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité<sup>208</sup>. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont confrontées à toutes sortes de risques pour leur santé et leur bien-être. A cet effet, les conditions liées à ce déplacement forcé peuvent avoir « *une incidence profonde sur la santé et le bien-être des individus* »<sup>209</sup>.

*Le conflit, le déplacement et d'autres violations des droits de l'homme, combiné à l'absence d'accès à un hébergement adéquat, un système d'assainissement satisfaisant, de la nourriture saine et de l'eau salubre, peuvent porter gravement préjudice à la capacité des personnes de prévenir les risques liés à la santé et d'y faire face dans leur environnement*<sup>210</sup>.

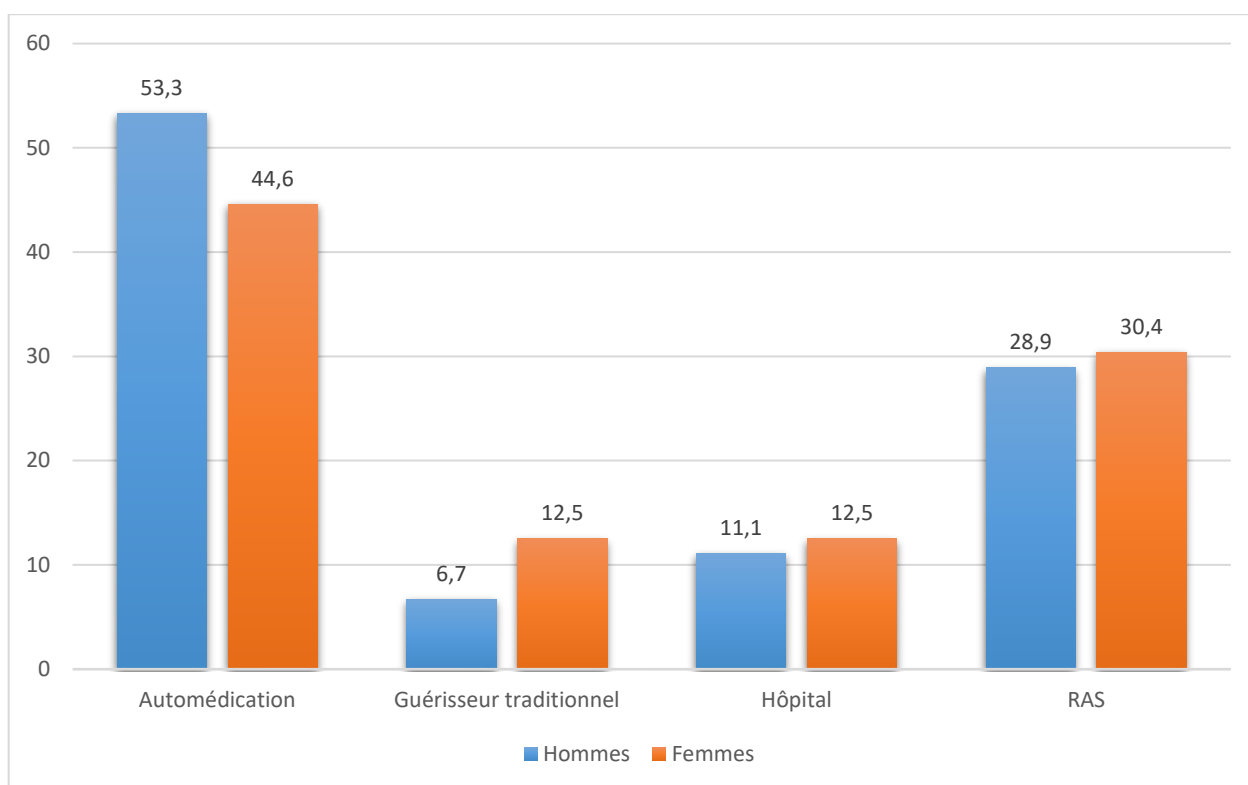
L'accès au soin de santé dans la situation des PDI n'est donc pas chose facile. Ce qui rend les personnes déplacées vulnérables à des maladies telles que le VIH, la Covid-19, le paludisme, ou la typhoïde.

<sup>208</sup> <https://www.who.int/fr/about/governance/constitution>

<sup>209</sup> Groupe de travail sectoriel sur la protection, *Manuel pour la protection des déplacés internes*, p.285

<sup>210</sup> *Ibid.*

**Figure 15: Répartition des recours thérapeutiques empruntés par les PDI**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

Ainsi 69,3% des PDI interrogées ont affirmé avoir déjà été malade depuis leur arrivée. Sur ce, 69% (soit n=49, soit 24 hommes et 25 femmes) d'entre eux ont principalement eu recours à l'automédication justifiant cela dans la majorité des cas par le fait qu'ils n'ont pas assez de moyens financiers. 16,9% (soit n=12, soit 5 hommes et 7 femmes) ont pu se soigner dans des hôpitaux tandis que 14,1% (soit n=10, soit 3 hommes et 7 femmes) ont fait appel à un guérisseur traditionnel, soit pour des raisons de ressources financières insuffisantes, soit pour des raisons de croyance en l'efficacité de traitement traditionnel. D'après nos résultats leur faible accès aux soins de santé a donc pour principale cause l'insuffisance des ressources financières qui s'explique par le fait que la majeure partie d'entre eux ne dispose pas d'activités génératrices de revenus<sup>211</sup>. Après avoir obtenu une réponse quant au recours thérapeutique emprunté par les PDI ayant déjà été malade, nous leur avons demandé la raison pour laquelle elles avaient choisi ce recours. Alors, ceux ayant eu recours à « l'automédication » justifiaient l'usage de ce recours en répondant : « *parce que je n'ai pas assez d'argent* », « *parce que ce n'est pas cher* », « *je n'ai pas d'argent* », « *parce que*

<sup>211</sup> Croix-Rouge Camerounaise, *Rapport d'évaluation multi sectorielle des besoins des populations déplacées et populations hôtes dans les régions de l'Ouest et du Littoral affectées par la crise en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun*, 2019, p.13



*aller à l'hôpital m'aurait coûté énormément d'argent et je n'avais pas réellement de source de revenus quand je suis arrivée » ou encore « l'hôpital est très cher pour moi ».*

*L'afflux massif des PDI a contribué à mettre davantage la pression sur l'ensemble des formations sanitaires situées dans la zone étudiée. Il faut rappeler que ces formations sanitaires comme celles existantes sur l'ensemble du territoire camerounais sont marquées par des problèmes structurels à l'instar de : l'insuffisance en qualité et en quantité des ressources humaines, la rupture régulière en médicaments essentiels et la faiblesse du plateau technique. Alors même que dans les localités couvertes par l'étude, de nombreux cas de maladies ont été mentionnées par nos différents informateurs à l'instar du : paludisme, maladies diarrhéiques, infections respiratoires, typhoïde, etc<sup>212</sup>.*

### **II-3- Stigmatisation des PDI : ces « anglofoufou »**

Le terme « anglofoufou » ici employé est issu du jargon populaire camerounais. Il sert à distinguer ou à désigner les camerounais ressortissants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et qui cependant, présentent des spécificités les distinguant les uns des autres notamment, leur manière de faire, de penser, de sentir et d'agir qui, quelques fois peuvent paraître extraordinaires ou hors du commun. Il s'agit des individus qui socialement sont perçus comme étant bizarres et ayant des logiques « assez particulières ». Avec l'arrivée des PDI, qui est à l'origine d'une situation complexe autour des structures sociales, cette appellation a davantage pris une connotation négative. Les mutations qu'elle a entraînées semblent perturber les résidents de longue date de la ville. Les divergences socio-culturelles qui existent entre les deux groupes sociaux étudiés ont donné naissance à des préjugés tribaux et aux stéréotypes vis-à-vis des PDI.

#### **II-3-1- Les déplacés internes à l'épreuve du multiculturalisme**

*Une culture est la configuration des comportements appris et de leurs résultats, dont les éléments composants sont partagés et transmis par les membres d'une société donnée.* <sup>213</sup>

Elle peut aussi être définie comme un mode de vie propre à une société donnée. L'unanimité dans le comportement et dans l'opinion constitue un modèle culturel (pattern of culture). Nous entendons ici par modèle de culture, « *une configuration particulière à chaque société, des traits culturels majeurs et du système de valeurs qui façonne les comportements individuels*<sup>214</sup> » ou plus simplement un « standard de comportements ». Pour Margaret MEAD

---

<sup>212</sup> *Idem*, p.14

<sup>213</sup> Ralph LINTON, *op. cit.*, p.59

<sup>214</sup> Yves ALPE et al, *op. cit.*, p.219-220

*Si deux individus, appartenant chacun à une civilisation différente, ne sont pas semblables (...) c'est avant tout, qu'ils ont été conditionnés de façon différente, particulièrement au cours de leurs premières années*<sup>215</sup>.

Ceci laisse entendre que ce sont les modèles culturels qui forgent la personnalité des individus, mieux encore, c'est la socialisation différentielle qui est à l'origine des divergences existant entre les groupes sociaux PDI et autochtones qui se rencontrent dans un même environnement social. C'est cette socialisation qui conduit à ce que différentes catégories d'individus acquièrent des normes, des valeurs et des comportements différents.

Le concept de multiculturalisme quant à lui, apparaît en 1965 au Canada, dans un rapport officiel préconisant une politique active de reconnaissance de la diversité culturelle pour remédier aux tensions entre francophones et anglophones. « *Il exprime tout d'abord un constat, celui de la coexistence au sein de nos sociétés de plusieurs cultures*<sup>216</sup> ». En réalité, les stéréotypes et les préjugés font partie de notre héritage culturel, car ils sont transmis par la culture au même titre que les normes, les valeurs, les habitudes etc. Tout au long de sa vie, l'individu fait l'apprentissage de normes et valeurs qui caractérisent et sous-tendent le groupe social auquel il appartient. Parallèlement, celles-ci influencent ses habitudes et comportements.

À ce propos, nous avons pu récolter quelques informations des autochtones affirmant par exemple :

*Mon véritable problème avec les anglophones c'est qu'ils ont toujours à gauche, et nous on ne peut jamais accepter ce qu'ils font. Même si c'est bien on va toujours voir qu'ils sont à gauche*<sup>217</sup>.

Les croyances partagées par ces derniers en ce qui concerne les traits de personnalité et les comportements des anglophones qui se sont déplacés pour Douala, les décrivent comme des « *personnes toujours à gauche*<sup>218</sup> » c'est-à-dire « *qu'ils ne voient pas les choses comme nous, ils sont différents. Tu leur dis peut-être que la poubelle ci est verte, eux ils vont te dire non*<sup>219</sup> ». Des termes sont très souvent prononcés à l'endroit des PDI pour exprimer insultes et mépris, notamment « *Yao boys*<sup>220</sup> », « *biafrais*<sup>221</sup> », « *anglofoufou* » ou encore « *ambazoniens*<sup>222</sup> » et certains souhaitent même qu'ils retournent chez eux : « *si ça ne dépendait que de moi, c'est que*

---

<sup>215</sup> *Ibid.*

<sup>216</sup> Jean ETIENNE et al, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Hatier, 2004, p.464-465

<sup>217</sup> M6, 43 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri à 15h30

<sup>218</sup> M31, 25 ans, propos recueillis le 13-06-2021, à Ndobò à 12h54

<sup>219</sup> M9, 20 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri à 15h57

<sup>220</sup> M15, 17 ans, propos recueillis le 09-06-2021, à Bonabéri à 14h38

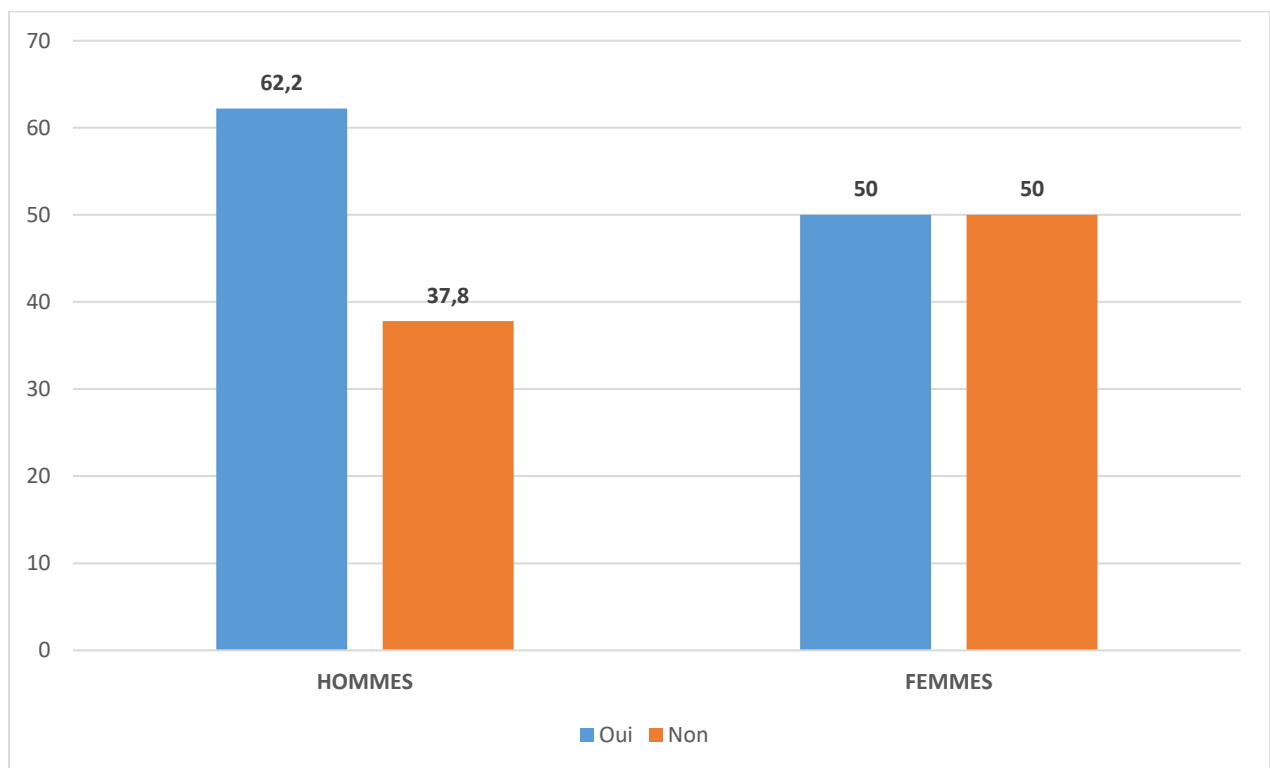
<sup>221</sup> M28, 42ans, propos recueillis le 13-06-2021, à Ndobò à 13h26

<sup>222</sup> M20, 21 ans, propos recueillis le 09-06-2021, à Bonabéri à 14h38

ces gens rentraient chez eux, (...) ce sont des gens qui, à cause de la guerre ne réfléchissent pas, ils sont comme des boucs<sup>223</sup>». Certains se plaignent plutôt des PDI les qualifiant de « tribalistes », c'est ce que ce membre de la communauté ayant requis l'anonymat a tenté de nous expliquer en disant :

*Quand tu as un problème avec un anglophone et surtout quand il sait que tu es bamiléké, il va toujours dire que « vous les bamiléké vous êtes comme ci comme ça ». C'est un constat que j'ai fait. C'est vrai que j'ai déjà eu des problèmes avec ces anglophones mais à chaque fois ont pu gérer. Mais j'ai déjà remarqué, même dans la rue qu'à chaque confrontation avec eux ils ont toujours des propos tribaux surtout envers les bamiléké<sup>224</sup>.*

**Figure 16: Répartition des PDI interrogées victimes de tribalisme**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

Sur 100% de PDI interrogées, 55% (n=56 soit 28 femmes et 28 hommes) affirment avoir été victimes de tribalisme contre 44,6% (n= 45 soit 28 femmes et 17 hommes). Cette mise à l'écart sociale des PDI s'est accompagnée d'un repli identitaire vers les logiques culturelles.

### **II-3-2- Les barrières linguistiques**

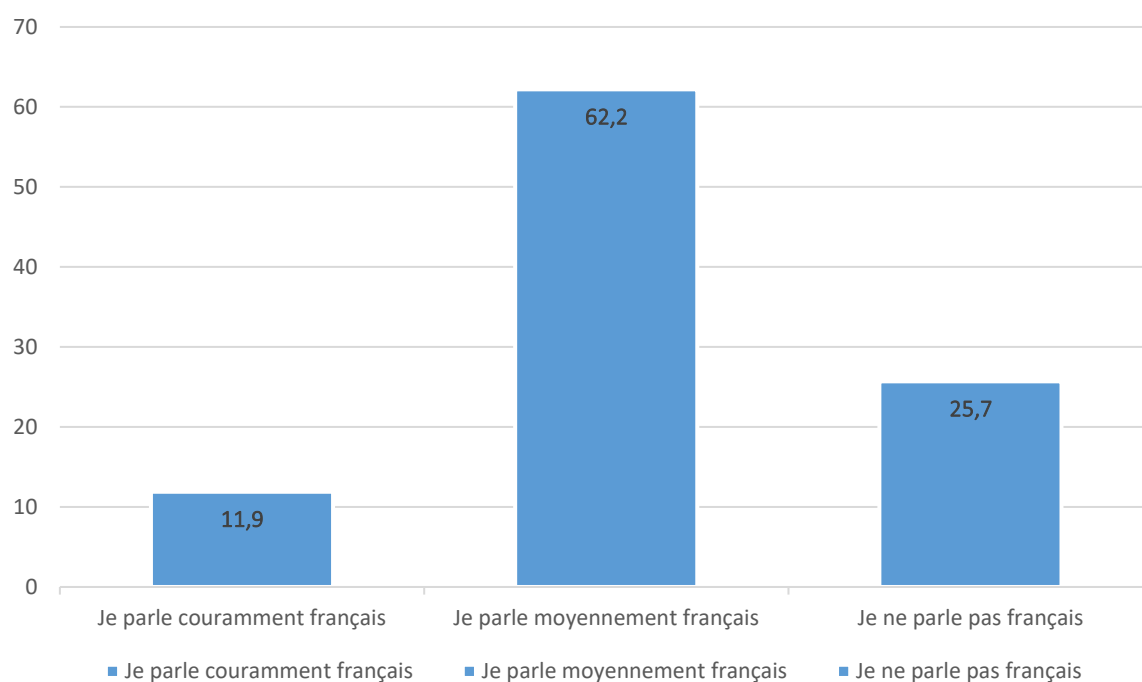
Le processus de développement physiologique et mental se déroule dans l'environnement physique et culturel. Par la socialisation, l'être biologique se complète d'un être socio-culturel. Cela

<sup>223</sup> M1, 49 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri à 14h30

<sup>224</sup> M18, 53 ans, propos recueillis le 09-06-2021, à Bonabéri à 15h02

signifie que l'individu acquiert progressivement un ensemble de codes qui lui permet de comprendre son environnement physique et culturel, d'échanger avec lui. Dans le problème de l'intégration des PDI dans la ville de Douala, l'un des premiers obstacles est la barrière linguistique existant entre les PDI anglophones et les membres de la communauté de Douala majoritairement francophones. Les résultats de notre enquête nous ont montré que parmi les PDI interrogées, sur 100%, seulement 12% parlent couramment français, tandis que 62% le font moyennement et 26% n'en parle pas un mot.

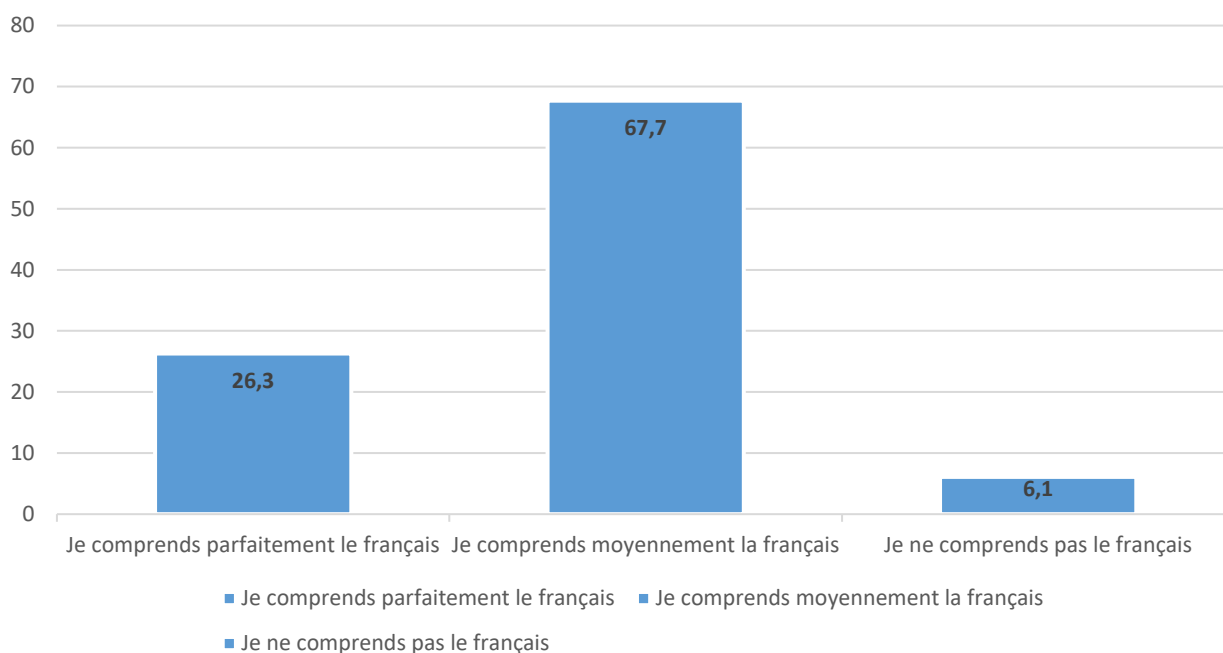
**Figure 17: Répartition des PDI interrogées parlant le français**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

Parallèlement, sur 100% de PDI interrogées, 26% comprennent parfaitement le français, contre 68% comprenant moyennement et 6% ne comprenant pas du tout.

**Figure 18: Répartition des PDI interrogées comprenant le français**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

L'utilisation de langues différentes constitue un obstacle majeur car elle empêche la bonne communication entre les deux groupes sociaux ici présents. Cette barrière linguistique n'est rien d'autre que le résultat d'une socialisation différentielle. Elle constitue un frein à l'intégration des PDI ne maîtrisant pas le français.

### **III- LA QUESTION DES DISPARITES SEXISTES DANS LE PROCESSUS D'INTEGRATION DES PDI**

Le sexe est une différenciation physiologique distinguant les « êtres males » des « êtres femelles ». C'est donc sur cette base spécifique que s'opère une construction sociale d'identité sexuelle. Autrement dit, chaque société construit ou modèle les identités et les rôles masculins et féminins en termes d'activités, de statuts, de responsabilités, de devoir ou même encore de droits. En sociologie, cette différenciation, au-delà de son aspect physiologique, est un sujet d'étude visant à expliquer l'asymétrie des rôles attribués aux hommes et femmes. Cependant, c'est la culture qui intervient dans l'élaboration des systèmes qui transforment cette différenciation entre sexes en inégalité de genre. Une analyse comparative des résultats des femmes et des hommes déplacés permet de mieux comprendre les enjeux du processus d'intégration sociale. Leur vécu, souvent différent selon le sexe, nous permet de comprendre que l'interaction avec la société d'accueil ne sera pas la même, ce qui aura un impact sur les résultats en termes d'intégration<sup>225</sup>.

<sup>225</sup> ODCE, *Trouver ses marques 2018 : les indicateurs de l'intégration des immigrés*, p.143

De plus, les femmes déplacées ont moins de chances d'être entrées au motif du travail<sup>226</sup>. En effet, elles quittent plus souvent que les hommes les zones de conflit pour trouver un refuge, ce qui renforce les inégalités entre les sexes sur les plans de l'emploi et de la situation sociale<sup>227</sup>.

### **III-1- Éducation**

L'éducation, la formation professionnelle et les autres activités d'apprentissage sont souvent perturbées pendant un déplacement provoqué par un conflit ou lié à une catastrophe. Les réseaux sociaux et les systèmes de soutien qui protègent normalement les individus, en particulier les enfants et les adolescents, peuvent s'effriter. Les déplacés internes se heurtent à de nombreux obstacles les empêchant d'avoir accès à une éducation dans de bonnes conditions surtout pour les filles. Les résultats de notre étude nous ont montré que, sur les 47 PDI interrogées nous affirmant être des élèves ou des étudiants, un taux de 32% avaient pu continuer leur étude (**tableau n°12**) depuis leur arrivée soit exactement 15 individus dont 9 hommes et seulement 6 femmes. Les 21 autres femmes ont dû mettre un terme à leurs études faute de moyens financiers pour se tourner vers les petits emplois du secteur informel afin de survivre. Un rapport du Human Rights Watch nous révèle le récit d'une déplacée :

*Sara était une lycéenne de 17 ans quand plusieurs combattants séparatistes ont occupé son école, l'obligeant à fuir sa ville natale dans la région du Nord-Ouest du Cameroun par crainte des attaques. (...). En chemin, elle a été arrêtée par des séparatistes armés. Ils lui ont pris les fournitures nécessaires à son éducation, ont déchiré ses manuels scolaires et ses cahiers, et l'ont avertie que le pire l'attendrait si on la retrouvait à nouveau en possession de ses fournitures scolaires. (...), elle ne pouvait pas payer ses frais de scolarité et a dû chercher un travail. Elle s'est mise à travailler dans une entreprise de production d'ananas. Deux ans plus tard, elle a abandonné son rêve de terminer l'école<sup>228</sup>.*

Nombreuses sont celles qui comme Sara, se sont lancées dans des petits jobs pour gagner leur vie juste après leur arrivée à Douala croyant que plus tard elles finiront par repartir à l'école mais n'y parviennent plus.

### **III-2-Emploi et participation au marché du travail**

L'approche du genre, suppose de considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux<sup>229</sup>. Il s'agit de composantes fondamentales qui influent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des politiques, des programmes et des projets des organismes

---

<sup>226</sup> *Ibid.*

<sup>227</sup> *Ibid.*

<sup>228</sup> Human Rights Watch, « Ils détruisent notre avenir » *Attaques des séparatistes armés contre des élèves, des enseignants et des écoles dans les régions anglophones du Cameroun*, décembre 2021, p.01

<sup>229</sup> [www.fao.org](http://www.fao.org)

internationaux et nationaux. Le genre est intimement lié à tous les aspects de la vie économique et sociale, quotidienne et privée des individus et à ceux de la société qui a assigné à chacun (hommes et femmes) des rôles spécifiques. Il est donc une construction sociale<sup>230</sup> qui renvoie à la société et à la culture. L'analyse genre permet de repérer les disparités et les stéréotypes, d'identifier les inégalités entre les sexes et de chercher les causes et les facteurs qui les produisent où les modifient.

Les fonctions assumées par les femmes et les hommes ainsi que les besoins spécifiques qui en découlent sont des aspects relevant du concept de genre. Dans toutes les sociétés, les hommes et les femmes ont des activités distinctes et ils assument des responsabilités différentes au sein du ménage. Pour les femmes, production et reproduction sont deux domaines étroitement imbriqués. Une grande partie de leur travail n'est pas rétribué même s'il est productif. Les femmes déplacées sont particulièrement vulnérables à la dépendance économique et à l'exploitation, en raison à la fois de leur rôle traditionnel consistant à élever les enfants et à entretenir le foyer et, en règle générale, de leur manque d'accès à l'éducation par rapport aux hommes.

Notre étude nous a montré que les femmes sont, pour la plupart, facilement enclins à trouver un travail dans le secteur informel. En plus de l'a priori sexiste, les femmes sont également obligées de concilier leur rôle de femme au foyer avec celui d'agent économique productif. En résumé, les possibilités et le champ du travail sont plus limités pour les femmes que pour les hommes, auxquels s'ajoute une rémunération inférieure à fonction égale. Le tableau ci-après nous illustre cela de manière claire.

---

<sup>230</sup> Yves PoussieurALPE et al, *op. cit.*, p.133

**Tableau 3: Présentation des métiers exercés par les PDI en fonction des sexes**

Métiers	Hommes	Femmes	Total
Babysitting	0	3	3
Blanchisserie	1	0	1
Commerce	2	4	6
Caissier	0	1	1
Call box	2	2	4
Coiffure	3	7	10
Couture	1	3	4
Directeur commercial	1	0	1
Électrotechnique	3	0	3
Enseignant	2	1	3
Gardien	4	0	4
Mécanicien	2	0	2
Ménagère	0	5	5
Menuisier	1	0	1
Moto taxi	3	0	3
Sans emploi	6	5	11
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>31</b>	<b>71</b>

**Source :** Enquête de terrain (Août 2021), auteure.

### III-3- Violences basées sur le genre (VBG)

Selon le Comité de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations Envers les Femmes (CEDEF) et conformément à la Résolution 48/104 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la « violence basée sur le genre (VBG) » est *une violence qui s'exerce sur une femme ou sur un homme tout simplement parce qu'elle est une femme ou parce qu'il est un homme*<sup>231</sup>. Elle s'adresse donc à une personne sur la base de son genre ou de son sexe et inclut les actes qui infligent un préjudice ou une souffrance physiques, mental ou sexuel, la menace de tels actes, la coercition et autres privations de liberté que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. Les statistiques sur les femmes et les violences basées sur le genre au Cameroun sont inquiétantes. Au Cameroun 43,2% des femmes en union sont confrontées aux violences conjugales. Ce sont 39,8% et 14,5% d'entre elles qui sont respectivement confrontées aux

<sup>231</sup>MINPROFF, *Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre*, 2017



violences émotionnelles et sexuelles. À l'échelle nationale, 20,1% des femmes auraient été forcées lors de leur premier rapport sexuel<sup>232</sup>. En tout, 56,4% des femmes en union ont été confrontées à au moins l'une de ces formes de violences<sup>233</sup>. Les violences basées sur le genre sont en augmentation depuis le début de la crise dite anglophone : une consultation menée dans le sud-ouest<sup>234</sup> montre que 85% des répondants pensent que femmes et filles font face aux violences, qu'il s'agisse de viol, d'abus sexuels, de violence conjugale, de déni de ressources ou d'opportunité, de violence psychologique, de violence physique ou de mariage précoce. Les jeunes femmes du groupe d'âge 15-35 ans seraient les plus à risque. Dans la région de l'extrême nord, de février 2018 à juin 2019, 97% de cas de VBG sont déclarés par les femmes, dont environ 12% de cas sont des violences sexuelles. Dans 84 % des cas, l'auteur des violences est le partenaire intime.

Dans le secteur universitaire, certains enseignants hommes soumettent des étudiantes à un chantage sexuel avec en prime des possibilités qu'elles ne soient pas bloquées dans leur cursus académique. Cette situation d'insécurité pour la jeune fille en générale et pour les étudiantes aboutit souvent à un abandon de celles-ci de leur cursus dans le supérieur et par ricochet d'un découragement total de son engagement. Depuis quelques décennies, les agences du système des Nations Unies accompagnent le Cameroun dans ses efforts visant à garantir l'efficacité socioéconomique de sa politique de développement. A cet effet, le Cameroun a ratifié et adopté des dispositions internationales en la matière. Il en intègre, du reste progressivement, les orientations dans la législation nationale<sup>235</sup>. Six principaux types de VBG ont été identifiés par le système des Nations Unies dans le but de

*Réduire au minimum la subjectivité en matière de clarification et d'assurer une communication efficace relative à la VBG indépendamment du lieu de l'incident et de la personne qui consigne la déclaration des faits : abus sexuel ; agression sexuelle ; agression physique ; mariage forcé ; déni de ressources, d'opportunités ou de services ; et violences psychologiques / émotionnelles<sup>236</sup>.*

Dans le cadre de cette enquête, nous nous sommes appesantis sur les abus sexuels et les agressions physiques. Il ressort, à la lumière de cette enquête de terrain que 47% des PDI interrogés ont signalé avoir déjà été victime d'agression physique au moins une fois depuis leur arrivée à Douala soit au total 26 femmes (46.4% de femmes) et 21 hommes (46.7% d'hommes) (**figure**

<sup>232</sup>MINPROFF, *Annuaire Statistique du ministère de la promotion de la femme et de la famille du Cameroun*, 2015, p.55.

<sup>233</sup>CARE & PLAN INTERNATIONAL, *Rapid Gender Analysis, South West and North West Cameroon*, avril-mai 2019.

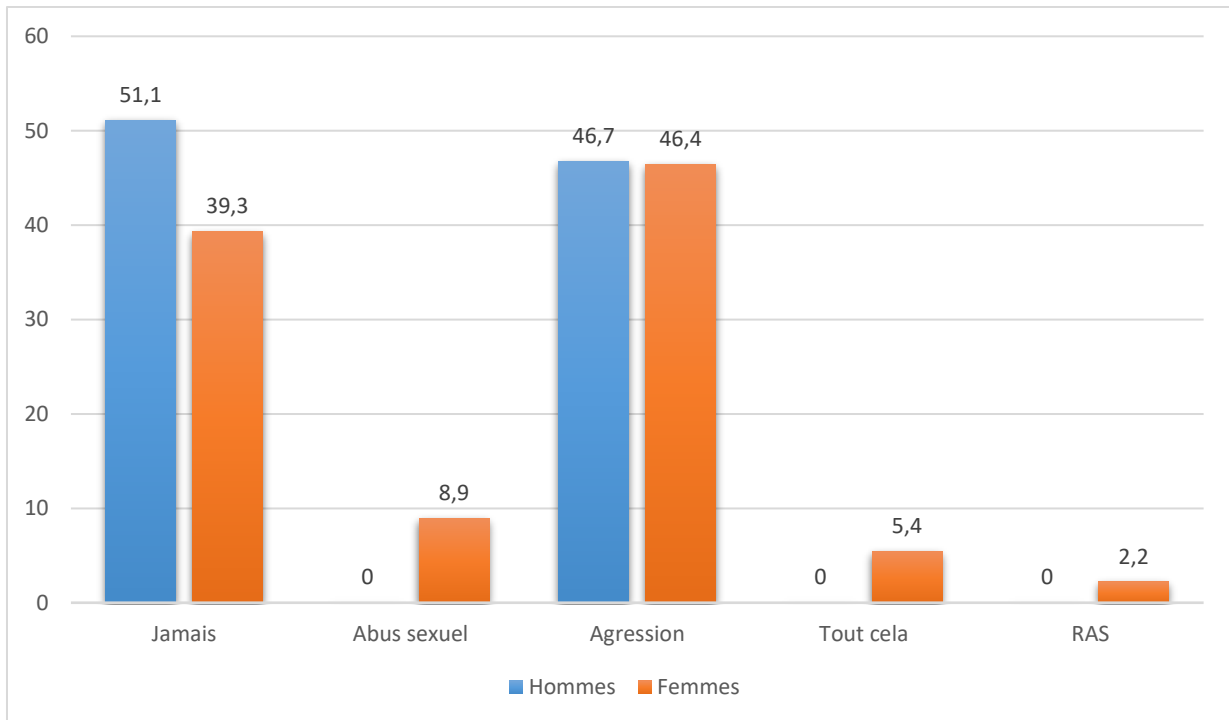
<sup>234</sup>IRC, *Cameroon Country Program Women's Protection and Empowerment (WPE) – GBV Rapid assessment – Key findings*, January 2019.

<sup>235</sup> *Ibid.*

<sup>236</sup> *Ibid.*

**n°19).** Ce qui nous laisse comprendre que les femmes sont le plus exposé aux formes d'agressions physiques. En effet, l'agression physique est la forme la plus évidente des VBG dans les communautés camerounaises. Elle s'illustre par des actes assez communs et souvent banals, mais aux conséquences désastreuses.

**Figure 19: Taux d'agression physique et d'abus sexuel**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure**

Par ailleurs, on remarque également que les femmes sont en majorité victimes d'abus sexuels. On note ici 5 cas d'abus sexuel (soit 8.9% (**figure n°19**)) chez les femmes contre 0 chez les hommes. Et 3 cas ayant été victimes d'agression physique (5.4%) et d'abus sexuel toujours chez les femmes, contre zéro cas chez les hommes.

Pour finir, l'on retient que les difficultés rencontrées par les PDI sont de divers ordres ce qui rend de plus en plus leur insertion complexes. Un autre fait significatif est celui selon lequel les femmes ont plus de chance d'être intégrées que les hommes du fait de leur nature de jeunes filles, par exemple elles peuvent se faire de nouvelles rencontres qu'elles peuvent capitaliser dans le cadre de leur processus d'intégration. D'autres encore mariées peuvent à cause des difficiles conditions de vie deviennent vulnérables sexuellement. Ce qui pourrait aboutir à la fracture des unions jadis légales au profit des nouvelles rencontres lesquelles peuvent également influencer sur leur processus d'intégration par rapport aux hommes. Par ailleurs, les disparités d'accès aux ressources entre hommes et femmes ont un effet direct sur les potentialités d'autonomie économique assurant aux femmes et aux personnes qui en dépendent une meilleure qualité de vie.

La société camerounaise développe une conscience de plus en plus accrue des violences à l'égard des femmes. Cette conscience n'en diminue pas pour autant l'incidence surtout dans le cas particulier des femmes déplacées. Le désir d'autonomisation des femmes affronte, au quotidien la volonté de domination des hommes.

## **CHAPITRE IV :**

### **STRATEGIES DE RESILIENCE ET REPRESENTATIONS SOCIALES DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA**

#### **STRATEGIES DE RESILIENCE ET REPRESENTATIONS SOCIALES DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA**

La résilience est un processus multifactoriel issu de l'interaction entre l'individu et son environnement, comprenant des variables internes au sujet (structure psychique, personnalité, mécanismes défensifs...) et des variables externes (caractéristiques de l'environnement socioaffectif)<sup>237</sup>. Avec la crise anglophone actuelle, les individus ayant abandonnés leurs biens, maisons, et activités pour trouver l'asile dans la ville de Douala, se retrouvent aujourd'hui appauvris, dépourvus de leurs biens personnels, leurs terres, de leurs moyens de subsistance ainsi que de l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Le nombre de ceux qui fuient en zones urbaines ne cesse d'augmenter, aggravant par la même occasion les problèmes de pauvreté urbaine et d'exclusion. Face aux difficultés d'insertion sociale que rencontrent les PDI, comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent, ces derniers ont élaboré des stratégies de survie ou encore, des mécanismes de résilience à plusieurs niveaux pour être en mesure de s'adapter dans leur nouvel environnement social.

#### **I- INSTANCES D'INTEGRATION**

Les instances d'intégration sont des « lieux » où se nouent des liens sociaux permettant la socialisation des individus et leur intégration sociale. Autrement dit, ce sont des institutions ou groupes qui transmettent la culture d'une société, ses normes et valeurs. Il s'agit ici non pas d'expliquer comment elles construisent l'individu, mais davantage comment cette construction produit de la solidarité entre les individus d'une même société. Nous chercherons donc à comprendre par quels mécanismes sociaux les PDI prennent place dans la société dans laquelle ils vivent. Il existe une multitude d'instances d'intégration, cependant nous allons nous concentrer sur les principales suivantes : la famille, les déplacés de longue date en cours « d'autochtonisation » et enfin les églises.

#### **I-1- Famille**

---

<sup>237</sup> [www.cairn.info.fr](http://www.cairn.info.fr)

D'après Alain COLLOMP, la famille renvoie au ménage c'est-à-dire, le groupe familial de résidence<sup>238</sup>. Et c'est ce qu'Henri MENDRAS qualifie d'ailleurs de groupe domestique c'est-à-dire un ensemble de personnes unies par les liens de sang, nourries aux mêmes pots et aux mêmes vins<sup>239</sup>. Parlant des PDI, la famille constitue un cadre propice à leur accueil, car comme le dit Ferdinand TONNIES<sup>240</sup>, l'homme ordinaire se sent plus en sécurité lorsqu'il est entouré de sa famille et de ses proches. La famille peut donc être considérée comme un lieu d'entraide et de solidarité contribuant à la cohésion sociale.

Les liens familiaux et les liens avec des personnes de même origine sont des éléments essentiels pour l'intégration sociale<sup>241</sup>. Ces relations permettent de trouver des repères dans le nouvel environnement social. 29,7% (n=30) (sur 99% de PDI ayant répondu à cette question) ont révélé avoir de la famille à Douala et avoir tous reçu de l'aide de leur famille (**figure n°20**). La famille a un lien fondamental dans l'intégration car elle constitue un réseau de solidarité. Il est évident que la famille implique un ensemble d'obligations et de droits réciproques permanents entre ses membres, tant sur le plan légal que sur le plan affectif. La famille serait en réalité un lieu, un espace de partage où la solidarité prend une dimension concrète. Les liens sociaux sont également importants parce que les employeurs favorisent les personnes qu'ils perçoivent comme étant plus familières<sup>242</sup>. Les personnes qui leur sont recommandées le sont habituellement du fait de leurs liens familiaux, de leur provenance géographique ou de leur appartenance ethnique.

### **Figure 20: Taux de PDI ayant reçu de l'aide de leur famille**

---

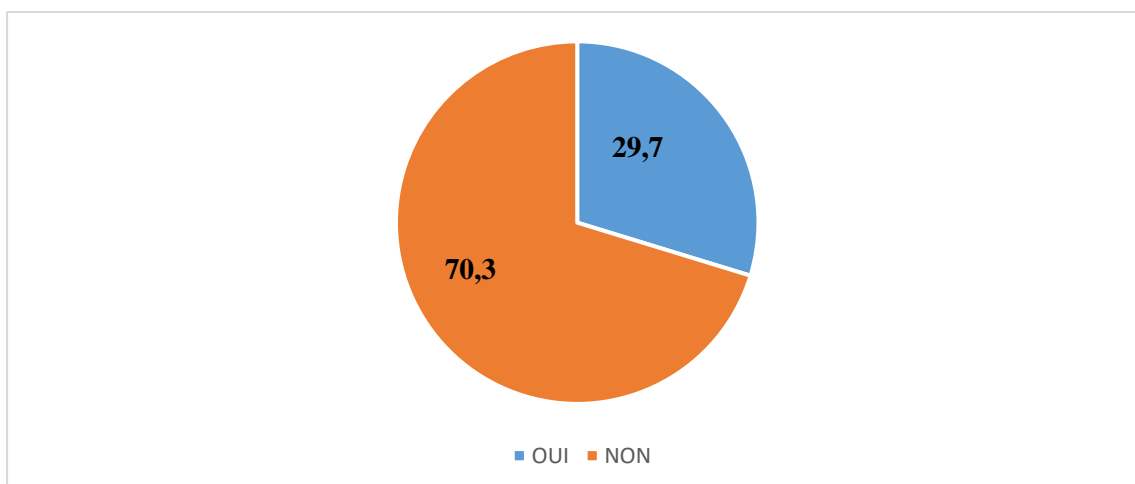
<sup>238</sup> Alain COLLOMP, *Les formes de la famille. Approche historique*, in François SINGLY, *La famille et l'Etat des savoirs*, Paris, LaDécouverte, 1992.

<sup>239</sup> Henris MENDRAS, *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris, Armand Colin, 1976

<sup>240</sup> Ferdinand TONNIES, *Communauté et société*, Paris, PUF, 1887

<sup>241</sup> Carolien Jacobs et Antea Paviotti, *L'intégration sociale des personnes déplacées dans les zones urbaines*, 2017, p.04

<sup>242</sup> Carolien Jacobs et Antea Paviotti, *Note d'orientation #2 Le droit au travail dans un contexte de déplacement urbain*, 2017, p.05,



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure**

### **I-2- Les déplacés de longue date en cours « d'autochtonisation »**

Les déplacés de longue date en cours « d'autochtonisation » renvoient ici aux personnes ayant quittés les régions du NOSO avant la crise, ou au début de la crise et ayant réussi leur processus d'intégration. Au cours de notre enquête, nous avons remarqué qu'une autre façon de s'intégrer à la vie sociale à Douala était de recourir à l'aide d'autres PDI déjà intégrées. Dans ces groupes de solidarité autorégulés, les membres appartiennent au même groupe ethnique ou proviennent du même territoire. Ils se rencontrent de temps à autre et échangent, entre autres, des informations sur les possibilités d'emploi<sup>243</sup>.

Ceci peut en effet, représenter un point d'entrée important pour établir des liens en ville avec des personnes, non seulement d'origine commune, mais ayant aussi traversées les mêmes situations que les nouveaux arrivants. Dans une ville où l'appartenance culturelle est très souvent un atout pour l'accès à un emploi décent, au logement ou à d'autres opportunités, les relations avec les PDI déjà intégrées peuvent être cruciales. Outre le fait d'être lié à son patrimoine ou de recevoir des informations sur la situation dans la communauté d'origine, les opportunités de travail constituent l'une des raisons principales de rapprochement. De ce fait, ces groupes facilitent l'intégration sociale. En même temps, ces associations renforcent et perpétuent la dynamique ethnique des populations du NOSO installées à Douala.

### **I-3- Les églises**

Les églises sont une autre source d'intégration sociale. Certaines personnes cherchent automatiquement à rejoindre la même église que dans leur communauté d'origine. « *Des études ont déjà montré l'inscription de ces groupes à l'intérieur de réseau de soutien informels, visant à*

<sup>243</sup> Carolien Jacobs et Antea Paviotti, *op. Cit.* 2017.

*favoriser l'accueil et l'établissement des personnes immigrantes* <sup>244</sup> ». Les communautés religieuses représentent très souvent pour les nouveaux arrivants de cette tradition religieuse « *une source d'informations, de conseils et d'assistance* <sup>245</sup> ». Elle constitue d'ailleurs souvent « *le premier réseau de sociabilité qui permet de réconforter ceux-ci par rapport à l'expression de leurs croyances et de leur identité, au-delà des vicissitudes de l'expérience migratoire* <sup>246</sup> ». Mais comme les églises ont généralement un caractère plus inclusif que de nombreux autres réseaux de soutien, il arrive souvent que les PDI fréquentent une autre église à Douala que celle de leur communauté d'origine. Les Églises sont des institutions relativement neutres et accessibles à tous. Elles fournissent parfois un soutien matériel limité (mais significatif) aux nouveaux arrivants, ou elles favorisent l'accès à d'autres services comme les écoles.

*I've found a Christian church here in Bonaberi, which resemble to that church where my family and I used to go when we were living in Bamenda. It's a Christian Anglophone church. I thank God for my brethren and our pastor, for the financial support they gave me for the school fees of my child. (Entretien du 16/08/2021).*

Elles jouent un rôle encore plus important en apportant un soutien moral et un réconfort qui peuvent aider les arrivants à s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie. Les Églises ont très souvent leurs propres commissions pour la justice et la paix qui peuvent apporter leur aide en cas de litiges ou d'injustice. De plus, elles donnent un sentiment d'appartenance au nouveau lieu de résidence, ce qui a pour effet de faciliter l'intégration sociale. Grâce à de nouveaux contacts en dehors de l'entourage familial et de la communauté d'origine, les déplacés peuvent avoir accès à de nouvelles possibilités de subsistance.

## **II- STRATEGIES DE SURVIE**

Pour faciliter leur réintégration sociale dans ce nouvel environnement, les PDI réinventent des activités de survie leur permettant de s'adapter à leurs conditions de vie. Les résultats de notre enquête de terrain nous ont permis de déceler cinq principales stratégies de résiliences élaborées par les PDI à Douala.

### **II-1- Emploi et réseau relationnel**

Un emploi peut être perçu comme un moyen de mieux s'intégrer, car en plus d'assurer le gain de ressources financières et une stabilité financière, les interactions sur le lieu de travail permettent de se créer de nouveaux contacts. À Douala, comme dans beaucoup d'autres endroits, les emplois

---

<sup>244</sup> Gélinas, C. & Vatz-Laaroussi, M. *Les lieux de culte comme espaces d'intégration pour les nouveaux arrivants : l'exemple de Sherbrooke. Diversité urbaine*, 2012, vol. 12, no 2. P.42 <https://doi.org/10.7202/1022849ar>

<sup>245</sup> *Ibid.*

<sup>246</sup> *Ibid.*

se trouvent principalement par des voies informelles. Les recommandations des « intermédiaires » sont essentielles. Logiquement, ceux qui ont beaucoup de connaissances ont plus de chances de trouver un emploi, parce qu'ils ont plus de chances d'être recommandés. Se faire de nouvelles connaissances est un exercice quotidien auquel la population doit s'adonner pour assurer son avenir<sup>247</sup>. Le capital social représente un atout important dans lequel il est fondamental d'investir. En tant que nouveaux arrivants dans la ville, les PDI sont clairement désavantagées, car elles commencent leur nouvelle vie avec plus que quelques amis ou membres de leur famille<sup>248</sup>. Avec des réseaux sociaux limités, les PDI sont obligées d'accepter des emplois précaires et peu rémunérés (gardien de nuit, baby-sitter, Callbox, vendeur à la sauvette, pousseur) qui n'offrent pas une sécurité suffisante et qui sont souvent considérés comme inférieurs, tant par les déplacés que par les résidents de longue date. En tant que tel, le simple fait de travailler crée un clivage entre les différents groupes de la société, les perceptions mutuelles existantes et l'estime de soi des déplacés<sup>249</sup>. Pour éviter ces problèmes, l'aide serait particulièrement nécessaire dans les premiers stades du déplacement alors que les réseaux sociaux ne sont pas encore solides<sup>250</sup>.

*Des réseaux sociaux solides permettent de responsabiliser et d'autonomiser les PDI qui sont alors mieux à même de gagner leur vie sans soutien extérieur à long terme. En effet, de tels réseaux sont souvent basés sur des affiliations avec des personnes provenant des mêmes communautés. Cela peut sembler paradoxal à première vue : avoir une relation avec des personnes qui sont liées à votre lieu d'origine pour pouvoir mieux s'intégrer dans votre lieu de refuge. C'est pourtant la stratégie la plus couramment employée<sup>251</sup>.*

Il ne faut donc pas sous-estimer son pouvoir. Cela soulève toutefois la question de considérer l'opportunité d'accorder une attention particulière aux personnes appartenant à des groupes minoritaires qui ne peuvent pas communiquer aussi facilement avec les groupes qui ont plus d'influence. Les liens familiaux constituent le facteur le plus important. Pour beaucoup, lorsqu'un membre de la famille dirige sa propre entreprise, l'accès à l'emploi est garanti. Il y a une forte attente voire une obligation morale d'embaucher des membres de sa famille dans son entreprise, ce qui met les PDI dans une position vulnérable. Les résidents de longue date ont plus de temps et d'occasions d'accumuler du capital dans la ville et d'investir dans une entreprise que les nouveaux arrivants. Les personnes déplacées, en comparaison, ont moins de membres de leur famille en mesure de les embaucher. D'autres facteurs importants sont l'origine ethnique et la provenance.

---

<sup>247</sup> Carolien Jacobs et Antea Paviotti, *op. Cit.* 2017.

<sup>248</sup> *Ibid.*

<sup>249</sup> *Ibid.*

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> *Ibid.*



Lorsqu'un employeur n'a pas de référence sur un employé potentiel, il se fie généralement à des personnes ayant la même appartenance ethnique ou la même origine que lui<sup>252</sup>. Pour certains territoires, appartenance ethnique et origine géographique vont de pair, mais ce n'est pas toujours le cas<sup>253</sup>.

## II-2- Prestations à domicile

Afin d'assurer leur sécurité financière, nombreuses sont les PDI offrent des prestations à domicile. Par prestations à domicile nous entendons ici parler de travaux dans les domiciles de leurs employeurs notamment le baby-sitting, être ménagère, gardien ou encore blanchisseur. Ces prestations à domicile sont un recours de plusieurs femmes surtout célibataires, car étant plus vulnérables, elles proposent leurs services en échange de logement et sécurité alimentaire.

*De temps en temps, elles sont toujours en train de sonner chez moi pour me dire : « maman on cherche un petit boulot, on cherche ci ou ça à faire, il y'a la guerre là-bas dans notre zone, on n'arrive plus à manger. (Entretien du 07/06/2021)*

## II-3- Petit commerce

Les résultats de notre enquête nous ont montré qu'un grand nombre de PDI avaient mis sur pied des services de petit commerce pour s'adapter à la vie à Douala. Nous avons pu regrouper dans le cadre de notre étude 4 catégories, à savoir : la vente, la restauration collective, transport, services rendus aux particuliers.

- La vente : nous entendons par vente l'échange des biens contre de l'argent. Dans cette catégorie nous avons les Buyam-Sellam, les commerçants (**C**), les vendeurs ambulants (**D**), business man, le call box (**B**), les gérants de points Mobile Money (**A**) (**photo n°1**)

---

<sup>252</sup> Carolien Jacobs et Antea Paviotti, *op. Cit.* 2017.

<sup>253</sup> *Ibid.*

**Photo 1: Illustration du petit commerce de la catégorie vente**



**Source :** Enquête de terrain (Août 2021), auteure

- La restauration collective : elle se distingue par son caractère social qui vise à produire un repas aux convives d'une collectivité déterminée<sup>254</sup>. Ici nous avons les vendeurs de nourriture, les braiseuses de poissons.

<sup>254</sup> [www.restaurationcollectivena.fr](http://www.restaurationcollectivena.fr)

**Photo 2: Illustration de restauration collective**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure**

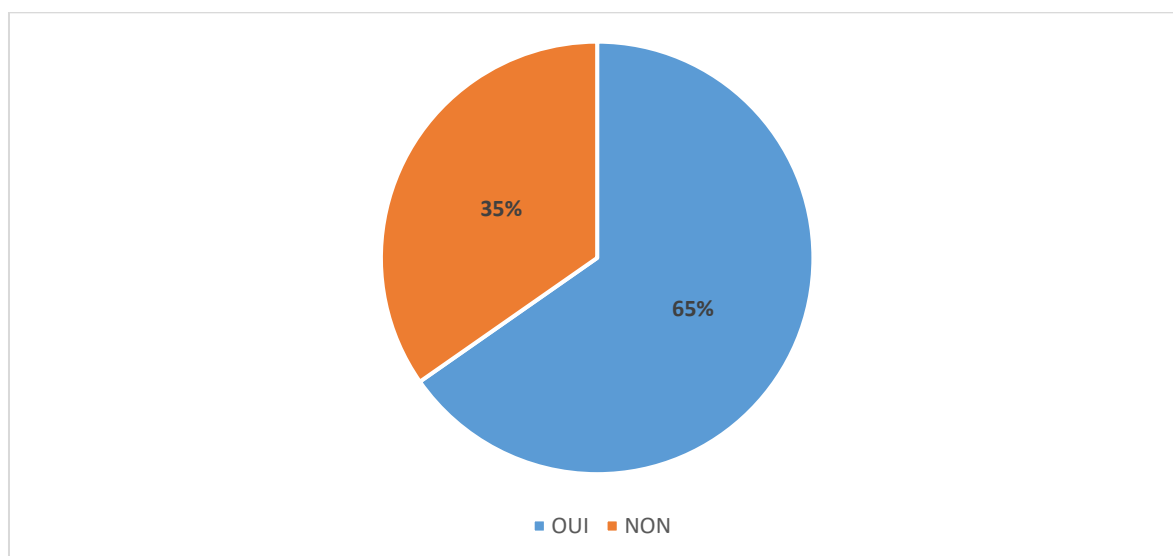
- Le transport : ici nous avons les chauffeurs de taxi, les moto-taximan
- Les services rendus aux particuliers : ceux-ci se caractérisent par la mise à disposition d'une prestation technique principalement à destination des particuliers<sup>255</sup>. Cette catégorie comprend les couturiers, les électrotechniciens.

Sur 95 PDI ayant fourni une réponse à cette question, 65% (n= 62 soit 37 femmes et 25 hommes) ont admis avoir développé leur propre activité commerciale.

---

<sup>255</sup> <https://www.insee.fr/>

**Figure 21: Pourcentage ayant développé leur propre activité de commerce**



**Source :** Enquête de terrain (Août 2021), auteure.

#### **II-4- Employabilité par les PDI**

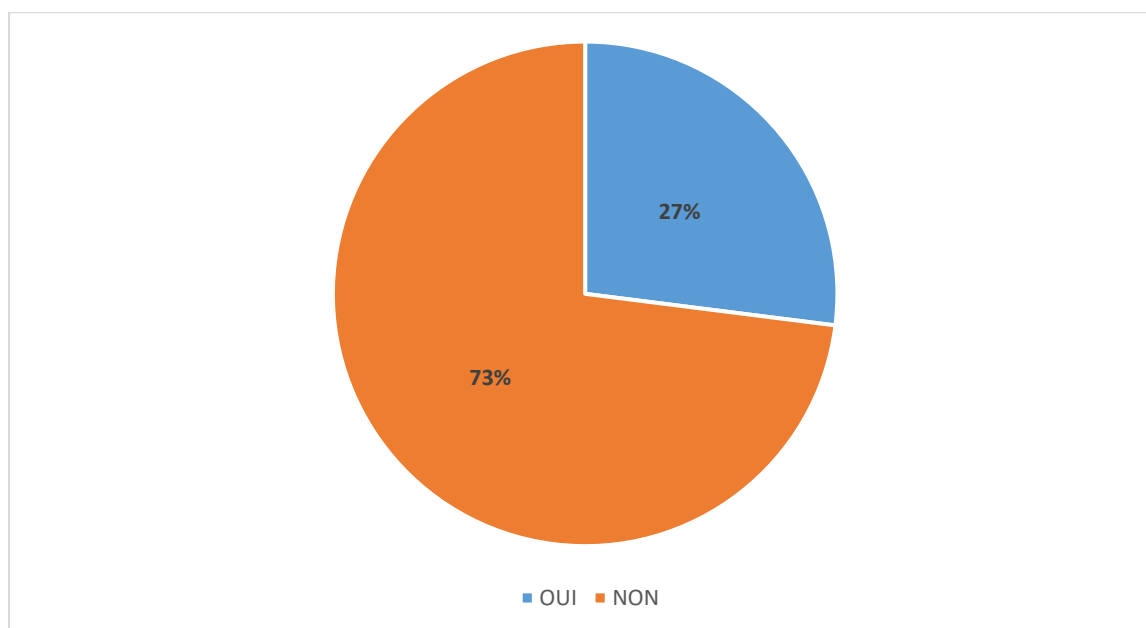
Des réseaux sociaux solides permettent de responsabiliser et d'autonomiser les PDI qui sont désormais à même de gagner leur vie sans soutien extérieur à long terme<sup>256</sup>. Très souvent, de tels réseaux sont souvent basés sur des affiliations avec des personnes provenant des mêmes communautés. Cela peut sembler paradoxal à première vue : avoir une relation avec des personnes qui sont liées à votre lieu d'origine pour pouvoir mieux s'intégrer dans votre lieu de refuge. C'est pourtant la stratégie la plus couramment employée<sup>257</sup> ; son pouvoir n'est donc pas à sous-estimer. L'employabilité par d'autres PDI déjà intégrées ont sauvé du chômage 27% (n= 27 soit 10 femmes et 17 hommes) des PDI que nous avons interrogé. Elles ont été employées majoritairement dans le secteur du commerce. Les facteurs tels que l'origine ethnique et la provenance ne sont donc pas à négliger dans le processus d'intégration des PDI. Dans un contexte camerounais, l'employeur a très souvent tendance à s'intéresser à la référence ethnique d'un potentiel employé, « *il se fie généralement à des personnes ayant la même appartenance ethnique ou la même origine que lui* »<sup>258</sup>.

<sup>256</sup> Carolien Jacobs et Antea Paviotti, *Note d'orientation #2 Le droit au travail dans un contexte de déplacement urbain*, 2017, p.05.

<sup>257</sup> *Ibid.*

<sup>258</sup> *Ibid.*

**Figure 22: Taux de PDI employées par des PDI déjà intégrées**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

## II-5- La prostitution

La prostitution est un phénomène social considéré comme le fait de livrer son corps aux plaisirs sexuels d'autrui pour de l'argent et d'en faire un métier<sup>259</sup>. La plupart de ces déplacés vivent dans des conditions inhumaines dans leur localité d'accueil. Ils sont généralement en quête du minimum vital, que ce soit les jeunes ou les adultes. Ils dépendent majoritairement des dons des personnes de bonne volonté ou des organisations humanitaires et de la société civile<sup>260</sup>. Faisant face à une précarité graduelle, les femmes et les jeunes filles déplacées voient leur vulnérabilité s'accroître et adoptent par conséquent des stratégies de survie via la prostitution afin de faire face aux conditions de vie difficiles<sup>261</sup>. A cet effet, un reportage réalisé par Radio France Internationale, dans le but de faire un grand zoom sur la crise anglophone au Cameroun nous a révélé le témoignage saupoudré de tristesse et de dégoût d'une jeune femme déplacée affirmant être contrainte à la prostitution parfois gratuite et risquée pour pouvoir survivre<sup>262</sup> :

*À Bonabéri, quartier de la banlieue Ouest de Douala, des dizaines de milliers de déplacés se sont entassés. Parmi eux, Jane une jeune femme dont la force des événements a conduit à vendre son corps contre de l'argent. Elle a accepté de parler discrètement à RFI à l'arrière d'une maison, jouxtant une cour d'école. Jane, 40 ans, se prostitue depuis un an et demi, dans un faubourg de la ville de Douala où elle s'est déplacée pour fuir le conflit qui meurtri les régions anglophones. « Je n'ai aucune famille ici. Aucune ressource. On m'a fait*

<sup>259</sup> Dictionnaire Le Robert disponible sur [www.google.cm](http://www.google.cm)

<sup>260</sup> <https://affcameroon.defyhatenow.org/>

<sup>261</sup> Croix-Rouge Camerounaise, 2019, *op.cit.*, p.21

<sup>262</sup> [www.lebledparle.com](http://www.lebledparle.com)

*comprendre que me prostituer, c'était la seule solution pour survivre ». A son arrivée à Douala, Jane a d'abord passé trois nuits dehors, à la gare de bus, avec ses deux enfants. C'est une femme rencontrée par hasard, qui l'a introduite dans le réseau. « Parfois je couche avec dix hommes en une seule nuit. Et la plupart refusent que je me protège. Ça me fait peur mais je n'ai pas le choix. Ce sont eux qui payent. Ils posent leurs conditions. Il me faut acheter de quoi manger », déclare-t-elle en termes anglais, traduits dans la langue de Molière par la radio française.*

*Avec l'argent gagné, Jane a pu payer à ses enfants le bus, pour les envoyer vivre chez un oncle éloigné. Mais certaines nuits, elle gagne à peine de quoi manger. « Beaucoup de clients refusent de nous payer car ils savent qu'en tant que déplacés venus des régions anglophones, nous n'avons personne pour nous défendre », raconte Jane, parfois obligée dit-elle de supplier son dernier client de la nuit, pour qu'il lui donne ne serait-ce que de quoi se payer le taxi pour rentrer<sup>263</sup>.*

À ce propos, nos informateurs rapportent des cas d'activités de prostitution menées par des adolescentes et des femmes déplacées internes dans le quartier Bonabéri, plus particulièrement dans un bar nommé « kwassa-kwassa » et un autre bar de Bonabéri nommé « forêt-bar ». Ces endroits sont reconnus par la population locale comme des lieux qui cachent « un vaste réseau de prostitution et de proxénétisme (...) et la plupart viennent de la zone anglophone <sup>264</sup> ». En juin 2019, une affaire de prostitution des jeunes filles à Kwassa kwassa avait explosé sur les réseaux sociaux faisant ainsi le tour de la toile jusqu'à ce que, quelques semaines plus tard, le reporter Yasser Trésor Tanon pour la chaîne de télévision Canal 2 international en fasse l'objet d'une enquête<sup>265</sup>.

*Dans ce reportage, le journaliste a interviewé trois filles âgées entre 17 et 19 ans, qui se livrent à la prostitution dans une auberge. Les trois ont fui la zone anglophone après avoir perdu les membres de leur famille tués, leur maison qui a été brûlé, pour se réfugier à Douala. Une fois à Douala, elles se sont retrouvées sans abri ce qui les a poussés dans la rue. Elle paie la chambre d'auberge à 2000 FCFA la nuitée et les frais varient en fonction de la prestation sollicitée par le client, à partir de 1000 FCFA<sup>266</sup>.*

Un autre membre de la communauté nous a renseignés à ce sujet en disant :

*Quand tu arrives au bar Kwassa-kwassa, les filles anglophones là sont assises tranquillement, dès que tu prends place elles se lèvent et elles viennent vers toi pour te proposer leurs services. Si tu es partant, il y'a une auberge juste à côté c'est là-bas qu'elles t'emmènent ensuite pour te mettre à l'aise<sup>267</sup>*

---

<sup>263</sup> [www.lebledparle.com](http://www.lebledparle.com)

<sup>264</sup> M31, 25 ans, Propos recueillis le 13-06-2021 à Bonabéri

<sup>265</sup> <https://affcameroon.defyhatenow.org/>

<sup>266</sup> *Ibid.*

<sup>267</sup> M19, 26 ans, Propos recueillis le 09-06-2021 à Bonabéri

Cette prise de position des internautes s'est achevée en une pression sur le gouvernement. Ils sont d'ailleurs nombreux qui n'ont pas hésité à interpellé l'État sur sa responsabilité à protéger les Camerounais et davantage les jeunes. Elle a également motivé plusieurs organisations à s'impliquer ou à initier des projets d'encadrement des jeunes filles déplacées internes afin d'éloigner ces filles de la débauche.

### **III- LES REPRESENTATIONS SOCIALES DES ACTEURS**

Les représentations sociales renvoient à un ensemble de connaissances apprises et partagées par un groupe. Pour JODELET,

*Les représentations sociales sont des systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres qui, orientent et organisent les conduites et les communications sociales. Les représentations sociales sont des phénomènes cognitifs engageant l'appartenance sociale des individus par l'intériorisation de pratiques et d'expériences, de modèle de conduite et de pensée<sup>268</sup>.*

Il s'agit donc de savoirs ordinairement construits par les acteurs sociaux. Dans le cadre de cette réflexion, il est question d'examiner les perceptions développées ou savoirs élaborés autour des PDI. Autrement dit, quelles sont les représentations sociales développées autour des PDI ? Comment les communautés locales perçoivent-elles ces « nouveaux venus » ou ces « outsiders » pour reprendre le vocabulaire de H. BECKER<sup>269</sup>. Il s'agit également à l'inverse de questionner les personnes déplacées sur l'accueil qui leur est réservé.

#### **III-1- Perception développées par les populations locales**

On note que la cohésion sociale est ce qui caractérise les

*Organisations qui résultent des processus d'intégration sociale et qui rend compte de la stabilité et de la force des liens sociaux à l'intérieur d'un groupe donné<sup>270</sup>.*

Ce sont ces liens sociaux qui permettent aux hommes de vivre ensemble et constituent par là même le fondement de la cohésion sociale. Pour Georg SIMMEL,

*Les individus s'intègrent à la société grâce à la multitude de relations et d'échanges qu'ils entretiennent avec un réseau de parents, d'amis, de relations de travail etc. <sup>271</sup>*

---

<sup>268</sup> Denise JODELET, *Folies et représentations sociales*, Paris, PUF, 1989

<sup>269</sup> Howard BECKER, *Outsiders. Étude de la sociologie de la déviance*, Paris, Éditions Métailié, 1985

<sup>270</sup> Yves Alpe et al. , *op. cit*, p.42

<sup>271</sup> Yves Alpe et al. , *op. cit*, p.173

Cependant, l'arrivée dans un nouvel environnement social peut constituer pour les individus un déplacement un véritable dépaysement et une rupture avec tout élément familial. Les différences comportementales qui existent entre ces deux groupes sociaux ont très souvent été la cause des conflits les opposant l'un à l'autre. Le lien social constituant la base de bonnes relations entre individus semble se détruire et laisse très souvent place à des contradictions et des confrontations sociales de taille.

Nous avons donc interrogé, à tour de rôle, les deux groupes sociaux sujets à notre étude. Nous entendons par groupe social, un ensemble de personnes en interactions permanentes. Ici, il s'agissait des membres de la communauté et des PDI. Notons que les individus et leurs réseaux d'interactions constituent un véritable système d'échanges et d'interdépendances<sup>272</sup>.

*Sigmund FREUD indique que « la cohésion d'un groupe provient de l'identification de ses membres au même idéal du moi », tandis que Didier ANZIEU note que « le sentiment d'appartenance au groupe, la solidarité et les échanges entre ses membres, l'adhésion à des buts, à des normes, à des idéaux communs rétablissent les relations humaines altérées par la division du travail, par les communications de masse, par l'emprise de la civilisation urbaine, industrielle et bureaucratique »<sup>273</sup>*

Selon l'interactionnisme symbolique, pour accéder à la connaissance des phénomènes sociaux, peu importe qu'ils soient subjectifs ou objectifs, il faut les interpréter, mais pour être apte à le faire, nous devons passer par les processus dynamiques d'interaction entre individus. En d'autres termes, c'est l'interaction symbolique qui détermine le sens que les sujets accordent à leur environnement social ainsi qu'à leurs propres états mentaux. C'est sur ces bases que se fonde notre analyse et notre évaluation du niveau de sociabilité qui existe entre les dits groupes.

Les personnes déplacées apparaissent non seulement comme des acteurs incontestés de la délinquance mais aussi et surtout comme des vecteurs d'une désorganisation sociale. À cet effet, nous avons interrogé la totalité des informateurs de cette catégorie. Pour savoir comment est-ce qu'ils percevaient la présence des PDI dans leur ville de Douala (**figure N°23**). Et tous y ont apporté une réponse, soit 100% (n=48 dont 25 hommes et 23 femmes). Parmi eux, 21% ont évoqué qu'ils considéraient leur arrivée dans la ville comme une bonne chose (n=10), 38% ont répondu qu'ils considéraient leur présence comme une mauvaise chose (n=18), 8% ont répondu que ça ne leur disait rien (n=4) et 33% ont affirmé qu'ils n'avaient pas de problème parce qu'il s'agit de camerounais tout comme eux.

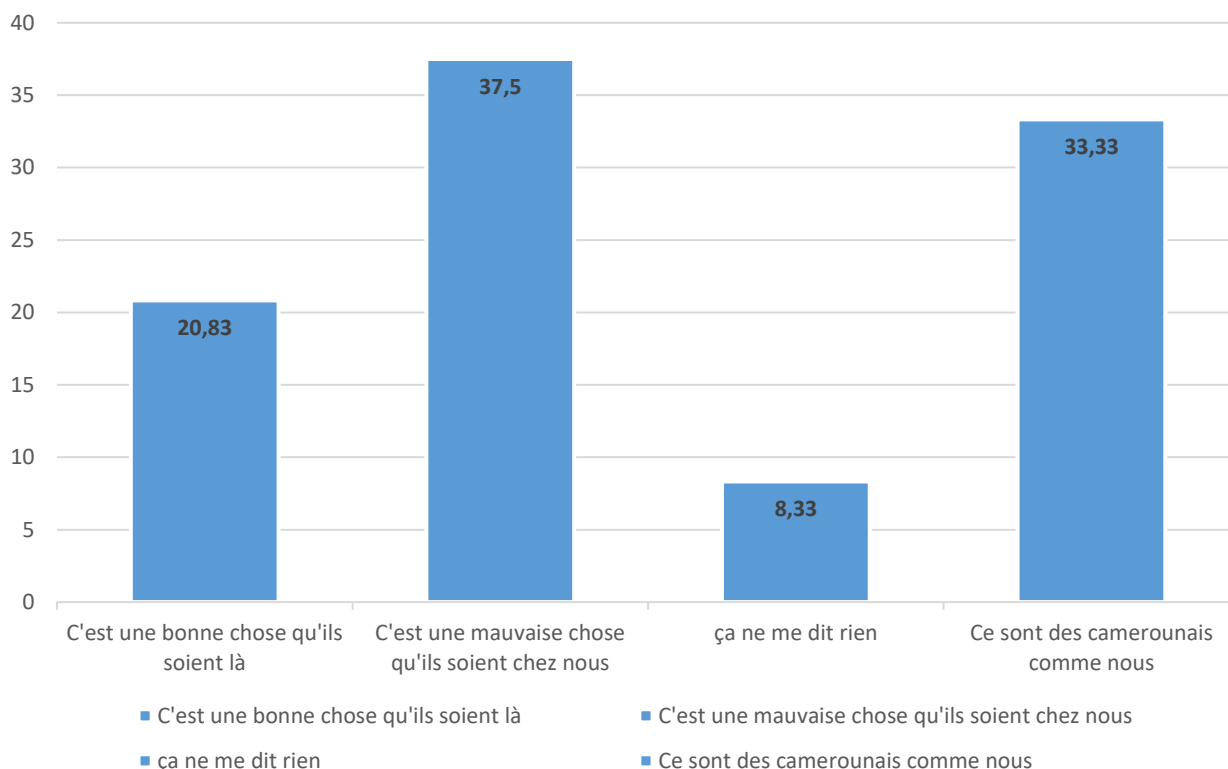
---

<sup>272</sup> Jean Baptiste MBONABUCYA, *Ethnicité et conflit ethnique : approches théoriques. En perspective de l'analyse du conflit des rwandais*, Mémoire de Licence en Sociologie, Genève 1998, p.24

<sup>273</sup> Jean Baptiste MBONABUCYA, *op. cit*, p.24



**Figure 23: Répartition de la perception de la présence des PDI par les membres de la communauté**



**Source : Enquête de terrain (Juin, Juillet 2021), auteure.**

Ces données de terrain nous laissent comprendre que la majorité des membres de la communauté hôte voient d'un mauvais œil la présence de PDI dans leur société. En effet, les populations vivant depuis toujours à Douala, n'ayant jamais été confronté à une situation de crise sociopolitique contraignant à l'exil<sup>274</sup>, telle que celle présente dans le NOSO, peinent à comprendre la situation des PDI. Ils ont très souvent tendance à les voir comme des « envahisseurs »<sup>275</sup>, ceci pour différentes raisons, comme celle de ce membre de la communauté ayant requis l'anonymat, qui affirme que :

*Ça nous ennuie beaucoup qu'ils soient ici, puisqu'il n'y a plus les activités comme avant. Les maisons, la nourriture, tout devient cher.*<sup>276</sup> ,

Ou encore que

*Ce n'est pas une bonne chose qu'ils soient là parce qu'ici nous sommes déjà serré, maintenant même pour trouver un petit truc à faire c'est compliqué parce qu'ils ont déjà tout occupé. Moi par exemple j'ai l'habitude de travailler pendant*

<sup>274</sup> Birwe HABMO, *Les réfugiés au Cameroun*, 2016

<sup>275</sup> *Ibid.*

<sup>276</sup> M4, 37 ans, propos recueillis le 07-06-2021 à Bonabéri à 15h07

*les vacances pour pouvoir acheter mes fournitures scolaires à la rentrée mais actuellement ce n'est pas facile parce qu'ils ont déjà pris tout le travail*<sup>277</sup>

Ou bien parce que

*Les prix des choses ont augmenté. On savait que nos sacs sans confiance coutaient 1500 FCFA maintenant c'est 5000 FCFA parce que les « Yao boys » ont déjà envahis le marché*<sup>278</sup>.

Le fait de se sentir envahi par ces nouveaux individus laisse aux autochtones, le sentiment de déséquilibre social imminent, au travers de leur économie qui pourrait être menacé. Ce qui semble même déjà être le cas, car comme nous avons pu le constater plus haut, d'après nos informateurs, les prix initiaux des marchandises ont augmenté, l'emploi devient difficile à trouver à cause d'un afflux de personnes désirant travailler. La venue de nouvelles personnes semble être une menace pour leur stabilité financière. Ces phénomènes résultent de l'interaction de l'individu avec son nouvel environnement. Lorsqu'il affronte une nouvelle situation, l'individu a tendance à réagir d'après la réalité objective ou subjective de celle-ci, c'est pourquoi il peut faire preuve de manque d'hospitalité, voire d'hostilité envers son hôte, s'il s'avère que celui-ci est une menace pour son équilibre social<sup>279</sup>. Aussi, l'individu se socialise à travers l'interprétation continuelle de son environnement social. Autrement dit, c'est l'interaction symbolique entre le membre de la communauté et son hôte qui détermine le sens qu'il accorde au monde qui l'entoure désormais, et c'est ce sens qu'il lui donne, ou cette interprétation qui définit si un lien social sera préalablement créé<sup>280</sup>. Lien social sans lequel une cohésion sociale reste impossible.

### **III-1-1- Les personnes déplacées et la propagation de la délinquance**

La ville de Douala semble désormais être sous la menace des séparatistes anglophones car voisine de la région du sud-ouest anglophone, elle voit arriver un afflux de plus en plus important de personnes qui fuient les combats entre les combattants séparatistes et les forces de défense. Ces déplacés sont hébergés, pour la plupart, dans la commune de Douala 4e, précisément dans les quartiers Bonabéri et Ndobou. Selon la toute récente enquête d'Afrobarometer dans le pays 6 camerounais sur 10 (64%) ne sont pas sentis en sécurité dans leur quartier au moins une fois au cours des 12 derniers mois<sup>281</sup>. D'après nos informateurs, suite à l'afflux continu de PDI à Douala, les populations vivent désormais dans un sentiment d'insécurité car le taux de criminalité aurait

---

<sup>277</sup> M9, 20 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri à 15h57

<sup>278</sup> M15, 17 ans, propos recueillis le 09-06-2021, à Bonabéri à 12h50

<sup>279</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Interactionnisme\\_symbolique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Interactionnisme_symbolique)

<sup>280</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Interactionnisme\\_symbolique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Interactionnisme_symbolique)

<sup>281</sup> [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)

augmenté dans la localité depuis l'arrivée des PDI. Ces derniers les accusent d'être à l'origine du banditisme en ville. De nombreux cas répétés de cambriolage, braquage, vols de véhicules, vols et recel, vols avec arme à feu et agression dans les taxis ont été relevés au cours de ces dernières années. Ces crimes et délits listés figurent parmi les principaux indicateurs de la délinquance au Cameroun<sup>282</sup>. En effet,

*Beaucoup d'entre eux sont des « scammers<sup>283</sup> » et ils ne s'enrichissent qu'entre eux et nous rendent pauvres<sup>284</sup>.*

Une autre enquêtée nous affirmait également que :

*Les gens quittent de là-bas pour Douala pour envahir notre ville, et c'est pour ça qu'il y'a trop de meurtres et de vols. Quand j'étais à l'hôpital avec mon grand frère malade, ils ont agressé et volé des choses chez moi, armés de couteaux et de machettes<sup>285</sup>*

Ralph LINTON nous apprend que, l'un des besoins psychiques éprouvé par un individu en société, est celui d'une « sécurité à long terme ». Grâce à l'aptitude qu'a l'homme de percevoir le temps comme un continuum, ses

*Satisfactions présentes ne sont pas suffisantes aussi longtemps que celles du futur demeurent incertaines. Nous éprouvons constamment le besoin d'être rassurés (...) Ce besoin de sécurité, ce besoin d'être rassuré se reflète dans d'innombrables formes de comportements façonnés culturellement (culturally patterned)<sup>286</sup>.*

Autrement dit, ce sont les besoins de l'individu qui constituent les motivations de son comportement. Le fait de ne plus se sentir en sécurité dans son environnement peut le pousser à adopter un tout autre comportement pour trouver son équilibre social. Ce sont ces interprétations qui structurent la logique d'appréhension et de recherche de sens de la présence de PDI dans la ville de Douala.

### **III-1-2- Le ressenti des PDI dans leur nouveau cadre de vie**

Chez les PDI, sur 100% (n=96, dont 42 hommes et 53 femmes) ayant répondu à la question « Comment trouvez-vous la cohabitation avec les populations de la ville qui vous accueille ? » (**Figure N°24**), 37,6% (n=38) ont évoqué le fait d'avoir une bonne cohabitation avec la population

---

<sup>282</sup> *Ibid.*

<sup>283</sup> Expression anglais pour dire « escroc ». Le scam est une forme d'escroquerie encore appelé arnaque nigériane ou fraude 419

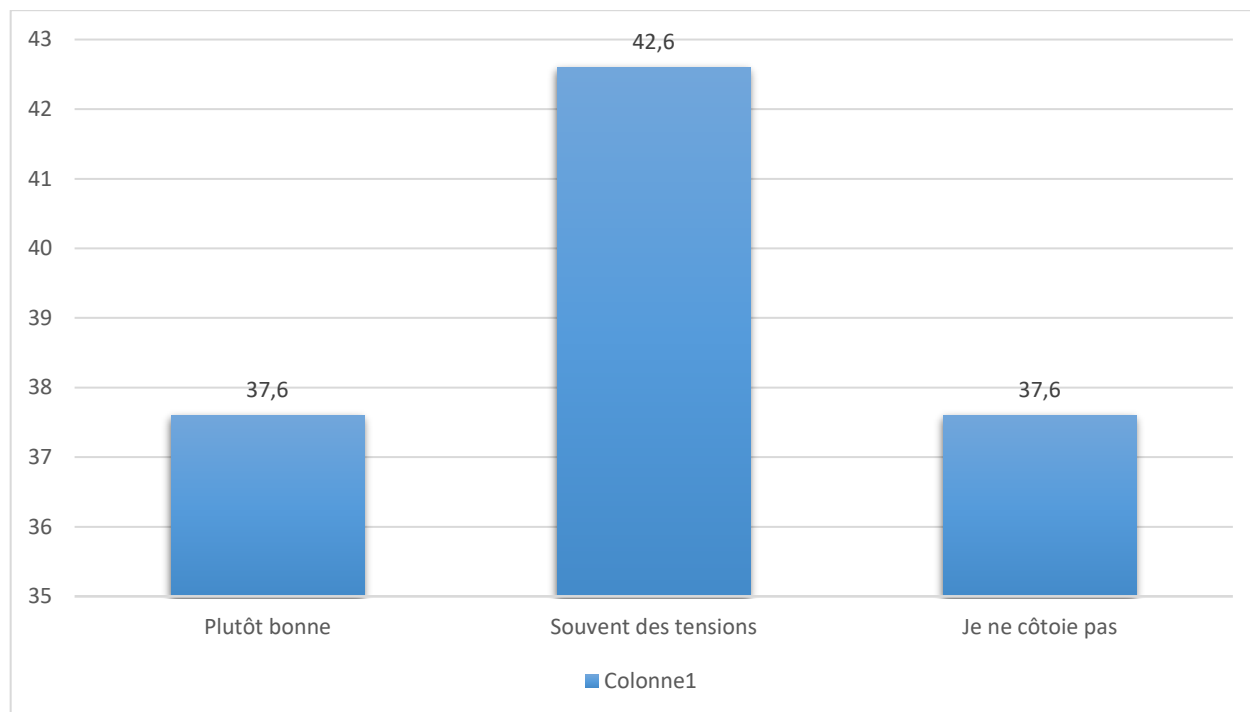
<sup>284</sup> M2, 23 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri à 14h38

<sup>285</sup> M3, 48 ans, propos recueillis le 07-06-2021, à Bonabéri à 14h57

<sup>286</sup> Ralph LINTON, *Le fondement culturel de la personnalité*, Paris, Bordas, 1945, p.45

hôte, 42,6% (n=43) ont parlé de cohabitation avec des tensions, et 19,8% (n=20) ont affirmé ne pas les côtoyer.

**Figure 24: Répartition des réponses sur la cohabitation avec la population d'accueil.**



**Source : Enquête de terrain (Août 2021), auteure.**

DURKHEIM affirme que « *l'homme ne peut pas vivre au milieu des choses sans s'en faire des idées d'après lesquelles il règle sa conduite*<sup>287</sup> ». C'est dire que les humains se comportent envers les choses selon le sens qu'ils leur attribuent, et ce sens résulte de l'interaction sociale que chaque individu a avec les autres.

Sur le plan sécuritaire, les résultats de notre enquête montrent que les résidents de longue date se sentent plus mal à l'aise dans la ville que les PDI. Cela peut s'expliquer en partie par les expériences traumatisantes vécues par les PDI avant et pendant le déplacement : les expériences du passé leur permettent d'apprécier le niveau relatif de sécurité dans le nouveau contexte. Les autochtones se sentent mal à l'aise parce qu'ils ne reconnaissent peut-être pas tous les visages qu'ils croisent dans la rue. Par conséquent, les PDI sont souvent les premières personnes à être suspectées par ces derniers en cas de vol, d'agression ou de banditisme. Lorsque les PDI sont confrontées à de tels soupçons ou accusations, elles ne savent souvent pas à qui s'adresser pour prouver leur innocence et elles se replient sur elles-mêmes au lieu de s'exprimer. De crainte d'être pris au piège dans de telles situations, certains se retirent de la vie sociale (comme c'est le cas pour les 19,8%

<sup>287</sup> Emile DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 23e Edition, 1987, p.15

(n=20) de PDI ayant affirmé ne pas les côtoyer (**figure n°24**). Ce type de comportement renforce le cercle vicieux des soupçons et de la méfiance mutuelle et entrave l'intégration sociale (par exemple 42,6% (n=43) ont parlé de cohabitation avec des tensions (**figure n°24**). C'est ce qui justifierait le manque de cohésion sociale qu'il existe entre ces deux groupes. Chez le premier groupe (**figure N°23**), nous avons constaté que la coexistence est porteuse de logiques d'exclusion. De l'autre côté, le deuxième groupe qui, en quête de paix sociale et psychologique se sent désormais marginalisé « *dans un nouvel espace où son insertion sociale est plutôt génératrice de contradictions et conflits*<sup>288</sup> », préfère se retirer de toute vie sociale.

Au terme de ce chapitre, nous pouvons clairement dire, en examinant la façon dont les PDI et les résidents parlent les uns des autres, qu'il existe de nombreux stéréotypes. Ces stéréotypes peuvent s'avérer nuisibles lorsqu'ils blessent la sensibilité des personnes concernées et deviennent source de conflits supplémentaires. Outre cela, une partie des PDI a pu s'accommoder à la vie à Douala grâce aux différentes instances d'intégration telles que leur famille présente à Douala, les églises ou encore les PDI déjà intégrées. Ce qui leur a également permis d'élaborer différentes stratégies afin de subvenir à leurs besoins quotidiens. Même si pour la plupart cela relève du secteur tertiaire, cela leur permet de ne pas mourir de faim. Cependant d'autres qui s'en sortent moins se tournent vers des causes moins nobles telles que la prostitution, le banditisme pour gagner leur vie.

---

<sup>288</sup> MOTAZE AKAM, *Cameroun, pluriculturalisme culturel et convivialité*, in Birwe HABMO, *op.cit.*

## **CONCLUSION GENERALE**

Cette étude qui s'achève portait sur « *les déplacés internes de la crise anglophone dans la ville de Douala : regard sur une crise d'intégration sociale* » et avait pour ambition de présenter et d'analyser le processus d'intégration des PDI dans l'arrondissement 4<sup>ème</sup>. Notre intérêt porté pour cette étude part du constat selon lequel, les populations de la ville de Douala vivent depuis près de 5 ans dans un sentiment de crainte et d'insécurité en raison d'un afflux de nouveaux arrivants : les Personnes Déplacées Internes (PDI) venues des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Outre cela, on observe des phénomènes tels que la chute du taux de scolarisation chez les jeunes qui a donné lieu à des cas de délinquance, de déviance et de prostitution de jeunes filles à Douala, l'accès difficile des PDI aux moyens de subsistance, ainsi que des cas de stigmatisation et de discrimination venant des membres de la localité. Pourtant, cette situation dans la ville de Douala reste encore peu connue du public ou négligée, raison pour laquelle le Norwegian Refugees Council (NRC) qualifie la crise anglophone dans un de ses rapports comme « *la crise la plus négligée du monde* ». Il a donc été question de façon générale, de montrer que malgré les dispositions prises par le gouvernement camerounais dans le cadre du plan d'assistance humanitaire des régions du NOSO, il se pose toujours le problème de l'intégration sociale des personnes déplacées internes au sein de leur nouvel environnement social.

La question qui a servi de fil conducteur à cette réflexion a été formulée comme suit : *comment rendre compte de l'intégration des déplacés internes de la crise anglophone dans leur nouveau milieu social ?* Cette interrogation a suscité l'hypothèse de recherche principale suivante : *l'intégration des déplacés internes de la crise anglophone dans leur nouveau milieu social demeure problématique.* Le travail de vérification de cette hypothèse a eu lieu sur le terrain grâce au cadre théorique et méthodologique. Comme modèle théorique nous avons fait appel à l'interactionnisme symbolique et au culturalisme qui ont permis de ressortir les causes imputées à la problématique qui sous-tend de l'intégration sociale des PDI installées à Douala. La théorie de l'interactionnisme symbolique a permis de ressortir les représentations sociales et les interprétations des processus d'interactions élaborées et partagées entre les PDI, leur nouvel environnement social et la communauté d'accueil. De même, la collecte des données s'est faite à travers l'usage des techniques et outils de collecte à la fois quantitatifs et qualitatifs. L'échantillonnage aléatoire a permis de cibler 150 enquêtés qui ont constitué la population d'étude et ont été répartis en trois catégories à savoir, les membres de la communauté les acteurs institutionnels et les PDI. Les questionnaires administrés uniquement à la dernière catégorie ont permis le recueil des données factuelles auprès de cette population d'étude. À cela s'ajoutent, les entretiens semi-directifs passés avec les membres de la communauté et les acteurs institutionnels afin de mieux nous éclairer sur la question sur le plan humanitaire et de nous renseigner sur la

manière dont la présence des PDI était perçue à Douala. On compte également les récits de vie, à travers lesquelles les PDI ont raconté les expériences subjectives, les stratégies de survie et les représentations de leur nouvel environnement social. L'observation directe a permis d'observer en temps réel la manière dont les PDI interagissent avec leur environnement pour survivre. Et enfin, l'observation documentaire a permis à travers les différents documents consultés de faire l'état de la question sur la crise anglophone et le déplacement interne. Le travail de terrain s'est effectué dans la commune de Douala 4 dans les quartiers de Bonabéri et Ndobou. L'analyse des données collectées a été faite grâce à l'analyse de contenu pour données qualitatives et l'analyse statistique à l'aide du logiciel Excel 2013 pour celles quantitatives. Dès lors, les résultats obtenus à la suite de ces analyses nous amènent aux conclusions qui suivent :

Dans le premier chapitre, il s'agissait tout d'abord de savoir ce qu'était le déplacé interne, nous retenons qu'il s'agit là d'une personne contrainte de quitter son domicile, pour aller s'installer dans des régions plus sûres de leur propre pays, demeurant ainsi sous la juridiction de leur gouvernement. Nous avons ensuite constaté d'après les chiffres établis dans les rapports sur le déplacement interne en Afrique que, le phénomène est en hausse sur tout le continent depuis une dizaine d'années. À l'heure actuelle, le problème du déplacement reste encore une urgence humanitaire surtout en Afrique et plus particulièrement au Cameroun. En effet, à la fin de 2019 on notait près de 10 millions de nouveaux PDI dont environ 7.5 millions ayant pris la fuite suite à des conflits armés et ou à des violences et environ 2.6 millions de personnes déplacées suite aux catastrophes, dans le continent africain. Les pays tels que la RDC, la RCA, la Somalie, le Nigéria, le Cameroun et le Soudan du Sud sont les pays avec un taux élevé de déplacements internes liés soit aux catastrophes naturelles, soit aux conflits et à la violence armée. Des conflits prolongés, de nouveaux affrontements intercommunautaires et des vagues de violence qui réapparaissent touchent de nombreux pays africains et déplacent des millions de personnes chaque année. Ce qui justifie en région africaine, la hausse du taux de déplacements internes liés aux conflits et à la violence.

Ces déplacements internes ne restent pas sans conséquences sur la vie des populations. Sur le plan économique, ils constituent des canaux d'appauvrissement des populations, car les personnes délogées à cause de conflits ou de catastrophes naturelles s'enfuient très souvent sans biens personnels en laissant derrière eux logement et travail. Ce qui les rend vulnérables une fois installées dans une nouvelle zone d'accueil. Le manque de moyens de subsistance, de logement décent entraîne très souvent des difficultés quant à l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à une alimentation équilibrée. L'afflux de PDI dans les villes d'accueil provoque également une



hausse de prix sur le marché, ou encore des problèmes au niveau des chaînes d'approvisionnement (rupture de stock à cause de la surpopulation). Sur le plan social, le déplacement interne crée d'une part un sentiment d'insécurité chez les PDI qui ne se sentent pas très souvent à l'aise en territoire inconnu car en quête de repères sociaux et chez les membres de la communauté d'accueil qui ne voient pas d'un bon œil l'arrivée de personnes « étrangères » dans leur localité. D'autre part, il crée un sentiment de dislocation de l'organisation sociale chez la population hôte. Cependant, le déplacement interne peut également relever des aspects positifs telles que l'afflux de mains d'œuvre pouvant conduire à une augmentation de la production alimentaire et par la même du taux de consommation, si les populations parviennent à s'entendre avec les nouveaux arrivants.

Nous nous sommes alors penchés davantage sur le cas du Cameroun où nous avons fait le constat selon lequel il a enregistré un grand nombre de nouveaux déplacements principalement causés par les conflits et la violence. En effet, le pays est touché par deux crises humanitaires notamment l'insurrection Boko-Haram dans le bassin du Lac Tchad et la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La crise anglophone qui nous a particulièrement intéressés dans cette recherche, a poussé déjà plusieurs milliers de personnes au déplacement interne pour des zones de sécurité. La région du Littoral, de par sa proximité de la région du Sud-Ouest a accueilli en 2018 près de 54 000 personnes<sup>289</sup>. Face à cette situation, des stratégies d'aide humanitaire ont été mobilisées par des organisations tels que l'ONU, l'UNHCR, le CICR afin d'éradiquer cette affection. Alors la mise en œuvre de la Convention de Kampala, qui avait marqué son dixième anniversaire en 2019, est désormais plus importante que jamais. Convention qui, vise à renforcer les mesures de prévention et d'atténuation des causes du déplacement interne dans les pays africains, ainsi que définir les obligations, responsabilités et les rôles des gouvernements au sein de leur pays en cas de situation de déplacement interne. Aussi de nouvelles réponses relatives au déplacement interne doivent être apportées.

Dans le deuxième chapitre nous avons analysé les facteurs justificatifs de la crise anglophone. Nous avons constaté que l'actuelle crise n'était en effet rien d'autre qu'une vieille mésentente issue de la réunification entre les francophones et la minorité anglophone. Alors que l'étatisation du Cameroun était marquée par la dynamique centralisatrice de la partie francophone, la partie anglophone penchait davantage pour le fédéralisme. C'est donc cette instauration de systèmes coloniaux différents et la concurrence des legs coloniaux qui sont à l'origine de la question anglophone aujourd'hui. Ce qui fait de la crise anglophone une parfaite illustration de la mise en évidence d'une socialisation différentielle ayant entraîné un choc de culture. Ce choc n'a cessé de

---

<sup>289</sup> OCHA, *Bulletin humanitaire Cameroun*, mai 2018. p.01

créer un sentiment de stigmatisation qui a ensuite laissé place en 2016, à la violente révolte des anglophones qui constitue un groupe minoritaire dans le pays. La partie francophone fut la première à obtenir son indépendance (1<sup>er</sup> janvier 1960). La partie anglophone quant à elle prendra part à un référendum organisé par les Nations Unies à l'issue duquel : soit elle serait rattachée au Nigéria, soit elle serait réunifiée avec la République du Cameroun. Le Northern Cameroons fut donc rattaché tandis que le Southern Cameroons fut réuni avec la République du Cameroun. Cependant, la satisfaction du Southern Cameroons fut de courte durée car après la conférence de Foumbam ayant pour but de négocier les termes de la réunification avec le Président AHIDJO et les élites anglophones, aucun accord ne fut signé. La constitution qui leur fut imposée ne leur garantissait donc aucun fédéralisme égalitaire. L'adaptation entre le fédéralisme anglophone et le centralisme francophone semble ne pas être à portée de main pour les anglophones qui n'avaient connu jusqu'ici que le fédéralisme. Ce sont ces transformations qui sont à l'origine des tensions, des conflits et querelles qui tournent autour de la question anglophone.

Depuis 2016, le Cameroun connaît dans les régions du NOSO des perturbations sociopolitiques<sup>290</sup>. Cette situation est partie des revendications corporatistes et s'est transformée en revendications sécessionnistes<sup>291</sup>. Les conséquences de cette crise sur le Cameroun ne sont pas à négliger. Sur le plan politique elle a révélé des failles majeures en matière de gouvernance notamment une décentralisation défailante et mal implantée. Aussi, cette crise a renforcé l'adhésion des anglophones au fédéralisme ainsi qu'aux mouvements sécessionnistes car désireux d'une intégration plus juste à force d'avoir accumulé leurs frustrations pendant des décennies. Sur le plan économique, plusieurs secteurs ont été paralysés, notamment les banques et les microfinances du NOSO, la production des hydrocarbures et de la foresterie. Enfin sur le plan social, l'afflux de PDI dans les zones urbaines telles que Douala a créé dans le cœur des populations un sentiment d'insécurité à cause d'un accroissement de la délinquance juvénile et du taux de criminalité.

Dans le chapitre 3, nous avons présenté les profils socio-économiques des PDI que nous avons interrogées lors de notre enquête. Il s'agissait d'une population constituée de 56 femmes et 45 hommes soit un taux de 55% de femmes et 45 % d'hommes. La répartition de la population déplacée par groupe d'âge nous a montré la majorité d'hommes interrogés était située entre 15 et 29 ans soit 23,7%, tandis que 27,7% étaient des jeunes femmes de cette même tranche. Et dans la tranche d'âge allant de 30 à 60 ans, 20,7% étaient des hommes (soit 21 hommes) tandis que 27,7%

---

<sup>290</sup> Cameroun, *Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest 2018-2019*

<sup>291</sup> *Ibid.*

étaient des femmes (soit 28 femmes). Depuis leur arrivée à Douala ces groupes avaient non seulement été confrontés à plusieurs obstacles tels que l'accès au logement, l'accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation mais avaient également subi des stigmatisations sociales. Les personnes qui quittent leurs résidences habituelles dans le but de trouver une zone de refuge ont souvent des difficultés pour accéder au logement une fois sur place. Dans le cadre de cette recherche, nous avons pu observer que PDI installés à Douala suivaient un processus d'installation en deux étapes. D'abord, elles sont accueillies par une famille d'accueil le temps s'adapter à la vie dans le nouvel environnement ensuite elles louent un logement. Après avoir obtenu un logement, il se posait alors le problème de l'insertion socioprofessionnelle car le déplacement interne a entraîné la perte d'emploi des PDI et même si le pourcentage de PDI ayant eu accès à un emploi était de 86%, 78% ne parvenaient pas à se prendre en charge correctement. Ceci tend à les rendre encore plus vulnérables.

Une autre difficulté rencontrée par les jeunes et les enfants était celle de l'accès à l'éducation. En effet, 32% d'étudiants interrogés lors de cette enquête affirmaient avoir pu continuer leurs études grâce au soutien financier de leurs membres de famille, pendant que 68% ont dû arrêter leurs études et se tourner vers le monde de l'emploi pour produire des moyens de subsistance. Pour ce qui est du domaine de la santé, nous avons relevé qu'un taux de 69% de PDI avait essentiellement recours à l'automédication faute de moyens financiers pour aller à l'hôpital. En plus de toutes ces difficultés, les PDI vivent quotidiennement sous le joug de stigmatisation, de discrimination et sont continuellement en proie aux préjugés tribaux venant de la part des populations locales. Elles sont considérées, par leurs manières de faire, de penser, de sentir et d'agir étrangères à leurs hôtes, comme des personnes ayant des logiques hors du commun. Les barrières linguistiques entre leur anglais et le français de la localité ne semblaient pas leur faciliter l'intégration car 68% d'enquêtés comprenaient le français.

En outre, une analyse des disparités sexo-spécifiques qui sous-tendent le processus d'intégration nous a révélé que les femmes et les jeunes filles constituent un groupe social plus vulnérable. Nous avons noté des cas d'agressions physiques et d'abus sexuels majoritairement du côté de la gent féminine. Cependant, nous avons constaté que les femmes avaient plus d'aptitude à s'adapter dans ce nouvel espace de vie que les hommes ceci du fait de leur nature. En effet, les femmes peuvent plus facilement faire des rencontres pouvant leur faciliter l'adaptation, ou même se marier et être prises en charge par leurs époux. En matière d'éducation, nous avons remarqué que les femmes abandonnaient le plus leurs études que les hommes (sur 15 individus 9 hommes avaient continué leurs études contre 6 femmes). Et même sur le marché du travail les femmes parvenaient

à trouver ou à monter leur propre activité lucrative permettant de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leur famille.

Et enfin dans le dernier chapitre, nous nous sommes concentrés dans un premier temps sur les mécanismes de résiliences que les PDI mettaient en place pour s'adapter dans la ville de Douala et dans un second temps sur les représentations sociales des différents acteurs. Notons à ce niveau qu'il existe des instances d'intégration telles que la famille, les PDI déjà intégrés et les églises qui aident à faciliter l'insertion des PDI à Douala. Au cours des premières semaines de déplacement, la plupart des personnes déplacées à Douala comptent principalement sur l'entourage familial ou des personnes provenant du même lieu d'origine et dans une moindre mesure, sur les églises<sup>292</sup> pour subvenir à leurs besoins élémentaires. Mais ces réseaux de soutien sont facilement dépassés et incitent les PDI à se mettre à gagner leur vie, à retrouver une certaine stabilité et sécurité dans leur vie pour pouvoir s'intégrer dans la ville par leurs propres moyens<sup>293</sup>. Le capital social ici est considéré comme une ressource majeure sur laquelle ces personnes peuvent s'appuyer. Les PDI qui n'ont pas de tels liens ont tendance à moins s'engager dans la vie sociale de la ville et à rester chez elles par crainte de s'attirer des ennuis, parfois en raison de la stigmatisation qui existe à l'égard des PDI<sup>294</sup>.

Pour survivre dans leur nouvel environnement, nous avons montré que les PDI faisaient recours à des activités telles que les prestations à domicile, le petit commerce, au recrutement par d'autres PDI, ou même à la prostitution afin d'assurer leur sécurité financière. Les résultats de notre enquête nous ont montré qu'un grand nombre de PDI avaient mis sur pied des services de petit commerce que nous avons pu regrouper dans le cadre de notre étude 4 catégories, notamment la vente, la restauration collective, transport, services rendus aux particuliers. Faisant face à toutes les difficultés qui proviennent de l'intégration, certaines femmes et jeunes filles déplacées se livrent à la prostitution pour gagner leur vie et voient leur vulnérabilité s'accroître par la même occasion, car plus exposées à des abus sexuels, à des agressions physiques...

Les sociétés multiculturelles qui naissent de l'installation des PDI dans la ville de Douala traduisent une rencontre entre une éthique, des traditions, des valeurs, des normes, des règles, et des cultures différentes. Et cette rencontre donne lieu à une cohabitation qui ne va malheureusement pas sans heurts<sup>295</sup>. D'une part, l'installation des PDI à Douala, qui dure depuis

---

<sup>292</sup> Carolien JACOBS et Antea PAVIOTTI, *L'intégration sociale des personnes déplacées dans les zones urbaines*, 2017

<sup>293</sup> *Ibid.*

<sup>294</sup> *Ibid.*

<sup>295</sup> Birwe Habmo, *Quand les peuples nomades se sédentarisent. Multiculturalisme et cohabitation interethnique au Sahel*, p.02

près de 5 ans, laisse place non seulement à un sentiment de dislocation de l'organisation sociale, mais également à une perte de repères symboliques des groupes ethniques hôtes<sup>296</sup>. Et d'autre part, l'éloignement des cadres de vie, de l'environnement social auxquels étaient familiarisés les PDI engendre des troubles plus ou moins graves, et crée un sentiment d'insécurité pour ces individus en quête de repères sociaux. Cependant, les stéréotypes qui découlent de chaque groupe social étudié peuvent s'avérer nuisibles parce qu'ils heurtent très souvent la sensibilité des personnes concernées et deviennent une nouvelle source de conflits.

Cette recherche permet finalement la compréhension des logiques, du sens, et de la complexité qui sous-tendent les interactions sociales entre les populations de cette localité et les PDI. Poser le problème des disparités sexistes qui ressortent lors du processus d'intégration des PDI a permis d'appréhender les stratégies mises en œuvre par les hommes et les femmes pour faciliter leur intégration dans la localité de Douala. Cette investigation constitue un outil d'aide à la prise de décision pour les responsables publics dans la mesure où il met en exergue le niveau de connaissance de ce phénomène qui touche la ville de Douala afin d'apporter des réponses aux besoins des personnes déplacées. Il est donc nécessaire en termes de perspectives de mettre l'accent sur :

- La réalisation d'enquête auprès des ménages afin d'identifier les besoins primordiaux des PDI
- Le fournissement d'une aide alimentaire, l'assistance des foyers les plus vulnérables c'est-à-dire ceux n'ayant aucun lien familial dans la ville.
- Pour pallier aux difficultés des PDI durant leur intégration, nous pensons que le gouvernement camerounais devrait mettre à leur disposition des logements sociaux visant à les accueillir.
- Un moyen durable de soutenir les PDI serait de les aider à renforcer leurs réseaux sociaux, notamment parce que la vie en déplacement peut s'étaler sur de nombreuses années. De ce fait, il faudrait appuyer et encourager les démarches de solidarité des familles hôtes en les soutenant avec des ressources financières ou matérielles
- Renforcement de l'accès aux soins de santé aux personnes déplacés et l'approvisionnement en médicaments
- Accompagner financièrement les PDI pour les frais de scolarités des enfants et des jeunes, ainsi que la distribution du matériel scolaire

---

<sup>296</sup> *Ibid.*

- Sensibiliser les PDI et les membres de la population locale sur le vivre ensemble et ses bienfaits

À partir du moment où aucune recherche scientifique ne va sans difficultés, tout au long de notre travail, nous avons fait face à plusieurs obstacles entre autres :

- La réticence des populations du fait qu'elles nous assimilaient aux agents envoyés par l'État pour extirper certaines informations. La plupart des PDI particulièrement, avaient peur qu'il s'agisse là d'une tentative d'espionnage du gouvernement camerounais pour débusquer des « ambazoniens » infiltrés à Douala.

Néanmoins, en notre qualité de chercheur nous avons pu mener à bien cette étude et obtenir les résultats précédents.

## BIBLIOGRAPHIE

### I- OUVRAGES GENERAUX

- **AKOUN, André et ANSART Pierre** (dir), *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert, Seuil, 1999.
- **ALPE, Yves et al.** *Lexique de sociologie*, Paris, Dalloz, 2007, 2<sup>e</sup> Edition.
- **BENEDICT, RUTH**, *Échantillons de civilisations*, 1950
- **CROZIER, Michel et FRIEDBERG, Erhard**, *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil, 1977
- **DURKHEIM, Émile**, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 23<sup>e</sup> Edition, 1987
- **GHIGLIONE, Rodolphe et MATALON, Benjamin**, *Les enquêtes sociologiques : théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1991.
- **GUYENNOT, Claudel**, *L'insertion. Un problème social*, Paris, Harmattan, 1998
- **JODELET, Denise**, *Folies et représentations sociales*, Paris, PUF, 1989
- **ROZIN, Philippe**, *Le concept de culturalisme dans les sciences anthropologiques : de Tylor à Lowie*, Le philosophoire, 2006
- **LINTON, RALPH**, *Le fondement culturel de la personnalité*, Paris, Bordas, 1945.
- **LINTON, RALPH**, De l'homme, in **GUYENNOT, Claudel**, *L'insertion : un problème social*, Paris, l'Harmattan, 1998
- **PARIZOT, Isabelle**, « L'enquête par questionnaire », in **Serge PAUGAM** (dir), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, pp93-113.
- **PAUGAM Serge**, *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, 2<sup>e</sup> Edition.
- **ROZIN, Philippe**, *Le concept de culturalisme dans les sciences anthropologiques : de Tylor à Lowie*, Le philosophoire, n° 27, 2006
- **QUIVY, Raymond et VAN CAMPENHOUDT, Luc**, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 4<sup>e</sup> Edition.

### II- OUVRAGES SPECIFIQUES

- **ADACHIE, Chimamanda Ngozi**, *The carnage of the Cameroons*, in OFPRA, *La Crise Anglophone au Cameroun*, 2017
- **COLLOMP, Alain**, *Les formes de la famille. Approche historique*, in **SINGLY, François**, *La famille et l'État des savoirs*, Paris, LaDécouverte, 1992.
- **ENDONG ABOYA, MANASSE**, *Menaces sécessionnistes sur l'Etat camerounais*, disponible sur [www.monde-diplomatique.fr/...MANASSE/17281](http://www.monde-diplomatique.fr/...MANASSE/17281), 2002
- **KONINGS, Piet**, *Le « problème anglophone » au Cameroun dans les années 1990*.

- **MENDRAS, Henri**, *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris, Armand Colin, 1976
- **OLINGA, Michel**, *Aspects de la construction nationale après les indépendances camerounaises : le désir de sécession (1960-2009)*, Paris-Sorbonne, 2011
- **OLIVIER, Lawrence, BÉDARD, Guy, et FERRON, Julie**, *L'élaboration d'une problématique de recherche : sources, outils et méthode*, Paris, l'Harmattan, 2005, p.24.
- **TONNIES, Ferdinand**, *Communauté et société*, Paris, PUF, 1887

### III- ARTICLES SCIENTIFIQUES

- **CAMBREZY, Luc**, *Réfugiés et migrants en Afrique : quel statut pour quelle vulnérabilité ?* Revue européenne de migrations internationales, Décembre 2007
- **Guardian Post**, 19 juillet 2016.
- **La Nouvelle Expression**, N°4329, 11 octobre 2016
- **Le Monde**, *Au Cameroun, le calvaire des déplacés des régions anglophones*, 05 août 2019.
- **MONTEAGUDO, José González**, « *Histoire de vie et diversité culturelle-une introduction* », *Synergie pays germanophones*, n°3-2010, pp.17-26.
- **RAZAFINDRAKOTO, Mireille, et ROUBAUD, François**, *Sous la crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités*, Paris, Décembre 2018

### IV- MEMOIRES ET THESES

- **EBOTO, Vireil Renaud**, *La médiatisation de la « question anglophone » dans les journaux camerounais pendant le cinquantenaire de la réunification du Cameroun*, Mémoire de Master en communication sociale et médiatique, Université de Douala, 2014
- **MBONABUCYA, Jean Baptiste**, *Ethnicité et conflit ethnique : approches théoriques. En perspective de l'analyse du conflit des rwandais*, Mémoire de Licence en Sociologie, Genève 1998

### V- RAPPORTS

- **APDEL**, *Évaluation des besoins des déplacés internes dans le département de la Menoua*, 2018.
- **BILAK, Alexandra**, *L'Afrique face à ses déplacés*, disponible sur cairn.info



- **Centre d'études stratégiques de l'Afrique**, *Frontières en évolution : La crise des déplacements de population en Afrique et ses conséquences sur la sécurité* par Wendy Williams, Rapport d'analyse No. 8, Octobre 2019
- **Cameroun**, Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, 2018
- **CARE & PLAN INTERNATIONAL**, *Rapid Gender Analysis, South West and North West Cameroon*, avril-mai 2019.
- **CERNEA, Michael M.**, *La sociologie des déplacements forcés : un modèle théorique*, p.18
- **CGRA**, *La crise anglophone : situation sécuritaire*, Octobre 2019
- **CICR**, *Le déplacement interne. Stratégie du CICR pour la période 2016-2019*, mai 2016 disponible sur icrc.org
- **CICR**, *Rétablissement des liens familiaux. Présentation de la stratégie pour un réseau mondial*, février 2009.
- **Croix-Rouge Camerounaise**, *Rapport d'évaluation multi sectorielle des besoins des populations déplacées et populations hôtes dans les régions de l'Ouest et du Littoral affectées par la crise en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun*, 2019, p.13
- **FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (UNFPA)**, *Conditions de vie des personnes déplacées et des familles d'accueil en zone gouvernementale : résultats de l'enquête*, 2007
- **Groupe de travail sectoriel sur la protection**, *Manuel pour la protection des déplacés internes*, p.304
- **HABMO, Birwe**, *Les réfugiés au Cameroun*, 2016
- **HABMO, Birwe**, *Quand les peuples nomades se sédentarisent. Multiculturalisme et cohabitation interethnique au Sahel*, p.02
- **HARILD ET CHRISTENSEN**, *The Development Challenge of Finding Durable Solutions for Refugees and Internally Displaced Persons*, note d'information, *Rapport sur le développement dans le monde, 2011* cité par IDMC, *Les déplacements internes en Afrique : Un obstacle au développement*, 2012
- **IDMC**, *Global Overview 2015: « People Displaced by Conflict and Violence*, may 2015
- **IDMC**, *GRID 2019 « Rapport sur le déplacement interne le déplacement interne en Afrique »*, décembre 2019
- **IDMC**, *GRID2019 "Spotlight Cameroon"*, mai 2019
- **IDMC**, *GRID 2020, Rapport mondial sur le déplacement interne*, 2020

- **IDMC**, *Les déplacements internes en Afrique, un obstacle au développement*, 2012
- **IDMC**, *Sub-Saharan Africa Regional Overview, GRID2018*, mai 2018
- **IFRI**, *Éducation et pouvoir dans le conflit anglophone au Cameroun*, Juin 2020
- **Institut Brookings**, *La protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : Manuel à l'intention des législateurs et des responsables politiques*, Université de Berne.
- **International Crisis Group**, *Cameroun : La crise anglophone à la croisée des chemins. Rapport Afrique N° 250*, (2017)
- **IRC**, *Cameroon Country Program Women's Protection and Empowerment (WPE) – GBV Rapid assessment – Key findings*, January 2019.
- **JACOBS, Carolien et PAVIOTTI, Antea**, *Le droit au logement dans un contexte de déplacement urbain et de fragilité*, 2017
- **JACOBS, Carolien, et PAVIOTTI, Antea**, *L'intégration sociale des personnes déplacées dans les zones urbaines*, 2017
- **JACOBS, Carolien, et PAVIOTTI, Antea**, *Note d'orientation #2 Le droit au travail dans un contexte de déplacement urbain*, 2017, p.05,
- **LAMARCHE, Alexandra et FOX, Alanna**, *Déni de crise au Cameroun : le refus du gouvernement de reconnaître la souffrance dans le NoSo dissuade les donateurs*, Rapport mai 2019
- **MINPROFF**, *Annuaire Statistique du ministère de la promotion de la femme et de la famille du Cameroun*, 2015, p.55.
- **MINPROFF**, *Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre*, 2017
- **OCHA**, *Bulletin humanitaire Cameroun*, Numéro 10, avril – mai 2019
- **ODCE**, *Trouver ses marques 2018 : les indicateurs de l'intégration des immigrés*, 2018
- **OHCHR**, *Le droit à un logement convenable*, p.01
- **ONU**, *Objectifs de développement durable*, 2015 disponible sur un.org
- **ONU**, *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires*, Août 2020
- **UNHCR**, « *Cameroon 2019 Supplementary Appeal* », <http://reporting.unhcr.org/node/22021/>
- **UNHCR**, *Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés*, disponible sur unhcr.org
- **UNHCR**, *Des fonds nécessaires d'urgence pour les déplacés camerounais, selon le HCR*, 26 mars 2019
- **UNHCR**, *Orientations stratégiques 2017-2021*, janvier 2017 disponible sur unhcr.org

- **UNHCR**, *Politique sur l'engagement du HCR dans les situations de déplacement interne*, 2019 disponible sur unhcr.org
- **UNHCR**, *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, février 1998
- **UNHCR**, *Recueil de directives sur l'engagement du HCR dans les situations de déplacement interne*, 2019 disponible sur unhcr.org
- **Union Africaine**, *Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala)*, article 2, Objectifs.
- **RAZAFINDRAKOTO, Mireille et ROUBAUD, François**, *Sous la crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités*, Paris, Décembre 2018
- **RMF**, *Vingt ans de Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, Numéro 58, Octobre 2018
- **SATTERTHWAITE, David**, *The impact of urban development on risk in sub-Saharan Africa's cities with a focus on small and intermediate urban centres*, 1er décembre 2017, cité par **IDMC**, *GRID 2019 Rapport sur le déplacement interne le déplacement interne en Afrique*

## VI- WEBOGRAPHIE

- <http://www.beboun.com/>
- <https://fr.wikipedia.org/>
- <https://www.humanitarianresponse.info>
- <https://m.le360.ma/afrique/autres-pays/politique/2020/02/14>
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/Interactionnisme\\_symbolique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Interactionnisme_symbolique)
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/Integration\\_\(sociologie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Integration_(sociologie)).
- <https://www.camerounweb.com/>
- [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/document/s/files/ocha cameroon situation report no1 sw-nw november 2018 en final.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/document/s/files/ocha%20cameroon%20situation%20report%20no1%20sw-nw%20november%202018%20en%20final.pdf)
- <https://affcameroon.defyhatenow.org/>
- [https://en.m.wikipedia.org/wiki/Kampala\\_Convention/](https://en.m.wikipedia.org/wiki/Kampala_Convention/)
- <http://reporting.unhcr.org/node/22021/>
- [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)
- [www.lebledparle.comwww.cairn.info/fr](http://www.lebledparle.comwww.cairn.info/fr)
- [www.unocha.org](http://www.unocha.org)
- [www.unhcr.org](http://www.unhcr.org)

- [www.cairn-info.fr](http://www.cairn-info.fr)
- [www.fmreview.org](http://www.fmreview.org)
- [www.google.cm](http://www.google.cm)
- [www.unfpa.org](http://www.unfpa.org)
- [www.persee.fr](http://www.persee.fr)

## **ANNEXES**

## **LISTE DES ANNEXES**

<b>ANNEXE1 : AUTORISATION DE RECHERCHE.....</b>	<b>124</b>
<b>ANNEXE2 : OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES.....</b>	<b>125</b>
<b>ANNEXE 3 : LISTE DES PERSONNES INTERROGEES.....</b>	<b>132</b>

**ANNEXE1 : AUTORISATION DE RECHERCHE**

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie  
\*\*\*\*\*

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I  
\*\*\*\*\*

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES  
ET SCIENCES HUMAINES  
\*\*\*\*\*

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE  
\*\*\*\*\*

BP : 755 Yaoundé  
Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYL à côté AUF  
E-mail : depart.socio20@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland  
\*\*\*\*\*

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I  
\*\*\*\*\*

FACULTY OF ARTS, LETTERS  
AND SOCIAL SCIENCES  
\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY  
\*\*\*\*\*

**ATTESTATION DE RECHERCHE**

Je soussigné, Professeur **LEKA ESSOMBA Armand**, Chef de Département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiante **DJOPGUEP Victoire Jöelle**, Matricule **15G242**, est inscrite en Master II, Option Population et développement. Elle effectue, sous la direction du Docteur **ESSOMBA EBELA Solange**, un travail de recherche sur le thème : « *Les déplacés internes de la crise anglophone dans la ville de Douala : Regard sur une crise d'intégration sociale* ».

Je vous serais reconnaissant de lui fournir toute information non confidentielle, susceptible de l'aider dans cette recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le 2-6 JAN 2020

**Le Chef de Département**



## ANNEXE 2 : OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES

### GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES RESPONSABLES DE L'UNHCR ET DE L'OCHA

#### I- IDENTIFICATION DE L'ENQUÊTE

Nom(s) et prénom(s).....

Age.....

Sexe.....

Poste occupé.....

Nombre d'année dans la structure.....

Formation spécifique sur la prise charge des personnes déplacées.....

.....

#### II- SITUATION GLOBALE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DE LA CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN

- Sur le plan socio-économique, culturel et humain
- Les zones de forte concentration des déplacés internes
- Historique du programme d'aide humanitaire pour les personnes déplacées internes
- Situation humanitaire depuis la mise sur pied du programme

#### III- STRATEGIES GOUVERNEMENTALES D'AIDE AUX PERSONNES DEPLACEES INTERNES

- Généralités sur la politique nationale d'aide aux populations déplacées de la crise anglophone au Cameroun
- Les directives générales du programme d'aide humanitaire pour ces personnes
- Plan de réponse humanitaire d'urgence pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest
- Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information
- Gestion des déplacés

#### IV- IMPLEMENTATION DES STRATEGIES NATIONALES D'ENCADREMENT DES POPULATIONS DEPLACEES DE LA CRISE ANGLOPHONE

- Personnel en charge de la coordination, du suivi et de l'évaluation du programme d'aide humanitaire
- Les obstacles pour une bonne implémentation du programme d'aide humanitaire
- Collaboration et initiatives des Organisations Internationales et des ONG camerounaises
- Différents types d'aides reçues par les populations déplacées depuis leur arrivée



- Mesures de prévention contre la Covid-19
- Prise en compte du genre dans l'action humanitaire
- Prise en compte de l'âge dans l'action humanitaire
- Opérationnalisation du NWoW (La Nouvelle Manière de Travailler) dans le cas de la ville de Douala
- Impact au développement de la commune de Douala

**V- PRISE EN CHARGE DES PERSONNES DEPLACÉES INTERNES DE LA CRISE ANGLOPHONE**

- Organisation de la prise en charge des PDI dans la commune de Douala
- Nombre d'intervention annuelle depuis le début de la crise
- Offres de formation ou d'emploi pour les PDI
- Réinsertion en milieu scolaire pour les étudiants et élèves
- Avez-vous quelque chose à ajouter ?

*Merci pour votre disponibilité.*

## **GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE**

### **I- CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DE L'ENQUÊTE**

Age.....  
Sexe.....  
Niveau d'instruction.....  
Profession.....  
Lieu de résidence.....  
Statut matrimonial.....  
Ethnie.....

### **II- CONNAISSANCES SUR LA CRISE ANGLOPHONE**

- Perception de la crise de manière générale
- Origine de la crise d'après vous
- Raisons des déplacements des populations du Nord-Ouest et Sud-Ouest dans la ville de Douala d'après vous

### **III- COHABITATION AVEC DEPLACES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA**

- Perception de la présence des PDI dans votre ville
- Communication et cohabitation sociale avec les PDI
- Votre avis sur les PDI
- Nature des rapports avec les PDI
- Discrimination entre homme et femme

*Merci pour votre disponibilité.*

## QUESTIONNAIRE POUR LES PERSONNES DEPLACÉES INTERNES

Questionnaire n° .....

Lieu de collecte.....

Date de collecte.....

Bonjour Mr / Mme, je suis Victoire Joëlle DJOPGUEP, étudiante au département de Sociologie à l'Université de Yaoundé I. Ainsi je me présente auprès de vous dans le cadre d'une étude portant sur : **Les déplacés internes de la crise anglophone : regard sur une crise d'intégration sociale**, ceci en vue de l'obtention d'un Master 2. Pour ce faire, nous vous garantissons la préservation de l'anonymat dans la restitution des données finales.

### I- CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DU REpondant

1- Sexe M  F

2- Age .....

3- Niveau d'instruction : Aucun  primaire  secondaire  supérieur

4- Profession avant la crise : .....

5- Profession après la crise : .....

6- Statut matrimonial : Célibataire  marié(e)  divorcé(e)  veuf (ve)

Polygame  séparé(e) de corps

7- Quelle est la taille de votre famille (nombre de membres) ?.....

8- Religion : Catholique  protestant(e)  musulman(e)  pentecôtiste   
non-croyant (e)  Autres .....

9- Ethnie.....

### II- INTEGRATION SOCIALE DANS LA VILLE DE DOUALA

1- Depuis combien de temps êtes-vous arrivé dans la ville ?

5 ans  4 ans  3 ans  2 ans  1 an  moins de 6 mois

2- Avec qui êtes-vous venu ?

Seul (e)  Famille  Ami (s)  Inconnu (s)

3- Avec qui vivez-vous actuellement ?

Seul (e)  Famille  Ami (s)  Inconnu (s)

Si vous n'êtes pas seul (e) combien êtes-vous ?.....

4- Dans quel type de local vivez-vous ?

Chambre  Studio  Appartement  autres.....

5- Avez-vous de la famille à Douala ?

Oui  Non

6- Si oui, avez-vous obtenu de l'aide ou de l'assistance de la part de votre famille ?

Oui  Non

7- Avez-vous déjà reçu de l'aide venant du gouvernement camerounais depuis votre arrivée ?

Oui, j'ai déjà reçu de l'aide plusieurs fois  Oui, j'ai déjà reçu de l'aide une fois  Non, je n'ai jamais reçu d'aide

8- Avez-vous déjà reçu de l'aide venant d'une Organisation Internationale ou d'une ONG camerounaise depuis votre arrivée?

Oui, j'ai déjà reçu de l'aide plusieurs fois  Oui, j'ai déjà reçu de l'aide une fois  Non, je n'ai jamais reçu d'aide

Si oui, venant de laquelle ?.....

9- Avez-vous des enfants ?

Oui  Non

a. Si oui, vos enfants vont-ils à l'école depuis leur arrivée dans la ville de Douala ?

Oui  Non

**10- Si vous êtes étudiant ou élève, avez-vous pu continuer vos études ?**

Oui  Non

**a. Si oui, qui finance vos études ?**

Mes parents  Ma famille  Moi-même  Autres

**11- Avez-vous des difficultés à vous exprimer dans la langue dominante locale (le français) ?**

Je parle couramment  Je parle moyennement  Je ne parle pas le français

**12- Avez-vous des difficultés à comprendre la langue dominante locale (le français) ?**

Je comprends parfaitement  Je comprends moyennement  Je ne comprends pas

**Parvenez-vous à subvenir correctement à leurs besoins ?**

Oui  Moyennement  Non

**Vos enfants travaillent-ils ?**

Oui, pour aider la famille  Non, ce n'est pas nécessaire

**13- Avez-vous été malade depuis votre arrivée ?**

Oui  Non

**1. Si oui, quels recours thérapeutiques empruntez-vous ?**

Automédication  hôpital  guérisseur traditionnel  autres.....

**2. Pourquoi choisissez-vous ce recours ?**

.....  
.....

**14- Comment trouvez-vous la cohabitation avec les populations de la ville qui vous accueille ?**

15- Plutôt bonne  Souvent quelques tensions  je ne les côtoie pas

### III- MECANISMES DE RESILIENCE

**16- Avez-vous trouvé une activité lucrative permettant de subvenir à vos besoins quotidiens?**

Oui  Non

**a. Si oui, combien de temps cela vous a-t 'il prit ?**

Quelque jours  Moins de 6 mois  1 an  2 ans  3 ans  plus de 3 ans

**17- Avez-vous développé une activité pour survivre ?**

Oui  Non

**a- Si oui, laquelle ?.....**

**b- Cela vous permet-il de subvenir correctement à vos besoins ?** Oui  Non

**18- Avez-vous eu des difficultés à trouver un emploi ou à développer votre propre activité ?**

Oui  Non

**19- Avez-vous été employé par une autre personne déplacée interne de la crise anglophone installés à Douala ?**

Oui  Non

**20- Avez-vous déjà été victime d'agressions, d'abus sexuel, ou de violence de tout genre au cours de votre séjour ici ?**

Oui, d'agression  Oui, d'abus sexuel  Oui, de tout cela  Non jamais

**21- Avez-vous déjà été victime de tribalisme par un membre de la communauté de Douala ?**

Oui  Non

*Merci pour votre disponibilité.*

## SURVEY FOR INTERNALLY DEPLACED PERSONS

Survey n°.....

Collection place.....

Date of collection.....

Hello Mr. / Mrs., my name is Victoire Joëlle DJOPGUEP, student in the Department of Sociology at the University of Yaoundé I. So I am presenting myself to you as part of a study on: **The internally displaced persons of the Anglophone Crisis: look on a social integration crisis**, with a view to obtaining a Master 2. To do this, we guarantee the preservation of an anonymity in the restitution of final data.

### I- SOCIO-DEMOGRAPHIC CHARACTERISTICS OF THE RESPONDENT

1- Sex M  F

2- Age.....

3- Educational level: None  primary  secondary  higher

4- Profession before the crisis.....

5- Profession after the crisis: .....

6- Marital status: Single  married  divorced  widowed

Polygamous  legally separated

7- What is the size of your family (number of members)?

8- Religion: Catholic  Protestant  Muslim  Pentecostal  Non-believer   
Other.....

9- Ethnicity.....

### II- SOCIAL INTEGRATION IN THE CITY OF DOUALA

1- How long have you been in the city?

5 years  4 years  3 years  2 years  1 year  less than 6 months

2- Who did you come with? Alone  Family  Friend(s)  Unknown

3- Who do you currently live with? Alone  Family  Friend(s)  Unknown

If you are not alone, how many are you? .....

4- In what type of accommodation do you live? Room  Studio  Apartment   
Other.....

5- Do you have family in Douala? Yes  No

a. If yes, did you get any help or assistance from your family? Yes  No

6- Have you ever received help from the Cameroonian government since your arrival?

Yes, I have received help several times  Yes, I have received help once  No, I have never received help

7- Have you ever received aid from an international organization or a Cameroonian NGO since your arrival?

Yes, I have received aid several times  Yes, I have received aid once  No, I have never received aid

If yes, from which one? .....

8- Do you have children? Yes  No

a. If yes, do your children go to school since their arrival in the city of Douala?

Yes  No

b. Do you manage to provide for them properly? Yes  Moderately  No   
9- If you are a student, have you been able to continue your studies? Yes  No

a. If yes, who finances your studies?  
My parents  my family  Myself  Others

10- Do you have difficulties in expressing yourself in the dominant local language (French)?  
I speak fluently  I speak moderately  I do not speak French

11- Do you have difficulties in understanding the dominant local language (French)?  
I understand perfectly  I understand moderately  I do not understand

12- Do your children work?  
Yes, to help the family  No, it is not necessary

13- Have you been ill since your arrival? Yes  No

a- If yes, what therapeutic remedies do you use?  
Self-medication  hospital  traditional healer  others.....

b- Why do you choose this remedy?  
.....  
.....

14- How do you find the cohabitation with the population of the city that welcomes you?  
Fairly good  Often some tension  I don't mix with them

### III- RESILIENCE MECHANISMS

15- Have you found a lucrative activity to support your daily needs? Yes  No

a. If yes, how long did it take you? A few days  Less than 6 months  1 year  2 years  3 years more  than 3 years

16- Have you developed an activity to survive? Yes  No

a- If yes, which one?.....

b- Does it allow you to support yourself properly? Yes  No

18- Have you had difficulties in finding a job or developing your own activity?  
Yes  No

19- Have you been employed by one or more other internally displaced persons from the Anglophone crisis in Douala? Yes  No

20- Have you ever been a victim of assault, sexual abuse, or violence of any kind during your stay here?  
Yes, assault  Yes, sexual abuse  Yes, all of the above  No, never

21- Have you ever been a victim of tribalism by a member of the Douala community?  
Yes  No

22- Have you ever been discriminated against because of your sexual identity?  
Yes  No

*Thanks for your availability.*

**ANNEXE 3: LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES****LISTE DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE**

<b>CODE</b>	<b>SEXE</b>	<b>AGE</b>	<b>NIVEAU D'INSTRUCTION</b>	<b>PROFESSION</b>	<b>DATE DE L'ENTRETIEN</b>
<b>M1</b>	F	49	CAP	Commerçante	07/06/2021
<b>M2</b>	M	23	BTS	Étudiant	07/06/2021
<b>M3</b>	F	48	Baccalauréat	Commerçante	07/06/2021
<b>M4</b>	M	37	CEPE	Commerçant	07/06/2021
<b>M5</b>	M	34	Baccalauréat	Informaticien	07/06/2021
<b>M6</b>	M	43	CEPE	Plâtrier	07/06/2021
<b>M7</b>	M	37	CEPE	Chômeur	07/06/2021
<b>M8</b>	F	40	Probatoire	Commerçante	07/06/2021
<b>M9</b>	M	20	BEPC	Élève	07/06/2021
<b>M10</b>	M	20	BEPC	Élève	07/06/2021
<b>M11</b>	M	24	Master 2	Graphiste	09/06/2021
<b>M12</b>	M	21	Baccalauréat	Étudiant	09/06/2021
<b>M13</b>	M	19	Probatoire	Élève	09/06/2021
<b>M14</b>	M	19	Probatoire	Élève	09/06/2021
<b>M15</b>	M	17	BEPC	Élève	09/06/2021
<b>M16</b>	M	17	Probatoire	Élève	09/06/2021
<b>M17</b>	M	19	Baccalauréat	Élève	09/06/2021
<b>M18</b>	F	53	BEPC	Commerçante	09/06/2021
<b>M19</b>	M	26	BEPC	Technicien en Froid et climatisation	09/06/2021
<b>M20</b>	F	21	Probatoire	Élève	09/06/2021
<b>M21</b>	F	34	BEPC	Commerçante	09/06/2021
<b>M22</b>	F	24	BTS	Commerçante	09/06/2021
<b>M23</b>	M	27	Baccalauréat	Chômeur	09/06/2021
<b>M24</b>	M	36	BTS	Agent CAMTEL	09/06/2021
<b>M25</b>	F	32	CAP	Couturière	09/06/2021
<b>M26</b>	F	30	CAP	Couturière	09/06/2021
<b>M27</b>	F	25	MASTER	Étudiante	13/06/2021
<b>M28</b>	M	42	BTS	Mécanicien	13/06/2021
<b>M29</b>	F	47	BEPC	Commerçante	13/06/2021
<b>M30</b>	M	30	CEPE	Hôtellerie	13/06/2021
<b>M31</b>	M	25	Baccalauréat	Call box	13/06/2021

<b>M32</b>	F	51	BEPC	Commerçante	13/06/2021
<b>M33</b>	F	45	Baccalauréat	Commerçante	13/06/2021
<b>M34</b>	F	48	Baccalauréat	Commerçante	13/06/2021
<b>M35</b>	F	53	CEPE	Commerçante	13/06/2021
<b>M36</b>	M	32	Licence	Secrétaire bureautique	13/06/2021
<b>M37</b>	F	22	BTS	Étudiante	13/06/2021
<b>M38</b>	M	55	Master	Directeur Commercial	12/07/2021
<b>M39</b>	M	51	Licence	Technicien en maintenance Informatique	12/07/2021
<b>M40</b>	F	46	Licence	Institutrice	12/07/2021
<b>M41</b>	F	23	Master	Étudiante	12/07/2021
<b>M42</b>	F	25	Master	Étudiante	12/07/2021
<b>M43</b>	F	34	BTS	Prothésiste ongulaire	12/07/2021
<b>M44</b>	M	23	Licence	Etudiant	12/07/2021
<b>M45</b>	F	49	Master	Agent CAMWATER	12/07/2021
<b>M46</b>	F	36	BEPC	Ménagère	12/07/2021
<b>M47</b>	F	25	LICENCE	Étudiante	12/07/2021
<b>M48</b>	M	23	Master	Étudiant	12/07/2021



## LISTE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES

<b>CODE</b>	<b>SEXE</b>	<b>AGE</b>	<b>NIVEAU D'INSTRUCTION</b>	<b>PROFESSION AVANT LA CRISE</b>	<b>PROFESSION APRES LA CRISE</b>
<b>E1</b>	F	42	SECONDAIRE	Femme d'affaires	Commerçante
<b>E2</b>	F	24	SECONDAIRE	Étudiante	Couturière
<b>E3</b>	F	30	SUPERIEUR	Femme d'affaires	Coiffeuse
<b>E4</b>	F	30	SUPERIEUR	Femme d'affaires	Coiffeuse
<b>E5</b>	F	20	SECONDAIRE	Étudiante	Commerçante
<b>E6</b>	F	21	SECONDAIRE	Lycéenne	Callboxeuse
<b>E7</b>	F	31	SECONDAIRE	Couturière	Sans emploi
<b>E8</b>	M	23	SECONDAIRE	Écolier	Électrotechnicien
<b>E9</b>	F	27	SUPERIEUR	Bénévole	Vendeur ambulancier
<b>E10</b>	F	32	PRIMAIRE	Vendeuse	Caissière
<b>E11</b>	M	27	SECONDAIRE	Écolier	Coiffeur
<b>E12</b>	F	22	SUPERIEUR	Étudiante	Étudiante
<b>E13</b>	M	32	SECONDAIRE	Homme d'affaire	Gardien de nuit
<b>E14</b>	F	25	SECONDAIRE	Coiffeuse	Babysitting
<b>E15</b>	F	20	SECONDAIRE	Écolier	Vendeur
<b>E16</b>	F	23	SECONDAIRE	Écolière	Baby-sitter
<b>E17</b>	M	31	SUPERIEUR	Styliste	Couturier
<b>E18</b>	M	27	SUPERIEUR	Étudiant	Moto taximan
<b>E19</b>	M	27	SECONDAIRE	Informaticien	Gardien
<b>E20</b>	M	20	SECONDAIRE	Élève	Callboxeur
<b>E21</b>	M	22	SECONDAIRE	Élève	Mécanicien
<b>E22</b>	M	24	PRIMAIRE	Coiffeur	Coiffeur
<b>E23</b>	M	45	SECONDAIRE	Secrétaire	Vendeur ambulancier
<b>E24</b>	M	56	PRIMAIRE	Fermier	Sans job
<b>E25</b>	M	33	SUPERIEUR	Enseignant	Vacataire
<b>E26</b>	M	27	SUPERIEUR	Enseignant	Vacataire
<b>E27</b>	M	37	SECONDAIRE	Agriculteur	Callbox
<b>E28</b>	M	22	SECONDAIRE	Élève	Mobile money
<b>E29</b>	M	27	SECONDAIRE	Étudiant	Coiffeur
<b>E30</b>	M	34	SUPERIEUR	Comptable	Directeur commercial
<b>E31</b>	M	40	PRIMAIRE	Quincaillerie	Gardien

<b>E32</b>	M	19	SECONDAIRE	Élève	Motorboy
<b>E33</b>	M	30	SUPERIEUR	Enseignant	Enseignant
<b>E34</b>	M	26	SECONDAIRE	Etudiant	Repareur électronique
<b>E35</b>	M	35	SUPERIEUR	Enseignant	Vacataire
<b>E36</b>	M	27	SUPERIEUR	Enseignant	Enseignant
<b>E37</b>	M	35	SUPERIEUR	Enseignant	Chômage
<b>E38</b>	M	24	SUPERIEUR	Etudiant	Moto taximan
<b>E39</b>	M	23	SECONDAIRE	Eleve	Repareur électronique
<b>E40</b>	M	30	SECONDAIRE	Businessman	Commerçant
<b>E41</b>	M	17	SECONDAIRE	Eleve	Pousseur
<b>E42</b>	M	15	SECONDAIRE	Eleve	Pousseur
<b>E43</b>	M	15	SECONDAIRE	Eleve	Vendeur à la sauvette
<b>E44</b>	M	16	SECONDAIRE	Élève	Vendeur à la sauvette
<b>E45</b>	M	17	SECONDAIRE	Eleve	Vendeur
<b>E46</b>	F	32	SECONDAIRE	Enseignante	Sans emploi
<b>E47</b>	M	36	PRIMAIRE	Mécanicien	Sans emploi
<b>E48</b>	M	31	PRIMAIRE	Menuisier	Chômeur
<b>E49</b>	F	30	SECONDAIRE	Ménagère	Ménagère
<b>E50</b>	F	23	SECONDAIRE	Élève	Élève
<b>E51</b>	M	34	PRIMAIRE	Manœuvre dans les chantiers	Sans emploi
<b>E52</b>	F	37	SECONDAIRE	Commerçante	Ménagère
<b>E53</b>	M	19	SECONDAIRE	Élève	Blanchisseur
<b>E54</b>	F	22	SECONDAIRE	Élève	Baby-sitter
<b>E55</b>	F	35	PRIMAIRE	Ménagère	Sans emploi
<b>E56</b>	F	34	AUCUN	Gardien	Sans emploi
<b>E57</b>	F	21	SUPERIEUR	Étudiante	Etudiante
<b>E58</b>	M	20	SECONDAIRE	Élève	Elève
<b>E59</b>	F	32	SUPERIEUR	Caissière	Ménagère
<b>E60</b>	M	35	SECONDAIRE	Menuisier	Menuisier
<b>E61</b>	F	39	SECONDAIRE	Enseignante	Enseignante
<b>E62</b>	M	42	SECONDAIRE	Business man	Business man
<b>E63</b>	M	30	PRIMAIRE	Commerçant	Sans emploi
<b>E64</b>	F	37	SECONDAIRE	Business woman	Business woman
<b>E65</b>	M	33	SECONDAIRE	Chauffeur	Chauffeur
<b>E66</b>	F	35	PRIMAIRE	Ménagère	Braiseuse de poisson

<b>E67</b>	F	40	PRIMAIRE	Cultivatrice	Commerçante
<b>E68</b>	F	23	SUPERIEUR	Étudiante	Coiffeuse
<b>E69</b>	F	23	SUPERIEUR	Étudiante	Étudiante
<b>E70</b>	F	25	SUPERIEUR	Commerçante	Baby-sitter
<b>E71</b>	F	22	SUPERIEUR	Étudiante	Call boxeuse
<b>E72</b>	F	25	SUPERIEUR	Étudiante	Ménagère
<b>E73</b>	F	25	SUPERIEUR	Femme d'affaire	Vendeuse
<b>E74</b>	F	38	PRIMAIRE	Bayam sellam	Ménagère
<b>E75</b>	F	35	PRIMAIRE	Gérante de bar	Bayam sellam
<b>E76</b>	F	40	PRIMAIRE	Bayam sellam	Baby sitter
<b>E77</b>	F	37	SECONDAIRE	Femme d'affaires	Commerçante
<b>E78</b>	F	46	SECONDAIRE	Commerçante	Commerçante
<b>E79</b>	F	52	PRIMAIRE	Commerçante	Commerçante
<b>E80</b>	F	36	SECONDAIRE	Business	Business
<b>E81</b>	F	28	SECONDAIRE	Commerce	Commerce
<b>E82</b>	M	48	PRIMAIRE	Commerce	Gardien
<b>E83</b>	F	30	SUPERIEUR	Etudiante	Coiffeuse
<b>E84</b>	F	25	SECONDAIRE	Etudiante	Couturière
<b>E85</b>	M	20	SECONDAIRE	Eleve	Eleve
<b>E86</b>	F	21	SUPERIEUR	Étudiante	Etudiante
<b>E87</b>	F	24	SUPERIEUR	Etudiante	Etudiante
<b>E88</b>	F	47	PRIMAIRE	Vendeuse	Braiseuse de poisson
<b>E89</b>	M	18	SECONDAIRE	Eleve	Mécanicien
<b>E90</b>	F	22	SECONDAIRE	Etudiante	Etudiante
<b>E91</b>	F	34	SECONDAIRE	Business	Business
<b>E92</b>	M	36	SECONDAIRE	Plombier	Vendeur à la sauvette
<b>E93</b>	F	38	SECONDAIRE	Maîtresse de maternelle	Buy and sell am
<b>E94</b>	F	33	SECONDAIRE	Coiffeuse	Coiffeuse
<b>E95</b>	F	23	SUPERIEUR	Etudiante	Vendeuse
<b>E96</b>	F	18	SECONDAIRE	Eleve	Élève
<b>E97</b>	F	17	SECONDAIRE	Eleve	Coiffeuse
<b>E98</b>	F	25	SUPERIEUR	Etudiante	Ménagère
<b>E99</b>	F	36	SECONDAIRE	Couturière	Couturière
<b>E100</b>	F	17	SECONDAIRE	Eleve	Commerçante
<b>E101</b>	F	22	SECONDAIRE	Eleve	Coiffeuse

## TABLE DES MATIERES

<b>DEDICACE.....</b>	<b>i</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>ii</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>iii</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>iv</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>v</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES .....</b>	<b>vi</b>
<b>LISTE DES CARTES .....</b>	<b>viii</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>ix</b>
<b>LISTE DES PHOTOS.....</b>	<b>x</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>xi</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>1</b>
<b>I- CONTEXTE DE L'ETUDE .....</b>	<b>2</b>
<b>II- MOTIVATIONS DU CHOIX DU THEME.....</b>	<b>3</b>
II-1- Motivations factuelles.....	3
II-2- Motivations scientifiques.....	4
<b>III- PROBLEME.....</b>	<b>4</b>
<b>IV- PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>V- QUESTIONS .....</b>	<b>10</b>
V-1- Question principale.....	10
V-2- Questions secondaires.....	10
<b>VI- HYPOTHESES .....</b>	<b>11</b>
VI-1- Hypothèse principale .....	11
VI-2- Hypothèses secondaires .....	11
<b>VII- METHODOLOGIE.....</b>	<b>11</b>
VII-1- Approche théorique .....	11
VII-1-1- L'interactionnisme symbolique.....	12
VII-1-2- Le culturalisme .....	13
VII-2- Les outils de collecte des données .....	14
VII-2-1- Techniques quantitatives : le questionnaire .....	14
VII-2-2- Les instruments qualitatifs de collecte des données.....	16
<b>VIII- TECHNIQUES D'ANALYSE DES DONNEES.....</b>	<b>19</b>

IX-	OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS .....	20
X-	CADRE DE L'ETUDE.....	21
XI-	PLAN DE TRAVAIL.....	21
	<b>PREMIERE PARTIE :.....</b>	<b>23</b>
	<b>LES DEPLACES INTERNES DANS LE MONDE .....</b>	<b>23</b>
	<b>CHAPITRE I : SITUATION HUMANITAIRE ET STRATEGIES D'AIDE GOUVERNEMENTALES AUX PERSONNES DEPLACEES INTERNES .....</b>	<b>25</b>
I-	LES DEPLACEMENTS INTERNES EN AFRIQUE : APERÇU HUMANITAIRE.....	25
I-1-	Déplacements internes liés à la violence et aux conflits en Afrique .....	29
I-2-	Déplacements internes liés aux catastrophes en Afrique .....	31
I-3-	Conséquences des déplacements internes en contexte africain.....	32
II-	SITUATION HUMANITAIRE AU CAMEROUN.....	34
II-1-	Insurrection Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.....	35
II-2-	Crise anglophone .....	36
III-	STRATEGIES GOUVERNEMENTALES D'AIDE AUX PERSONNES DEPLACEES INTERNES.....	36
III-1-	Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) .....	36
III-2-	Convention de Kampala .....	37
III-3-	Objectifs de Développement Durable (ODD) .....	38
III-4-	Stratégie du Comité International de la Croix Rouge (CICR).....	39
	pour la période 2016-2019 .....	39
III-5-	Orientations stratégiques du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) .....	40
	<b>CHAPITRE II : LE PROBLEME DE LA CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN ....</b>	<b>43</b>
I-	LA « QUESTION ANGLOPHONE » AU CAMEROUN .....	43
I-1-	héritage colonial .....	43
I-2-	Indépendance au Cameroun .....	44
II-	MARGINALISATION ET REVENDICATIONS.....	46
II-1-	Anglophonie au Cameroun .....	47
II-2-	Centralisme et économie.....	48
II-3-	Revendications anglophones.....	49
III-	CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN.....	51
III-1-	Marches pacifiques et début d'une crise.....	52
III-2-	Conflit entre le gouvernement et les acteurs anglophones .....	54
IV-	CONSEQUENCES DU PROBLEME ANGLOPHONE.....	55

IV-1- Conséquences politiques .....	55
IV-2- Conséquences économiques .....	56
IV-3- Conséquences sociales.....	56
<b>DEUXIEME PARTIE : INSERTION SOCIALE DANS LA VILLE DE DOUALA : DIFFICULTES ET MECANISMES DE RESILIENCE .....</b>	<b>58</b>
<b>CHAPITRE 3 ANALYSE DES DIFFICULTES D'INSERTION SOCIALE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA.....</b>	<b>60</b>
I- PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES PDI.....	60
II- LES DIFFICULTES OU LES FORMES DE DETRESSES QUI AFFECTENT LE VECU QUOTIDIEN DES PDI .....	64
II-1-Le difficile accès au logement .....	65
II-2- La problématique de l'insertion socioprofessionnelle .....	68
II-2-1- Emploi et revenus : .....	69
II-2-2- Éducation.....	72
II-2-3- Santé .....	75
II-3- Stigmatisation des PDI : ces « anglofoufou » .....	77
II-3-1- Les déplacés internes à l'épreuve du multiculturalisme .....	77
II-3-2- Les barrières linguistiques .....	79
III- LA QUESTION DES DISPARITES SEXISTES DANS LE PROCESSUS D'INTEGRATION DES PDI.....	81
III-1- Éducation .....	82
III-2-Emploi et participation au marché du travail.....	82
III-3- Violences basées sur le genre (VBG) .....	84
<b>CHAPITRE IV : STRATEGIES DE RESILIENCE ET REPRESENTATIONS SOCIALES DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LA VILLE DE DOUALA .....</b>	<b>88</b>
I- INSTANCES D'INTEGRATION .....	88
I-1- Famille.....	88
I-2- Les déplacés de longue date en cours « d'autochtonisation » .....	90
I-3- Les églises .....	90
II- STRATEGIES DE SURVIE .....	91
II-1- Emploi et réseau relationnel.....	91
II-2- Prestations à domicile .....	93
II-3- Petit commerce.....	93
II-4- Employabilité par les PDI.....	96
II-5- La prostitution.....	97

III- LES REPRESENTATIONS SOCIALES DES ACTEURS.....	99
III-1- Perception développées par les populations locales .....	99
III-1-1- Les personnes déplacées et la propagation de la délinquance.....	102
III-1-2- Le ressenti des PDI dans leur nouveau cadre de vie .....	103
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>106</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>115</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>121</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>136</b>